

Horaires des prières
Fajr : 03h55 Dohr : 12h45
Asr : 16h34 Maghreb : 19h55 Isha : 21h28

Iftar : 19h54
Imsak : 03h46

MÉTÉO

Alger	: 20°	14°
Oran	: 20°	12°
Annaba	: 23°	15°
Béjaïa	: 15°	10°
Tamanrasset	: 38°	23°

www.dknews-dz.com

DÉCÈS DU MOUDJAHID ABDESLAM BOUCHAREB

Le Président de la République présente ses condoléances à sa famille

P. 24

ALGÉRIE-ACADÉMIE-ETATS UNIS

Meriem Merad : "très touchée" par le message du président de la République

P. 24

COVID-19

Rezig : «le port de masque par les commerçants "obligatoire" dès aujourd'hui»

P. 3

PROPOS DU CONSUL DU MAROC A ORAN

Indignation de politiques et de la société civile

Alors que le ministère des affaires étrangères a convoqué l'ambassadeur du Maroc à Alger, des réactions d'indignation se font entendre dans les milieux politiques ainsi qu'au sein de la société civile. Il s'agit de condamner en effet les propos indignes d'un diplomate marocain de haut rang, apparemment mis mal à l'aise par la pression de ses concitoyens, des travailleurs marocains en Algérie, venus le solliciter pour leurs doléances.

P. 3

DKnews



LUTTE CONTRE COVID-19-PRÉPARATION DE LA SAISON ESTIVALE

M. Beldjoud s'assure de l'opérationnalité des éléments de la Protection civile

P. 6

SÉCURITÉ SOCIALE-SANTÉ
Signature d'une convention pour l'amélioration des conditions d'accouchement

P. 4

FINANCES
Raouya : "la numérisation de l'administration du Domaine de l'Etat lancée"

P. 6

SANTÉ

OBÉSITÉ INFANTILE
Les antécédents familiaux en cause

P.p 12-13

FOOTBALL

CAN-2019
Mbaye Niang : "l'Algérie a amplement mérité le titre"

P. 21



PIRATAGE INFORMATIQUE
La Russie nie l'existence de preuves de piratage russe qui aurait ciblé le Parlement allemand en 2015

P. 17

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Opération de ratissage à Ain Defla : un autre terroriste abattu

P. 24

ALGÉRIE-NIGER-SOLIDARITÉ

Acheminement de 29 tonnes d'aides humanitaires au Niger (MDN)



Un avion de transport militaire des Forces aériennes algériennes, à son bord 29 tonnes de denrées alimentaires et différents équipements médicaux, a décollé samedi de la Base aérienne de Boufarik à destination de la capitale nigérienne, Niamey, pour la quatrième opération consécutive dans le cadre de l'acheminement des aides humanitaires destinées à ce pays, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"Dans le cadre d'acheminement et de transport des aides humanitaires destinées aux pays frères et amis, des avions de transport militaire relevant des Forces aériennes algériennes poursuivent pour la quatrième journée consécutive, le chargement et le transport des aides humanitaires adressées par le Croissant rouge algérien au peuple du Niger", précise la communiqué.

Ainsi, "un avion de transport militaire a décollé, aujourd'hui, samedi 16 mai 2020 de la Base aérienne de Boufarik en première Région militaire à destination de l'aéroport de Niamey au Niger, à son bord 29 tonnes de denrées alimentaires et différents équipements médicaux", ajoute la même source.

"Il est à signaler que cette quatrième raison d'aides humanitaires, entre dans le cadre de la consolidation des efforts de solidarité entre les deux peuples", souligne le communiqué du MDN.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

10 morts et 273 blessés en 48 heures selon la Protection civile



Dix (10) personnes ont trouvé la mort et 273 autres ont été blessées dans 202 accidents de la circulation enregistrés durant les dernières 48 heures à travers le pays, selon un bilan établi samedi par les services de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Laghouat avec 4 morts et 4 blessés, suite à dérapage d'un véhicule léger suivi d'un renversement survenu sur la route nationale RN 01 au niveau de la commune de Ben Nacer Ben Chouhra, daïra de Ksar El Hirane, relève la même source.

Par ailleurs, les éléments de la Protection civile de la wilaya de Boumerdes ont repêché les corps de quatre enfants âgés entre 7 et 11 ans, morts noyés dans une marre d'eau au niveau du village d'El Borj, dans la commune de Naciria.

Concernant la lutte contre la propagation du coronavirus (Covid-19), les unités de la Protection civile ont effectué 387 opérations de sensibilisation à travers 25 wilayas, portant notamment sur la nécessité de respecter le confinement ainsi que la distanciation sociale.

La Protection civile a mené également 305 opération de désinfection ayant mobilisé 1722 gants à travers 26 wilayas, touchant les infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles.

Dans le même cadre, des dispositifs de surveillance ont été mis en place au niveau de 7 sites d'hébergement destiné au confinement répartis à Alger, Khenchela et Tamansrasset.

COMMERCE - LAIT

Ouverture prochaine d'un point de vente permanent du lait subventionné à Sidi Moussa



La commune de Sidi Moussa a autorisé la création d'un point de vente permanent du lait et dérivés au niveau de la route de Larabaâ (à proximité du CEM Chahid Ahmed Larbi), a indiqué jeudi le président d'APC de Sidi Moussa, Allal Bouteldja.

Dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie des citoyens et de l'engagement pris par l'APC, au début du mois de Ramadhan, de mettre fin à la pénurie du lait et dérivés au niveau de la commune, il a été décidé de réaliser un point de vente permanent au niveau de la route de Larabaâ (à proximité du CEM Chahid Ahmed Larbi), a fait savoir M. Bouteldja.

Ce projet, dont la réalisation sera lancée à partir de la semaine prochaine, intervient dans le cadre d'un accord entre l'APC de Sidi Moussa et le Groupe "COLAITAL", sis à Birkhadem, a-t-il ajouté.

Dans l'attente de la concrétisation de ce projet, le P/APC de Sidi Moussa a fait état d'un accord avec le directeur du COLAITAL pour doter la commune d'un camion de vente du lait et dérivés qui sera stationné au niveau du point de vente en cours de réalisation (route de Larabaâ) garantissant 5,0 00 litres/jour afin de répondre à la demande croissante durant le Ramadhan.

Ces efforts visent à en finir avec la pénurie du lait dans la commune de Sidi Moussa et à diversifier les sources d'approvisionnement (laiterie de Boudouaou et celle de Birkhadem) et à contrôler les prix du lait subventionné (25DA) et partant mettre un terme au phénomène de monopole, a-t-il conclu.

ROUTES-ACCIDENT-LAGHOUAT

4 morts et 2 blessés dans un accident sur la RN-1



Quatre personnes ont perdu la vie et deux autres ont été blessées suite au renversement d'un véhicule léger vendredi sur le tronçon de la RN-1 entre les communes de Laghouat et Hassi-R'mel, a-t-on appris de la protection civile de Laghouat.

Les éléments de l'unité principale de la protection civile de Laghouat, appuyés de ceux du poste avancé de Bellil sont intervenus pour transférer les corps des victimes vers la polyclinique de Hassi-R'mel et évacuer les blessés vers l'établissement public hospitalier "EPH-H'mida Benadjila" de Laghouat, a précisé le chargé de communication, Walid Nekmouche.

Une enquête a été ouverte par les services du groupement territorial de la gendarmerie de Laghouat pour déterminer les circonstances de ce drame routier.

ACCIDENTS - BOUMERDES

Les corps sans vie de 4 enfants repêchés dans un bassin à Naciria (Protection civile)



Les services de la Protection civile de la wilaya de Boumerdes ont repêché, dans la nuit de vendredi à samedi, les corps sans vie de 3 garçons et une fille, âgés de 7 à 11 ans et issus de deux familles, noyés dans un bassin d'eau dans la commune de Naciria à l'est de Boumerdes, a-t-on appris, samedi, de la Protection civile de la wilaya.

Le lieutenant Bechachia Hocine, chargé de la communication de la protection civile de la wilaya a indiqué à l'APS que les unités de la Protection civile de Bordj Menaïel et de Baghliya, appuyées par l'unité marine de ce corps de sécurité, sont intervenues, dans après la rupture du jeûne, pour repêcher les corps de quatre enfants morts noyés dans un bassin d'eau dans le village de Labridj dans la commune de Naciria à l'est de Boumerdes.

Les dépouilles ont été transférées à la morgue de l'hôpital de Bordj Menaïel, selon la même source.

Le wali de Boumerdes, Yahia Yahiatène, accompagné du directeur de la Protection civile ainsi que des autorités sécuritaires et locales, s'est déplacé sur le lieu du drame pour présenter les condoléances aux familles des victimes.

PANDÉMIE - AIN DEFLA

Plus de 530 personnes arrêtées pour non respect du confinement sanitaire partiel (Sûreté de wilaya)



Les services de sécurité de Ain Defla ont arrêté du 8 au 14 du mois en cours 534 personnes ayant transgressé les mesures liées au confinement sanitaire partiel instauré suite à la propagation du nouveau Coronavirus, a-t-on appris vendredi auprès de la cellule de communication de la sûreté de wilaya.

Les arrestations ont donné lieu à l'application des procédures réglementaires à leur rencontre, a-t-on précisé, faisant état dans le même contexte de la saisie de 67 permis de conduire et de 110 véhicules et cyclomoteurs.

Les services de la sûreté de wilaya de Ain Defla réitérent leur appel aux citoyens à faire preuve d'esprit collectif en observant scrupuleusement les mesures préventives à même de permettre d'endiguer cette pandémie, a-t-on conclu de même source.

COVID-19

Rezig : «le port de masque par les commerçants "obligatoire" dès aujourd'hui»

Le port du masque par les commerçants sera "obligatoire" à partir du dimanche prochain, a annoncé jeudi le ministre du Commerce, Kamel Rezig, lors d'une visite d'inspection et de travail qu'il a effectué à Oran.

"Nous avons instruit le directeur du commerce de la wilaya d'Oran de consacrer la journée de samedi prochain à la sensibilisation sur l'obligation du port du masque, en vigueur à partir de dimanche prochain pour tous les commerçants, employeurs et employés", a indiqué le ministre dans une déclaration à la presse, à l'issue de sa visite à Oran, précisant "qu'une sanction de fermeture d'un mois pour tout manquement à cette mesure". "Le commerçant doit choisir entre le port du masque de protection ou la fermeture", a-t-il encore averti. M. Rezig qui s'est rendu dans une usine de production de linge de maison à Oran, confectionnant des bavettes destinées à la distribution gratuite, a salué les efforts qu'elle entend dans le cadre de la solidarité, tout encourageant son staff à augmenter les capacités de production pour satisfaire la demande locale en la matière et la commercialiser à un prix raisonnable.

Le ministre a estimé que "le bénévolat a une limite et en tant que producteur qui dispose de la matière première et le savoir faire, le gouvernement vous encourage à se spécialiser, le temps de cette période de crise



sanitaire, et même au-delà, à produire davantage de bavettes". Cette unité dispose d'une capacité de production entre 100.000 à 200.000 bavettes par semaine, selon les ex-

plifications fournis à M. Rezig, qui s'est engagé à accompagner et à encourager tous les producteurs dans ce créneau. Auparavant, le ministre s'est rendu au marché des fruits et légumes du secteur urbain Sidi El bachir (ex Plateaux) au centre de la ville d'Oran, où il s'est enquis des prix et de l'organisation de cet espace commercial, de même qu'il a visité le supermarché "Ardis", dans la commune de Bir El djir où il s'est dit satisfait de la disponibilité des produits et au rapport qualité/prix.

Le ministre du Commerce a, par ailleurs, honoré cinq (5) agents de contrôle, lors d'une réception organisée à la résidence "El Bahia". Il s'agit de cinq inspecteur principaux de contrôle, relevant des directions régionale d'Oran et de Saïda, qui ont été agressés lors l'exercice de leurs fonctions par des commerçants dans les wilayas de Mascara, Aïn Témouchent et Sidi Bel Abbes.

Des plaintes ont été déposées aussitôt devant la justice contre ces commerçants indécents pour agression contre des agents de contrôle de commerce durant l'exercice de leurs missions.

PROPOS DU CONSUL GÉNÉRAL DU MAROC À ORAN

Indignation de représentants de la société civile à l'ouest du pays

Des représentants du mouvement associatif, des personnalités sportives et artistiques de l'Ouest du pays se sont indignés des propos "irresponsable" du Consul général du Royaume du Maroc à Oran au sujet de l'Algérie, affirmant qu'une "telle sortie irréfléchie et répréhensible ne fera que renforcer davantage la cohésion entre les deux peuples". "Les propos immoraux du Consul général du Royaume du Maroc à Oran qualifiant indûment l'Algérie de pays ennemi transgressent tous les us diplomatiques et font fi des relations de fraternité et d'estime liant les deux peuples marocain et algérien, et qui sont la résultante d'une histoire commune et de liens de sang et de parenté", ont écrit ces représentants de la société civile dans un communiqué. "Cette sortie étrange et pas du tout innocente a été fortement réprochée et dénoncée, avant nous-mêmes, par nos frères marocains, tant ceux établis dans

leur deuxième pays, l'Algérie que par la majorité du peuple marocain dans son pays", soulignent les signataires. Et d'affirmer qu'une "telle sortie irréfléchie et répréhensible ne fera que renforcer davantage la cohésion entre les deux peuples algérien et marocain, partant du fait que l'Algérie avait été et continue à être une terre d'accueil pour les frères marocains et à veiller à leur réserver le même traitement que ses citoyens".

Saluant "la position du peuple marocain, toutes obédiences confondues, qui a dénoncé les graves propos du Consul général du Maroc à Oran à travers les réseaux sociaux", les signataires du communiqué estiment que "c'est là une réaffirmation de l'attachement du peuple marocain à la fraternité avec les ses frères algériens". Pour ces représentants de la société civile, le destin des deux peuples "ne saurait être affecté par de telles propos irresponsables et

pleins de haine et de rancœur". Bien au contraire, les Algériens et les Marocains ont toujours prouvé qu'ils partageaient le même ressenti lors des occasions décisives, sportives et culturelles, soulignent les mêmes sources qui rappellent les célébrations populaires au Maroc frère suite aux victoires de l'équipe nationale algérienne de football durant les Coupes du monde 2010 et 2014 et la Coupe d'Afrique des nations de 2019. "Ces scènes magnifiques ont démontré indiscutablement qu'aucune force, aussi exceptionnelle soit-elle, ne saurait saper les fondements de la fraternité entre Algériens et Marocains, telle qu'elle s'est manifestée à travers le soutien du peuple algérien à ses frères marocains lors des importantes stations culturelles et sportives, à l'instar de la Coupe du monde 1986 à Mexico et des succès des champions marocains lors des compétitions internationales comme Saïd Aouita, Hicham El

Guerrouj et Nawel El Moutawakel et bien d'autres".

"Le soutien apporté par l'ancienne vedette de l'équipe nationale de football, Lakhdar Beloumi, au dossier de candidature du Maroc pour l'organisation de la Coupe du monde 2026 en est une autre preuve", pour les signataires du communiqué. Soulignant que "nombreuses et innombrables sont les stations de la synergie fraternelle entre les peuples algérien et marocain", ils rappellent, en outre, "l'ambiance extraordinaires caractérisant toujours l'accueil réservé aux artistes des deux pays par les publics algérien et marocain". Le communiqué conclut par un appel aux forces vives, mouvements associatifs, acteurs de la société civile et personnalités nationales, culturelles et sportives des deux pays à "barrer la route" aux ennemis des deux peuples, algérien et marocain, et "aux semeurs et inspireurs de la Fitna".

Le Mouvement El Bina et le FLN condamnent les propos du consul marocain

Le Mouvement El Bina et le Front de libération nationale (FLN), ont condamné, vendredi, les déclarations du consul marocain à Oran, se félicitant des mesures initiées par le ministère des Affaires étrangères à ce propos. Le Mouvement El Bina a déclaré dans un communiqué qu'il avait suivi avec regret et indignation les propos du consul marocain, contraires au respect et us diplomatiques et aux liens de fraternité avec le peuple marocain, exhortant les autorités des deux pays à prendre "une position ferme pour protéger les rapports de fraternité contre cette imprudence et ces propos irresponsables". Le parti El Bina a salué, à ce propos, les mesures prises par le ministère des Affaires étrangères, appelant à "suivre de près le dossier et à éradiquer tout ce qui pourrait mettre en péril la fraternité entre les deux peuples frères et me-

nacer les règles du bon voisinage et du respect mutuel entre les deux Etats", jugeant nécessaire d'"agir conformément à la loi à l'encontre du diplomate en question". Par ailleurs, le FLN a "énergiquement dénoncé" les déclarations du diplomate marocain les qualifiant de "dérapage et déassement dangereux au vu des us diplomatiques et des règles d'hospitalité". Le parti a affirmé qu'"il est indispensable de prendre les mesures appropriées à son encontre pour éviter toute répercussion pouvant attenter aux relations bilatérales".

La même formation diplomatique a également mis en valeur l'approche de la diplomatie algérienne basée sur "la construction des ponts de fraternité et de coopération avec nos frères marocains et le reste des pays, dans le cadre du respect des résolutions onusiennes et du droit international".

Le ministère des Affaires étrangères a expliqué, jeudi dans un communiqué, que M. Sabri Boukadoum avait convoqué l'ambassadeur du Royaume du Maroc à Alger pour "le confronter aux propos du Consul général du Maroc à Oran lors d'un échange avec des citoyens marocains". Il a été signifié à l'ambassadeur du Maroc que "la qualification par le Consul général du Maroc à Oran, si elle venait à être établie, de l'Algérie de pays ennemi est une violation grave des us et coutumes diplomatiques, qui ne saurait être tolérée. C'est également une atteinte à la nature des relations entre deux pays voisins et deux peuples frères, ce qui requiert des autorités marocaines la prise des mesures appropriées pour éviter les répercussions de cet incident sur les relations bilatérales", a conclu le communiqué du MAE.

LUTTE CONTRE COVID-19- PRÉPARATION DE LA SAISON ESTIVALE

M. Beldjoud s'assure de l'opérationnalité des éléments de la Protection civile



Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud, s'est enquis, jeudi à Alger, de l'opérationnalité des éléments de la Protection civile (PC), en vue de faire face au nouveau coronavirus (Covid-19) et de se préparer à la saison estivale 2020, indique vendredi un communiqué de la

Direction générale de la Protection civile. M. Beldjoud a effectué, jeudi, en compagnie du wali d'Alger, Youcef Cherfa, du directeur général de la Protection civile, le colonel Boualem Boughlef et du Directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), Khelifa Ounissi, une visite de travail et d'inspection au siège de la direction et de l'unité principale de la Protection civile de la wilaya d'Alger, où "il s'est enquis de la disponibilité et de l'opérationnalité des éléments et de l'ensemble des responsables locaux pour l'accomplissement de leurs nobles missions durant cette conjoncture exceptionnelle marquée par la lutte contre le Covid-19, outre leur préparation à la saison estivale 2020", note le communiqué.

Le ministre de l'Intérieur a prononcé une allocution à l'adresse des agents de la Protection civile, dans laquelle il a salué et exprimé son estime et sa considération à tous les éléments de ce corps pour «les efforts considérables déployés par les agents au service de la Nation et du citoyen».

Dans ce cadre, M. Beldjoud a insisté sur «le professionnalisme et l'engagement des agents de la Protection civile dans l'accomplissement de leurs nobles missions, qui ne peuvent être réalisées que par une prédisposition innée et instinctive et après une formation technique au niveau des écoles de la Protection civile», soulignant que ces agents ont prouvé leur opérationnalité, professionnalisme et leur sens de sacrifice et d'abnégation, notamment lors des grandes crises. Tout en réaffirmant son soutien continu à l'institution de la protection civile, le ministre a réitéré ses remerciements et son estime à tous les agents et responsables de la Protection civile pour «l'engagement professionnel permanent et renouvelé afin de préserver les vies et contribuer à la stabilisation et à l'amélioration de la situation sanitaire et à la prévention», appelant tout un chacun à «fournir davantage d'efforts en matière de lutte contre les risques multiformes et à continuer à soutenir et à accompagner tous les services de l'Etat dans l'accomplissement de leurs missions». Au terme de sa visite, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, a partagé un repas d'iftar avec les agents de la protection civile.

SÉCURITÉ SOCIALE-SANTÉ

Signature d'une convention pour l'amélioration des conditions d'accouchement

La Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) et la Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (CASNOS) ont signé, jeudi à Alger, une convention avec nombre d'établissements hospitaliers privés, pour l'amélioration des conditions d'accouchement dans le cadre de la contractualisation (paiement par tiers).

Les ministres du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Acheuk Youcef Chawki et de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, ont supervisé la cérémonie de signature de cette convention qui concernera, dans un premier temps, nombre de cliniques privées disposant d'un service Maternité dans certaines wilayas, en tant qu'"opération pilote". Ladite Convention a été signée par le Directeur général de la CNAS, Abderrahmane Lahfaya, le Directeur général de la CASNOS, Toufik Hanoune et les gestionnaires de cliniques privées disposant d'un service Maternité dans les wilayas de Souk Ahrak, Tissemsilt, Alger, Bejaïa, Ouargla, Khenchela, Tlemcen et Aïn Defla, en attendant d'étendre l'opération à d'autres wilayas. Intervenant à l'occasion, le ministre du Travail a indiqué que cette convention s'inscrivait dans le cadre de la démarche du secteur visant à "offrir aux assurés sociaux et à leurs ayants-droit des prestations médicales de qualité", et se veut "le fruit d'une coordination entre les ministères de la Santé et de la Sécurité sociale".

Indiquant que cette convention s'inscrivait dans le cadre de l'application du décret exécutif n° 60-20 du 14 mars 2020, le ministre a affirmé qu'elle avait, pour objectif,

de « renforcer la série de conventions conclues par le secteur du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale avec les professionnels de la Santé relevant du secteur privé, à l'instar des centres d'hémodialyse, de la cardiologie et du dispositif de conventionnement du médecin traitant, au profit des assurés sociaux et de leurs ayants-droit ». M. Acheuk Youcef a souligné que ce dispositif permettrait à l'assuré social d'accéder à des prestations en matière de soins, sans payer d'honoraires, grâce au système du tiers payant. Pour le ministre, cette convention « contribuera à alléger la charge sur les établissements hospitaliers publics, au vu du grand nombre de naissances enregistrées annuellement » et « s'avérera d'autant plus importante en cette conjoncture sanitaire exceptionnelle que vit le pays, du fait de la propagation du nouveau Coronavirus ». A cette occasion, M. Acheuk Youcef a appelé les directeurs des caisses de Sécurité sociale à « engager la mise en place de programmes et de larges campagnes d'information au niveau de l'ensemble de leurs agences, y compris les guichets itinérants de la Sécurité sociale, en vue d'expliquer et de préciser les modalités et les conditions d'accès aux prestations au titre de cette convention ». Pour sa part, le ministre de la Santé a souligné que



« cet accord se voulait "un saut qualitatif pour améliorer la prise en charge de la maternité au niveau national" et visait à "fixer les conditions et modalités de prise en charge des naissances en faveur des bénéficiaires de la sécurité sociale dans les établissements hospitaliers privés, à savoir les mères assurées sociales et les épouses des assurés sociaux".

"L'Algérie a connu ces 20 dernières années une augmentation significative en matière de naissances", a rappelé le ministre qui précise que ce nombre "a doublé pour passer de 589.000 naissances en 2000 à plus d'un million en 2019". Il a en outre ajouté que "les services spécialisés en gynécologie-obstétrique au niveau des établissements de santé relevant du secteur public ne sont plus en mesure de prendre en charge la femme enceinte dans des conditions humaines, à même de préserver sa dignité et garantir son traitement", impu-

tant cette situation à "l'insuffisance des ressources humaines spécialisées dans le secteur public et l'incapacité de ces services à absorber le nombre sans cesse croissant de femmes enceintes". Dans le cadre des efforts du Président de la République visant à garantir l'accès de tous les citoyens à des soins de qualité, et compte tenu de l'ampleur des insuffisances que connaît le système de santé national qui ont négativement impacté la qualité des prestations produites aux citoyens, le secteur de la santé a présenté, lors de la réunion du gouvernement du 15 janvier 2020, un plan d'urgence à l'effet d'opérer un changement qualitatif que ressentiront les citoyens à court terme", a-t-il poursuivi.

Et d'ajouter que "parmi les priorités de ce plan d'urgence figure l'amélioration de la prise en charge des femmes enceintes, et ce à travers la conclusion de ces accords".

AGRICULTURE

"L'Etat œuvre pour l'amélioration du réseau de distribution du lait et de la lutte contre la spéculation"

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Cherif Omari, a affirmé, jeudi à partir de Tipasa, que l'Etat œuvre en vue de "l'amélioration régulière" du réseau de distribution du lait et de "la lutte contre la spéculation".

"Nos services œuvrent, dans le cadre de la coordination gouvernementale, à l'amélioration du réseau de distribution du lait (dont le prix est soutenu) et la garantie de son acheminement au consommateur, notamment les personnes au faible revenu", a indiqué le ministre, durant une visite de travail et d'inspection dans la wilaya.

Soulignant, en outre, une "disponibilité" dans le stock stratégique en poudre de lait d'importation. "Il n'y a aucun problème en la matière, mais nous avons décidé l'adoption de la méthode de distribution directe, producteur-consommateur", en tant que "moyen le plus efficace" dans la lutte contre la spéculation, a-t-il expliqué.

Il a fait part, à ce propos, de la mise en échec d'une opération de détournement de plus de 6000 litres de lait, par un distributeur à Alger, où ce volume de lait a été saisi, avec l'engagement de poursuites judiciaires contre la personne impliquée dans cette affaire.

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural a affirmé, en outre, la coordination entre ses "services et ceux d'un nombre de secteurs concernés, dont le Commerce, de concert avec les walis de la République et les corps sécuritaires" en vue, a-t-il dit, de "mettre un terme à la spéculation", considérant que lait est "une denrée alimentaire de base soutenue par l'Etat, au profit des catégories fragiles de la population". La distribution directe, producteur-consommateur, vise le soutien du réseau de vente du produit", a-t-il ajouté, citant en exemple "la ferme intégrée d'élevage de vaches laitières et de production de fromage de Sidi Rached", en la qualifiant d'"expérience pionnière et exemplaire".

Le ministre, qui était en visite à ce complexe intégré, a soutenu qu'il s'agit là d'un "modèle en matière d'investissement dans la filière d'élevage de vaches et de production laitière", et que l'Etat œuvre à encourager et à soutenir ce type de projets. L'objectif étant la consécration de la sécurité alimentaire, après la réduction de la facture

d'importation, et partant s'orienter vers l'exportation", a expliqué M.Omari.

"L'Algérie dispose de capacités à même de lui permettre de consacrer une autosuffisance alimentaire conforme", a-t-il, par ailleurs, estimé, citant à titre d'exemple, "les nombreuses expériences réussies", a-t-il dit, "en matière d'élevage de vaches, et de culture de maïs, au Sahara, dont les résultats ont été forts positifs", s'est-il félicité.

Outre d'autres expériences dans la production de la farine et des cultures maraichères et d'agrumes dans la Mitidja, le ministre a exprimé l'engagement de l'Etat à "soutenir et encourager ce type de projets intégrés, aux plans technique et financier, à travers des programmes de soutien, qui profiteront à différentes régions du pays", a-t-il assuré.

Ajoutant que ces programmes de soutien visent particulièrement la "maîtrise de la production de fourrages et de tous les processus de production d'aliments de bétail, grâce au lancement de complexes intégrés sur le modèle de celui de Sidi Rached, pour arriver, à terme, à la constitution d'un réseau national d'élevage de vaches, qui permettra", selon le ministre d'"arrêter l'importation de vaches et de consacrer une autosuffisance en la matière". Néanmoins, la consécration de cet objectif est tributaire "de la mise à profit de l'intelligence collective, des dossiers des jeunes, des compétences nationales et du soutien des investissements dans les matières premières", a-t-il estimé.

Concernant la disponibilité des fruits et légumes en ce mois sacré du Ramadhan, Cherif Omari a affirmé l'"efficacité du mécanisme de vente directe", grâce auquel "nous enregistrons une grande disponibilité des fruits et légumes, en quantité et en qualité, et à des prix abordables", a-t-il soutenu, citant en cause les "différentes mesures entreprises par l'Etat en direction des agriculteurs, suite à la pandémie du nouveau coronavirus". Il a souligné, entre autres, la facilitation des déplacements des agriculteurs et des vendeurs de légumes et fruits, de façon à "permettre de préserver la dynamique de production, et partant assurer la disponibilité sur les marchés, tout en garantissant une bonne gestion de cette conjoncture sanitaire sensible", a-t-il observé.

RECHERCHE SCIENTIFIQUE

«Le Covid-19 a démontré le "génie" de l'Université algérienne»

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Chems Eddine Chitour, s'est félicité jeudi à Alger de l'utilité prouvée de l'Université algérienne dans la lutte contre le nouveau coronavirus (Covid-19). "Le Covid-19 a démontré que l'Université algérienne est utile et qu'il y a un génie qui sommeille en elle", a indiqué M. Chitour lors d'une rencontre-débat au Centre de recherche sur l'information scientifique et technique (Cerist), modéré par le directeur général de la recherche scientifique et du développement technologique, Hafid Aourag. Il a, également, félicité la communauté universitaire algérienne, chercheurs et étudiants notamment, pour "les efforts fournis et le patriotisme effréné" pour faire face à la pandémie, soulignant qu'ils ont "prouvé qu'ils ont de réelles possibilités et capacités, malgré des conditions pénibles". Le ministre a ajouté

que son département "ne ménagera aucun effort pour pouvoir faire émerger ces compétences, leur permettre de finir leur enseignement dans de bonnes conditions et les amener à arriver à un diplôme". Concernant les étudiants en dernière année, M. Chitour a indiqué : "nous allons faire le maximum pour les aider à trouver un emploi dans le cadre des micros entreprises et les start-up". A propos de la transition de l'enseignement vers l'anglais, le ministre a indiqué que "tous les pays du monde vont vers l'anglais. Nous devons y aller aussi", soulignant que cette transition était "un chemin définitif". "Nous allons vers l'anglais tout doucement. La transition vers l'anglais est sûre mais ne doit pas se faire dans la précipitation", a ajouté M. Chitour, précisant que "la priorité est donnée au contenu et non au contenant". Pour ceux qui soutiennent leurs thèses cette année, le mi-

nistre les a appelés à fournir des efforts personnels en résumant la thèse en anglais "au moins en dix pages", ce qui représente, a-t-il expliqué "la taille d'une publication scientifique" dans une revue. Par ailleurs, le ministre a évoqué les défis de l'Université du futur qui exigent d'elle "d'être à l'écoute de la demande industrielle, d'être flexible et non statique, ainsi que la création des pôles d'excellence et des campus de l'intelligence", soulignant que "la nouvelle vision de l'Université doit être collée à la réalité du monde". Dans une déclaration à la presse en marge de la rencontre-débat, M. Chitour a fait savoir que l'année universitaire 2019/2020 "redémarrera vers la fin août, si tout va bien", ajoutant que le retard accusé suite au confinement imposé par le Covid-19, "sera rattrapé pendant près de deux mois, ensuite il y aura les examens".

ORAN

Reprise progressive des projets d'habitat à Misserghine et Oued Tlélat

Les différents projets d'habitat dans les deux nouveaux pôles urbains "Ahmed Zabana" de Misserghine et de Oued Tlélat (Oran) enregistrent une reprise progressive des travaux, surtout concernant l'aménagement externe, après un arrêt dans le cadre des mesures de prévention contre la propagation de l'épidémie du coronavirus, a-t-on appris jeudi auprès des services de la wilaya.

Les travaux d'aménagement externe ont repris pour certains projets d'habitat de l'Agence nationale d'amélioration et de développement du logement (AADL) et de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) programmés pour être livrés cette année. Parmi ces opérations figurent celles des 4.000 logements sous forme de location-vente sur les sites 3 et 4 au niveau du nouveau pôle urbain "Ahmed Zabana" de Misserghine. A noter que les travaux sont achevés au niveau du site 3 et sont en cours dans le site 4, notamment pour le raccordement au réseau du gaz de ville pris en charge par Sonelgaz à 100 pour cent et le revêtement



des chaussées. Pour rappel, le site 3 qui comprend 2.000 logements, était programmé pour être livré fin mars dernier, mais

l'opération d'attribution des logements à leurs bénéficiaires a été reportée en raison de l'épidémie du coronavirus. Les tra-

vaux d'aménagement externes ont repris, notamment pour le raccordement aux différents réseaux d'AEP, d'assainissement, de gaz et d'électricité, pour 8.000 logements locatifs publics au nouveau pôle urbain de Oued Tlélat concernés par la distribution au courant de cette année. L'opération d'attribution de ce quota d'habitat a été scindée en quatre phases. La première comprend 3.000 logements, les deuxième et troisième phases comptent unités chacune, sachant que ces parts de logement ont été programmées pour être attribuées par étapes jusqu'au mois de juillet prochain, avant que l'opération de distribution ne soit reportée.

ILLIZI

Plaidoyer pour des mécanismes visant le développement de l'agriculture saharienne

Les participants à une rencontre par visioconférence sur "le développement agricole au Sud et les voies d'impulsion de mécanismes de son investissement", tenue jeudi au centre universitaire d'Illizi, ont plaidé pour la mise en place de mécanismes efficaces à même de développer l'agriculture en régions sahariennes. Les intervenants, des académiciens, agronomes et chercheurs de différentes institutions universitaires du pays, ont mis en avant le nécessaire élargissement des perspectives d'investissement agricole dans le Sud du pays, à travers l'attrait de l'investissement étranger et la création de mécanismes efficaces pour le financement des activités et investissements agricoles, comme secteur locomotive du développement socioéconomique. Le directeur du centre universitaire d'Illizi, Moussa Boubekeur, a indiqué que cette rencontre vise à apporter des conceptions et solutions au problème de financement des investissements agricoles, la vulgarisation de la mission des institutions bancaires,

en sus de la suggestion de formules d'octroi d'avantages fiscaux aux promoteurs agricoles et agriculteurs en régions sahariennes. Il est, ainsi, suggéré la structuration d'un système lié à l'encadrement du commerce agricole, la protection du produit agricole des différentes pratiques illicites entravant son écoulement efficace et l'élaboration d'une stratégie "intelligente" pour la création et l'organisation d'un stock annuel de produits agricoles exportables.

La situation du foncier agricole dans les wilayas du Sud du pays ainsi que la suggestion d'une réorganisation globale du foncier agricole en vue de son exploitation optimale pour la promotion de la production agricole, font partie des thèmes passés en revue par les participants à cette conférence virtuelle. Les intervenants ont mis l'accent, en outre, sur la nécessité d'adopter un système numérisé de gestion et de suivi du foncier agricole.

EL TARF

Subvention de 7 millions de DA au parc animalier de Brabtia

Sérieusement impacté par la pandémie du coronavirus (Covid-19), l'obligant à fermer ses portes aux visiteurs, le parc animalier de Brabtia, se trouvant en plein cœur du parc national d'El Kala, dans la wilaya d'El Tarf a bénéficié récemment, d'une aide financière de la wilaya de l'ordre de sept (7) millions de dinars, a-t-on appris, jeudi, auprès du directeur local de ce parc.

Cette subvention permettra principalement à couvrir les salaires des employés jusqu'au mois de juillet ainsi qu'à l'achat des aliments du cheptel et à s'acquitter de diverses créances selon M. Nehdi Benhamza.

Une partie de cette enveloppe servira à la construction de l'enclos abritant les baudets issus des saisiés et destinés à l'alimentation des charcutiers en sus d'un abri et un magasin pour le stockage des aliments des animaux, a-t-on encore souligné.

Le directeur dudit parc a également dévoilé qu'un plan de redressement se déclinant à court, moyen et long termes, a été soumis au chef de l'exécutif local dans l'objectif de procéder à des réaménagements et des travaux de rénovation nécessaires à la réhabilitation de ce lieu de distraction et de curiosité par excellence, où les visiteurs y affluaient de différentes wilayas de l'Est du pays principalement. Parmi les opérations urgentes proposées, dans le cadre de ce plan, M. Nehdi a cité la réfection de la clôture périmétrique sur un itinéraire de 80 mètres linéaires, la dotation de moyens de transport, principalement un tracteur pneumatique avec remorque ainsi que quelques outils nécessaires pour les travaux manuels et la réfection d'un chalus en bois exploité par les vétérinaires et pour le stockage des médicaments.

L'installation d'autres enclos pour enrichir le cheptel ainsi que la création d'une pépinière florale, d'un verger arboricole, un jardin potager en sus d'autres espaces appelés à susciter davantage l'intérêt et la curiosité des visiteurs, sont également proposés au titre de cet ambitieux programme.

L'intervenant a également évoqué la nécessité d'engager des réflexions pour une meilleure exploitation de cet impressionnant lieu de végétation, citant à titre d'exemple la création d'autres espaces de location dédiés à l'hébergement des visiteurs.

M. Nehdi a relevé que ce parc animalier, qui compte une vingtaine d'espèces animales totalisant 74 bêtes, a enregistré, ces derniers mois, plusieurs nouvelles naissances, des singes magots, des lamas, des l'ouvetaux, des chevreaux-nains, des hyènes rayées ainsi que des lionceaux notamment. Ces naissances ont de tout temps constitué

une autre source d'attraction des nombreux visiteurs, qui avaient l'habitude de s'y rendre particulièrement en été période durant laquelle les estivants de tous bords venaient en force pour la détente et la découverte. Le parc animalier de Brabtia qui s'étale sur une superficie de 109 hectares dont seulement 20 ha sont actuellement occupés par des infrastructures se déploie "du mieux qu'il peut pour répondre aux besoins en aliments et entretien de ses habitants", a assuré M. Nezhi. Trente et un (31) travailleurs dont 03 vétérinaires, un biologiste et 10 agents animaliers qualifiés veillent à assurer le bon fonctionnement de ce parc animalier, a-t-on noté.

Depuis sa fermeture par arrêté de wilaya suite à la pandémie du coronavirus, l'effort du staff est uniquement axé sur la préservation de cette richesse animalière et l'hygiène du parc en attendant sa prochaine réouverture", a-t-on soutenu.

MÉDÉA

Distribution de cinq mille bavettes aux citoyens et commerçants

Cinq mille bavettes confectionnées dans des ateliers du secteur de la formation professionnelle ont été distribuées jeudi aux citoyens et commerçants dans des quartiers du chef-lieu de la wilaya de Médéa, dans le cadre de la prévention contre la propagation du covid-19. L'opération a été menée par des agents bénévoles des secteurs de la formation professionnelle, du tourisme et les Scouts musulmans algériens (SMA) au niveau du centre-ville et du quartier "Ain-Dhebb". Un précédent lot de deux mille bavettes a été distribué au début du mois courant, aux citoyens dans différents quartiers de la commune de Médéa, principalement dans les zones à fortes

concentration d'habitants. Le secteur de la formation professionnelle assure depuis le début de la pandémie une partie de l'approvisionnement des personnels médicaux, de la protection civile et des collectivités en bavettes, avec la distribution, à ce jour, de plus de quarante mille unités, a-t-on appris auprès du directeur du secteur, en marge de l'opération de distribution. Une moyenne de trois mille bavettes est confectionnée quotidiennement dans des ateliers de fabrication situés dans les Centres de formation professionnelle de Takbou (Médéa), Sidi-Naamane, Ksar-el-Boukhari, Tablat et Beni-Slimane, a indiqué M. Allel Tayeb.

EL TARF

Saisie de 12 tonnes de produits alimentaires depuis le début de l'apparition du coronavirus (DCP)

Douze (12) tonnes de produits alimentaires divers non conformes et sans autorisation ont été saisis à El Tarf par les services du commerce et des prix (DCP) depuis l'apparition de la pandémie du coronavirus, a-t-on appris jeudi du directeur de la DCP, Omar Chaabna.

Les services de lutte contre la spéculation et la répression des pratiques frauduleuses ont saisi pas moins de 12 tonnes de produits alimentaires de large consommation, dont deux (02) tonnes de gel hydro-alcoolique non conforme et sans autorisation, a précisé à l'APS le DCP, ajoutant que l'opération entre dans le cadre du dispositif de lutte contre la fraude sous toutes ses formes. La marchandise saisie, à l'issue des nombreuses opérations de contrôle, effectuées en étroite collaboration avec les services de sécurité et de la direction locale de la santé et la population (DSP), est estimée à environ deux millions de dinars. Selon M. Chaabna, plus de 1.200 interventions ont été effectuées durant cette même période par les brigades de contrôle qui se sont soldées par l'établissement d'une centaine de procès-verbaux (PV), a-t-on ajouté. Un peu plus de 20 autres tonnes de produits alimentaires variés ont été, par ailleurs, saisis et mises à la disposition des autorités locales, dans le cadre de la solidarité nationale avec les familles démunies résidant dans les zones d'ombre à travers la wilaya, a-t-on rappelé, signalant la multiplication des actions de sensibilisation en direction des consommateurs et des commerçants, en cette période de propagation de la pandémie du Covid-19.

ADRAR

Lancement d'une opération de nettoyage du marché à bestiaux

Une large opération de nettoyage a été lancée au niveau du marché à bestiaux par les services de la commune de Timi (wilaya d'Adrar), a-t-on appris jeudi de responsables de cette collectivité. L'opération entre dans le cadre des mesures de prévention contre la propagation du nouveau coronavirus, ainsi que de lutte contre les aspects menaçant dangereusement l'environnement, notamment les rejets de cadavres de bétail, a indiqué un membre de l'Assemblée populaire communale de Timi, Abdelaziz Chikhaoui. Profitant de la fermeture du marché à bestiaux dans le cadre des mesures de prévention sanitaire contre la propagation de Covid-19, les services communaux ont intensifié, en coordination avec ceux des secteurs de l'Environnement et de l'Agriculture et l'Inspection vétérinaire, leurs efforts pour éliminer les "points noirs" au niveau de ce marché et améliorer sa situation, a-t-il expliqué. Dans le même contexte, la commune frontalière de Timiaouine (extrême sud de la wilaya) a enregistré la mort de 51 têtes de bétail, dont quatre bovines, après s'être abreuvés d'un puits situé dans la région, a-t-on appris jeudi auprès de la délégation des services agricoles de la wilaya déléguée de Bordj Badji-Mokhtar. Les services agricoles en question ont pris certaines dispositions, notamment l'envoi d'un vétérinaire sur les lieux, accompagné d'éléments de la gendarmerie nationale, pour faire des prélèvements sur les cadavres de bétail et les envoyer au laboratoire.

AGRICULTURE

Omari : "Approvisionnement des marchés nationaux par 18 millions de quintaux de produits agricoles durant le ramadhan"

Le ministre de l'agriculture et du Développement rural, Cherif Omari, a fait état, jeudi à Blida, de l'approvisionnement des marchés nationaux par 18 millions de quintaux de produits agricoles durant le mois de ramadhan afin de les mettre au profit des citoyens avec des prix raisonnables et de mettre fin aux pratiques spéculatives.

Dans une déclaration à la presse en marge du lancement d'une caravane de solidarité au profit des habitants de la wilaya de Blida, notamment les familles démunies et touchées par le confinement en raison de la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19), M.

Omari a fait savoir que "toutes les mesures avaient été prises par le Gouvernement en vue de l'approvisionnement des marchés en différents produits agricoles, à savoir les fruits et légumes, tout au long du mois de ramadhan connaissant une forte demande en ces produits". Il a souligné, en outre, que son département ministériel a enregistré, depuis le début du mois de ramadhan coïncidant cette année avec la crise sanitaire que traverse le pays, "une situation confortable quant à la fourniture de différents produits agricoles de qualité avec des prix raisonnables".

Affirmant, par ailleurs, que "l'Etat a pris toutes les mesures devant renforcer la sécurité alimentaire à travers le renforcement de ses capacités productives et naturelles et l'accompagnement des agriculteurs et des investisseurs", le ministre a assuré que "l'Algérie dispose d'un stock stratégique de céréales grâce à ses importantes capacités de stockage permettant l'approvisionnement de toutes les minoteries par des quantités suffisantes".

Pour rappel, le ministre a présidé le lancement d'une caravane de solidarité contenant des différents produits agricoles, dont des viandes blanches et rouges des pommes de terre et des dattes, outre d'autres produits alimentaires donnés par des bienfaiteurs et des agriculteurs des différentes wilayas des pays au profit de 6.000 familles à Blida.

FINANCE

"L'Algérie devient l'un des premiers pays africains à adopter le financement participatif"

L'Algérie est devenue l'un des premiers pays africains à adopter le financement participatif (Crowdfunding), a indiqué jeudi un communiqué du ministère délégué chargé des startups. Le statut de conseiller en financement participatif est institué dans le projet de loi de finance complémentaire 2020, a souligné la même source. A cet occasion, le ministre délégué chargé des startups, Yacine Oualid, a organisé jeudi une visio-conférence, en présence du président de la Commission d'organisation et de la surveillance des opérateurs de Bourse, Abdelhakim Berrah, le Directeur général de la Bourse d'Alger, Yazid Benmouhoub, ainsi que des professeurs universitaires de la diaspora algérienne établie à l'étranger, dont le professeur Meziane Lasfer.

Une cinquantaine de startups ont participé à cette visio-conférence qui s'inscrit dans le programme des rencontres hebdomadaires startups/meetup, a précisé la même source.

Par ailleurs, une feuille de route a été mise en place avec le Président de la COSOB, afin de collaborer et mettre en place un cadre réglementaire, régissant l'activité, ainsi que les conditions d'accès au statut d'intermédiaire au financement participatif, et de ses mécanismes de fonctionnement, a noté le communiqué.

FINANCES

Raouya: "la numérisation de l'administration du Domaine de l'Etat lancée"

Le ministre des Finances, Abderahmane Raouya, a annoncé jeudi à Alger le lancement de la modernisation et de la numérisation de l'administration du Domaine de l'Etat en vue d'en accroître l'efficacité dans le traitement des dossiers.

"Tous les travaux liés à la numérisation de l'administration du Domaine de l'Etat ont été lancés", a précisé M.

Raouya lors d'une séance à l'Assemblée populaire nationale (APN) consacrée aux réponses aux questions orales, ajoutant que tout l'équipement nécessaire avait été acquis pour mener à bien cette opération à laquelle le programme du président de la République accorde un intérêt particulier.

Concernant le cadastre général sur l'ensemble du territoire national, le ministre a fait état d'un taux d'avancement de l'opération avoisinant les 98%.

A part un souci lié aux villes, le projet se déroule "très bien" à travers tout le territoire, a-t-il dit.

Au sujet du retard accusé



dans la mise en conformité des biens relevant du Domaine de l'Etat et la régularisation des dossiers des citoyens au titre de la loi 08-15 fixant les règles de mise en conformité des constructions et leur achèvement, M. Raouya a assuré que "l'admini-

nistration ne ménage aucun effort pour régulariser les dossiers approuvés par les commissions (en charge de leur examen)".

A la question de la députée Nadjet Amamra du Rassemblement national démocratique (RND) sur le

recouvrement fiscal et le rapprochement de l'administration fiscale des citoyens, le ministre a précisé que la Direction générale des impôts (DGI) s'attellait à la mise en œuvre d'un programme de réalisation de centres des impôts de proximité au niveau local et d'au moins un centre des impôts par wilaya.

Des centres dotés d'un système informatique permettent aux contribuables de s'acquitter de leurs obligations fiscales à distance, a-t-il poursuivi.

Il a, à ce propos, indiqué que toutes les entreprises relevant de la Direction des grandes entreprises (DGE) s'acquittaient d'ores et déjà de leurs obligations fiscales (déclaration et paiement en ligne) via ce nouveau système informatique.

COMMERCE - VIANDES BLANCHES

Des mesures d'urgence pour casser la spéculation dans les prix, selon le ministre

Le ministre du Commerce, Kamel Rezig, a annoncé jeudi à Mostaganem, des mesures urgentes pour casser la spéculation sur les prix des viandes blanches.

Lors d'un point de presse en marge de sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya, le ministre a souligné qu'en plus de la commercialisation par l'Office national d'aliment du bétail (ONAB) de son stock de viande blanche, le ministère de tutelle accordera aux propriétaires d'abattoirs avicoles et aviculteurs des autorisations exceptionnelles pour vendre directement au client tout en veillant au respect du certificat vétérinaire et de la sécurité sanitaire du produit.

En inspectant le marché couvert de fruits et légumes au centre-ville de Mostaganem, Kamel Rezig a appelé les

agents du commerce à prendre les mesures nécessaires vis-à-vis des hausses "injustifiées" des prix dans cette structure commerciale.

D'autre part, le ministre a affirmé que la situation du marché du lait en sachet qui est due à "la spéculation et au comportement irrationnel de certains consommateurs", notant que 18 wilayas et 394 communes souffrent de problèmes de distribution malgré l'augmentation de la production quotidienne à environ 7 millions de sachets.

M. Rezig a fait savoir que son département ministériel œuvre actuellement à la recherche de mécanismes garantissant l'autonomie de chaque wilaya en matière d'abondance des produits de première nécessité, notamment le lait subventionné, soulignant que 70% des besoins nationaux sont actuellement

couverts par le secteur public et que 92 laiteries attendent l'autorisation pour démarrer leur activité.

Le ministre a déclaré, lors d'inspection d'une grande surface commerciale privée dans la commune de Hassi Mameche, que l'instruction nationale concernant le port obligatoire du masque de protection sera en vigueur à partir de dimanche prochain, soulignant qu'elle est nationale et concerne pour les locaux commerciaux les propriétaires et les travailleurs et pour les grandes surfaces les gérants, les travailleurs et les citoyens.

Il a indiqué que la fourniture de masques de protection est du ressort du propriétaire du magasin, de même que pour les bavettes et le couloir de stérilisation pour la grande surface commerciale.

AGRICULTURE

"Près de 60.000 qx de viandes blanches seront progressivement injectés sur les marchés pour casser les prix"

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Cherif Omari, a affirmé, jeudi à partir de Blida, que l'Office national des aliments du bétail (ONAB) a entamé l'injection progressive d'un important volume de viandes blanches, estimé à 60.000 qx, sur les marchés pour baisser les prix qui ont enregistré une hausse ces derniers temps.

"L'ONAB a entamé le déstockage de 60.000 qx de viandes blanches, au titre des mesures entreprises, par l'Etat, pour réguler cette filière agricole et mettre un terme à la spéculation", a indiqué le ministre dans une déclaration à la presse, en marge du coup d'envoi d'une caravane de solidarité au profit de familles nécessiteuses impactées par le confinement sanitaire dans la wilaya.

Assurant, en outre, la "disponibilité permanente de l'Etat, grâce à son stock et ses interventions, pour mettre en échec", a-t-il dit, "toute tentative de spéculation, et baisser les prix de façon à les mettre à la portée des citoyens", tout en soulignant la "disponibilité de viandes blanches en quantités suffisantes".

"Outre la garantie des produits alimentaires et agricoles dont le citoyen a besoin, à des prix abordables, l'Etat algérien a, également, œuvré, précédemment durant la période marquée par une baisse des prix des viandes blanches, en vue de la préservation des revenus des agriculteurs, qui bénéficieront d'un accompagnement, concernant notamment les aliments et la protection vétérinaire", a, encore, fait savoir Cherif Omari.

En procédant au coup

d'envoi de cette caravane de solidarité, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural a affirmé son inscription au titre des "efforts de solidarité avec la population de Blida, mais, également, de soutien et d'encouragement aux autorités de la wilaya, qui ont consentis et consentent toujours des efforts colossaux pour sortir de cette crise, en compagnie des acteurs de la société civile", qu'il a salué pour "leur rôle actif dans l'encadrement de différentes opérations de solidarité", a-t-il indiqué.

Selon le ministre, cette caravane de solidarité ciblant 6000 familles, "sera suivie, à l'avenir, par d'autres opérations similaires, qui s'ajoutent à la série d'initiatives de solidarité, dont a bénéficié la wilaya, depuis la déclaration de cette crise sanitaire", assu-



rant, en outre, que l'Etat a "mobilisé tout ses dépôts de céréales, de poudre de lait et de produits agricoles, pour l'approvisionnement des citoyens de Blida, depuis le début de propagation de la pandémie du Covid-19", a-t-il affirmé.

PRIX DU PÉTROLE

Le pétrole en hausse pour la troisième semaine de suite

Les prix du pétrole ont grimpé vendredi, achevant une troisième hausse hebdomadaire consécutive, après la publication d'un chiffre de la production industrielle en Chine meilleur qu'attendu, signe encourageant pour la demande d'or noir.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet a terminé à 32,50 dollars à Londres, en hausse de 4,4% par rapport à la clôture de jeudi. A New York, le baril américain de WTI pour juin a de son côté grimpé de 5,9%, à 29,43 dollars.

Sur l'ensemble de la semaine, le Brent est monté de 5% et le WTI a décollé de 19%.

Les prix du pétrole "continuent de grimper après l'annonce d'une hausse de la production industrielle chinoise plus forte que prévu", a expliqué Michael Hewson, de CMC Markets. Selon des statistiques officielles publiées vendredi, la production industrielle en Chine a connu un rebond en avril à +3,9%, une première depuis le début de l'année



et le signe d'un retour progressif à la normale dans le premier pays à avoir été touché par l'épidémie de Covid-19. Les experts interrogés par l'agence de presse Bloomberg tablaient sur

une hausse bien moindre (+1,5%). "Après un +avril noir", théâtre d'une chute sans précédent de la demande de pétrole et d'un cours du WTI passé sous 0 dollar, la situation s'éclaircit pour les marchés du

pétrole", a résumé Stephen Brennock, de PVM. C'est en tout cas le message envoyé par ces données provenant de Chine mais aussi par le dernier rapport mensuel de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) publié jeudi.

L'AIE s'est en effet montrée un peu moins pessimiste dans ses prévisions de baisse de la demande de pétrole pour 2020: celle-ci est désormais estimée à -8,6 millions de barils par jour, selon son rapport mensuel sur le pétrole, et non -9,3 millions comme l'institution le prévoyait en avril. Mercredi, c'est l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) qui estimait que le rééquilibrage du marché pétrolier allait s'accélérer au cours des prochains trimestres.

PÉTROLE

Chute de près de 25% des Bourses arabes au premier trimestre (ONU)

Les Bourses du monde arabe ont encaissé des pertes d'environ 25% au cours du premier trimestre en raison d'une chute vertigineuse des prix du pétrole et de l'épidémie de Covid-19, selon un rapport publié jeudi par une agence de l'ONU.

Pour soutenir la relance, les fonds souverains arabes devront investir dans les économies régionales, est-il préconisé dans cette étude réalisée par la Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie occidentale (CESAO) et l'Union des banques arabes. "La chute des prix du pétrole et la pandémie ont entraîné une perte moyenne de 23% pour les grandes places boursières arabes à la fin du premier trimestre 2020", est-il indiqué dans le rapport.

Ces deux paramètres "ont bouleversé les Bourses arabes, amenant la performance des marchés financiers à un niveau en-deçà de l'effondrement

de (la crise de) 2008-2009", constate l'agence, qui pointe "les économies dépendantes du pétrole". Ces dernières semaines, le nouveau coronavirus et la crise sanitaire qu'il a entraînée ont paralysé l'économie mondiale et fait chuter la demande de pétrole, entraînant un plongeon historique des cours de l'or noir. Déjà en baisse depuis plusieurs mois, les cours du brut ont en plus payé les conséquences d'une guerre des prix entre Ryad et Moscou qui s'est finalement soldée par un accord de réduction de la production entre l'Opep et ses partenaires, Russie en tête. Ces facteurs "ont fait diminuer l'appétence au risque des investisseurs et fait baisser les échanges sur les marchés" mais aussi les revenus du tourisme et les transferts de l'étranger, d'après le rapport.

Dans les pays du Conseil de coopération du golfe (CCG), la crise a fait "baisser de 25% le cours des plus

grandes banques". "Diriger une partie des investissements internationaux des fonds (souverains) vers les économies arabes pourrait alléger les répercussions de la pandémie et réduire un chômage galopant", préconise l'agence.

La CESAO appelle aussi les banques centrales à "fournir à tout prix les liquidités adéquates aux systèmes financiers durant la période de secours et de rétablissement". Enfin elle préconise "une restructuration des prêts pour les entreprises, en particulier petites et moyennes" pour enrayer les "risques de défauts" de paiement. Début avril, la CESAO estimait qu'environ 8,3 millions de personnes risquaient de plonger dans la pauvreté dans le monde arabe en raison des conséquences de la pandémie. En mars, elle avait pronostiqué la suppression de plus de 1,7 million d'emplois dans le monde arabe en 2020 en raison du virus.

MARCHÉS FINANCIERS

Wall Street termine en hausse malgré des indicateurs contrastés

La Bourse de New York a finalement terminé dans le vert vendredi à l'issue d'une séance hésitante marquée par des indicateurs contrastés sur la santé de l'économie américaine et un regain de tensions entre la Chine et les Etats-Unis.

Son indice vedette, le Dow Jones Industrial Average, s'est apprécié de 0,25% à 23.685,42 points et le Nasdaq, à forte coloration technologique, de 0,79% à 9.014,56 points.

encore l'effet dévastateur des mesures de restrictions imposées pour enrayer la propagation de la maladie du Covid-19.

Les ventes au détail aux Etats-Unis se sont notamment effondrées de 16,4% en avril, toutes plombées par les fermetures forcées de magasins non essentiels.

La production industrielle a pour sa part plongé de 11,2% en avril dans l'ensemble du pays. Signe encourageant toutefois, la confiance des consommateurs s'est améliorée début mai aux Etats-Unis, selon une enquête de l'Université du Michigan qui attribue cet optimisme aux aides gouvernementales reçues pour faire face à l'impact économique de la pandémie. Les indices se sont redressés après la diffusion

de cet indicateur en cours de séance. "On dit chaque semaine qu'on va avoir le début d'une baisse marquée, et le marché n'en finit pas de nous étonner", remarque Gregori Volokhine de Meeschaert Financial Services. C'est surtout le soutien apparemment inconditionnel de la Banque centrale américaine (Fed) qui soutient les indices selon lui. D'une part, l'institution n'en finit pas d'injecter des liquidités sur le marché pour s'assurer de leur bon fonctionnement. D'autre part, elle a assuré qu'elle rachèterait les obligations des entreprises s'il y avait un problème. "On ne se fait donc plus de soucis pour toutes les entreprises solvables, et cela fait remonter leurs actions", explique M. Volokhine. Les investis-

seurs ont tout de même été perturbés en début de séance par de nouvelles tensions entre la Chine et les Etats-Unis. L'administration Trump a annoncé une série de mesures pour brider la capacité du groupe chinois Huawei - qu'elle considère comme une menace pour la sécurité nationale -, de développer des semi-conducteurs à l'étranger avec de la technologie américaine. Les actions de multinationales particulièrement exposées si la Chine décidait de mesures de rétorsion, comme Boeing (-2,06%) et Apple (-0,60%), ont reculé.

Sur le marché obligataire, le taux à 10 ans sur la dette américaine montait, évoluait vers 20H15 GMT à 0,6379% contre 0,6218% jeudi soir.

UE/ ÉCONOMIE/BUDGET

Bruxelles présentera son plan de 1.000 milliards d'euros le 27 mai

La Commission européenne va présenter le 27 mai aux Etats membres un instrument de relance économique soutenu par une capacité d'emprunt de 1.000 milliards d'euros pour sortir l'Union de la récession causée par la pandémie de coronavirus.

Le plan est en voie de finalisation et Ursula von der Leyen le présentera le 27 mai, a annoncé vendredi son porte-parole Eric Mamer.

Un sommet européen devra être convoqué pour négocier l'importance de la capacité d'emprunt, l'utilisation des fonds et les modalités des remboursements, a-t-on précisé à la Commission. "Une réunion physique s'impose compte tenu des enjeux", a-t-on précisé. Le Parlement européen devra ensuite l'approuver.

Dans une résolution approuvée vendredi à une très large majorité de 505 voix contre 119, les élus ont exigé d'être "associés à la définition, à l'adoption et à la mise en oeuvre du Fonds de relance".

Le Parlement estime que cet instrument de relance doit avoir un volume de 2.000 milliards d'euros.

Il doit être financé "par l'émission d'obligations de relance à longue échéance" et "prendre la forme de prêts et, en majorité, de subventions, de paiements directs en faveur de l'investissement et de capitaux propres". La commission utilise et renforce un instrument existant dans le budget pluriannuel de l'UE pour financer la force de frappe de ce plan de relance: une garantie des Etats membres, qui permet à la Commission d'emprunter sur les marchés à des taux préférentiels grâce à son triple A.

Le nouveau budget pluriannuel pour la période 2021-2027 ne devrait pas excéder 1% du PNB de l'UE, comme l'exigent les Pays-Bas, l'Allemagne, l'Autriche, la Suède et le Danemark, a-t-on expliqué.

Il leur est en contrepartie demandé d'accepter une augmentation du plafond des ressources propres de 1,2% actuellement à 2% du PNB européen.

Le budget européen est essentiellement abondé par les contributions nationales des Etats.

"Il ne leur est pas demandé de débours plus d'argent", précise-t-on à la Commission.

En portant le plafond des ressources propres à 2%, la Commission doit pouvoir lever entre 150 et 300 milliards d'euros par an sur trois années, durée du plan, soit entre 450 et 900 milliards d'euros, a expliqué à l'AFP une source européenne.

Ces financements viendront s'ajouter aux 240 milliards d'euros de prêts du Mécanisme européen de stabilité (MES), le fonds de secours de la zone euro, aux 200 milliards du fonds de garantie et pour les entreprises et aux 100 milliards de l'instrument SURE créé pour soutenir le chômage partiel. L'instrument de relance est inclus dans le budget pluriannuel et le Parlement aura son mot à dire, précise la Commission. "Il va falloir de la volonté pour parvenir à un accord et tout le monde va devoir quitter ses positions", a soutenu un responsable européen. Les dernières prises de position de la chancelière allemande Angela Merkel "vont aider", a-t-il assuré.

ALLEMAGNE/AUTOMOBILE

Volkswagen contraint d'interrompre à nouveau sa production par manque de demande

Le groupe automobile Volkswagen va interrompre en mai pendant quelques jours certaines lignes de montage, tout juste rouvertes, en raison d'une faible demande automobile, a-t-il annoncé à ses employés.

Dans son usine au siège historique de Wolfsburg, deux chaînes de montage seront intégralement fermées et une verra ses horaires réduits pendant quatre jours, les 15, 20, 25 et 29 mai, explique le groupe dans un message posté mardi soir sur son site intranet. L'interruption concerne notamment les modèles Golf et Tiguan de la marque principale VW. Il s'agit pour le constructeur, qui a relancé sa production fin avril après des semaines de fermeture en raison de la pandémie de nouveau coronavirus, "d'aligner en continu la production sur les fluctuations attendues du marché", explique un responsable du personnel, Arne Meiswinkel, sur l'intranet de l'entreprise.

Les fermetures temporaires illustrent la difficulté du redémarrage en Europe après les restrictions liées à la pandémie, qui ont déjà entraîné des chutes historiques en mars et avril des ventes automobiles européennes.

"Les clients ne s'intéressent pas à l'achat de voitures" et les dépôts où sont stockés les véhicules produits "arrivent déjà à leurs limites", avait déjà mis en garde fin avril le président du puissant comité d'entreprise, Bernd Osterloh, qui siège également au conseil de surveillance du groupe. "L'entrée de commandes est désolante".

NAAMA Lancement d'une caravane de solidarité vers la wilaya de Blida

Une caravane de solidarité a été lancée jeudi de Naama en direction de la wilaya de Blida, à son bord 200 têtes ovines, dans le cadre des initiatives pour la prévention contre la propagation de la pandémie du coronavirus.

Initiée par des éleveurs et maquignons de la wilaya de Naama, cette action exprime la dimension d'entraide et de solidarité entre le peuple algérien pour réduire les effets de la crise sanitaire du coronavirus, a souligné le wali de Naama, Meddebdeb Idir en marge du lancement de cette caravane.

Cette quantité de viandes rouges a été préparée et emballée dans des camions frigorifiques de la société algérienne des viandes rouges qui a contribué à fournir la main d'œuvre pour l'abattage et le transport de ces aides vers la wilaya de Blida, en coordination avec la chambre d'agriculture et la participation de la direction des services agricoles, a-t-on indiqué.

Pour sa part, le directeur de l'action sociale, Chamkha Mohamed a fait savoir, après avoir appelé à une plus large participation des opérateurs économiques pour lancer d'autres caravanes de solidarité pour soutenir les efforts des pouvoirs publics face à la pandémie du Covid-19, que cette caravane de solidarité lancée jeudi comprend également un camion chargé de 16.000 bouteilles d'eau minérale.

Il a ajouté que la contribution effective des éleveurs de bétail de la wilaya se poursuivra par le lancement mercredi prochain d'une caravane vers diverses zones d'ombre dans la wilaya de Naama.

SOLIDARITÉ-AIN TÉMOUCHENT Aides alimentaires pour plus de 4300 familles nécessiteuses

Plus de 4.300 familles de la wilaya d'Ain Témouchent ont bénéficié d'aides alimentaires au titre d'une opération de solidarité lancée depuis le début de Ramadhan, a-t-on appris, jeudi du directeur de wilaya de l'action sociale et de la solidarité (DAS), Mohammed Bouzada.

Les aides comprennent des denrées alimentaires de large consommation telles que l'huile, la farine, le sucre et autres produits représentatifs des dons d'opérateurs économiques, de commerçants et quelques bienfaiteurs.

Pour cette opération, les services de la wilaya ont consacré un centre de ramassage, une structure relevant du secteur de l'action sociale et de la solidarité dans la commune de Ain Tolba.

Des caravanes d'aides sont lancées depuis ce centre pour toucher des familles résidant dans les zones d'ombre de 8 communes de la wilaya de Ain Témouchent ciblant ainsi, des familles nécessiteuses et celles affectées par les mesures du confinement sanitaire en vigueur au titre des dispositions préventives de lutte contre la propagation du Coronavirus.

L'initiative qui se poursuit tout au long du mois sacré, s'ajoute à l'élan de solidarité é, supervisé par la DAS, où une enveloppe financière de 171 millions de DA a été réservée, pour le versement de l'allocation de 10.000 DA, en faveur de 26.503 familles concernées.

L'opération de versement de ces allocations de solidarité a été achevée la première quinzaine du Ramadhan à la faveur de la coordination des efforts avec les secteurs concernés, a ajouté M. Bouzada.

La wilaya d'Ain Témouchent enregistre également une autre action de solidarité encadrée par des associations locales pour la distribution de colis alimentaires aux familles démunies de certaines communes.

OLÉICULTURE - CONCOURS DES HUILES DU MONDE Ouagued Aomar insiste sur l'importance de respecter les normes de production

Médaillé d'or au 18ème concours international des huiles du monde organisé par l'Agence de valorisation des produits agricoles (APVA) à Paris (France), Ouagued Aomar a affirmé, à l'APS, qu'"il n'y a pas de secret pour obtenir une huile de qualité.

Il suffit de respecter les normes de production, pour avoir une bonne huile", a-t-il expliqué. Cet oléiculteur propriétaire de l'huilerie moderne "Azemmour", à Ahnif dans la daïra de M'Cheddallah (Bouira) a ainsi obtenu une médaille d'or dans la catégorie "mûr intense".

Né "sous un olivier" dans une région à vocation oléicole, M. Ouagued a décidé en 2009 de se professionnaliser dans la filière oléicole en rajeunissant l'olivieraie familiale.

Son verger de six hectares compte 1.200 oliviers. Il a également acquis une huilerie dans le cadre des dispositifs d'aide à la création d'emploi et a suivi plusieurs formations en Algérie mais aussi en Tunisie sur les bonnes pratiques oléicoles. L'objectif de cet agriculteur étant de "contribuer à l'amélioration de la filière oléicole et de la qualité de l'huile d'olive algérienne", en essayant d'obtenir un produit aux normes du Conseil Oléicole International (COI), pour pouvoir se placer sur le marché international et donner plus de visibilité à nos produits", a-t-il souligné.

"Une huile d'olive de qualité s'obtient avec des fruits sains et triturés juste après leur récolte, c'est le seul secret pour arriver à ce résultat", a-t-il relevé. Les olives doivent être récoltées à bonne maturité lorsque la couleur du fruit vire vers le violet.

Elles doivent également être triturées idéalement dans les 24h, ou au plus tard dans les 48h suivant leur cueillette, a-t-il ajouté, rappelant que le slogan de son unité est "de



l'arbre à la bouteille". Le mode de trituration joue également un rôle important dans la qualité de l'huile, a relevé M. Ouagued.

"Les huileries traditionnelles ne peuvent pas produire une bonne huile, il faut opter pour des huileries modernes si on veut un produit de qualité avec un faible taux d'acidité (huile vierge et extra vierge) et qui peut être concurrentiel", a observé ce lauréat qui a souligné l'importance de sensibiliser les producteurs sur cet aspect. En 2018, l'huile d'Olive "Azemmour" de M. Ouagued avait décroché le prix Apulée d'or au concours national des huiles vierges extra dans la catégorie "fruité vert intense" et en 2019 le prix Apulée d'ar-

gent au même concours. Et pour sa première participation à l'international, M. Ouagued décroche l'Or au 18ème concours international des huiles du monde. A cette même compétition, l'Algérie a d'écourché trois autres prix.

Il s'agit d'une médaille d'argent obtenue dans la catégorie "mûr léger" par la SARL Arbaolive de la wilaya de Blida pour son huile du même nom et deux prix "Gourmet" obtenus par la SARL Ets Kiared (Boumerdes) pour son Huile "Baghliia" dans la catégorie mûr intense, et l'huilerie Amazit d'Ifigha (Tizi-Ouzou) pour son huile "Achvali Ath Ghovri" dans la catégorie Mûr léger, rappelle-t-on.

ARTISANAT - RÉALISATION DE BAVETTES L'innovation dans l'artisanat de confection, un créneau à prendre en considération

L'innovation que connaît le secteur de l'artisanat de confection durant cette pandémie du nouveau coronavirus et ses perspectives au plan économique est à prendre en considération, pour la développer et l'inscrire dans la durabilité, a indiqué, jeudi à l'APS le docteur en économie, Chenane Arezki.

Ce Maître de Conférences de classe A, à l'université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, a observé que depuis la propagation de la pandémie du covid-19, et devant le manque de moyens de protection contre ce virus, "on assiste au développement d'une dynamique de la confection artisanale pour répondre à la demande croissante en bavettes et masques".

La confection artisanale a toujours constitué un savoir-faire local de "grande importance" à travers le territoire national où chaque localité dispose de certaines spécificités et durant cette crise sanitaire "Nous avons constaté une dynamique enclenchée par la société civile encadrée par les associations via les femmes artisanes dans le domaine de la confection". "Ces artisanes ont pu introduire de l'innovation dans leur métier de confection, en réalisant des moyens de pro-



tection contre la propagation du coronavirus", a-t-il ajouté. Le secteur de l'artisanat dans son ensemble est à la fois pourvoyeur de ressources mais aussi créateur d'emplois et fait vivre des familles via les revenus qu'il génère, a rappelé Dr. Chenane.

"Cependant, pour permettre de développer justement ce secteur, il faudrait à notre sens essayer d'abord d'identifier les domaines d'activité liés à l'artisanat qu'il convient de développer", a-t-il souligné.

Ce docteur en économie a indiqué que la promotion de l'artisanat peut se faire de deux manières.

La première consiste à

identifier les véritables acteurs disposant d'un savoir-faire dans différents domaines (tissage, poterie, vannerie, pêche) à l'effet d'aller vers la structuration des filières artisanales.

La seconde passe par l'identification des ressources, c'est-à-dire les matières premières et du potentiel existant pour le mettre en valeur", a-t-il expliqué.

"C'est là au fait, la démarche qu'il convient de suivre si l'on veut véritablement développer les filières artisanales. De même, il est urgent d'inscrire cette démarche dans le cadre des structures de l'économie

sociale et solidaire et considérer dans un premier temps l'artisanat comme un moyen de subsistance et de création de richesses et de revenus.

C'est ainsi que l'on peut même accompagner la femme rurale dans ses projets innovants qui s'insèrent dans le cadre de l'artisanat".

Ceci passe "inévitablement" par l'assouplissement des contraintes bureaucratiques et l'accompagnement technique et financier dans le cadre de la création d'une banque dédiée à l'artisanat, a-t-il souligné en relevant que "le tissage et la confection industriels peuvent constituer un créneau qu'il faudra développer dans cette perspective". Dr Chenane a préconisé de faire un état des lieux des actions réalisées dans le cadre de cette pandémie en ce qui concerne l'industrie artisanale et sa résurgence pour l'inscrire dans la durabilité. "Les pouvoirs publics doivent mettre en œuvre une politique publique dédiée au secteur de l'artisanat indépendamment des considérations festives et folkloriques, en réexaminant la pratique de l'artisanat dans toutes ses formes à l'effet d'intégrer la vision innovatrice dans la durabilité", a-t-il insisté.

TOURISME

L'Italie va rouvrir ses frontières aux touristes de l'UE à partir du 3 juin

Le gouvernement italien va rouvrir à partir du 3 juin ses frontières aux touristes de l'UE et annuler la quarantaine obligatoire pour les visiteurs étrangers dans la péninsule, a-t-il annoncé samedi un communiqué.

Ces mesures ont été annoncées dans la nuit de vendredi à samedi, à l'issue d'un Conseil des ministres de près d'une dizaine d'heures autour du Premier ministre Giuseppe Conte.

Elles s'appliquent "dans le respect des liens dérivant de l'ordre juridique de l'Union européenne", précise le communiqué, alors que les frontières européennes de l'espace Schengen sont actuellement fermées, précise un communiqué gouvernemental.

Ces mesures pourraient évoluer en fonction d'un éventuel "risque épidémiologique", ajoute le texte.

Le tourisme est l'un des principaux secteurs de l'économie italienne et représente environ 13% du PIB. "L'ouverture des frontières italiennes aux citoyens européens non seulement favorise le tourisme mais sauve également les récoltes avec le retour d'environ 150.000 travailleurs saisonniers de Roumanie, Pologne et Bulgarie", s'est par ailleurs réjoui samedi de la Coldiretti, l'un des principaux syndicats d'agriculteurs.

A partir du 3 juin, il sera également possible pour les Italiens de voyager librement dans tout le pays, sans aucune limitation, sauf en cas de récurrence de l'épidémie de Covid-19 qui a fait près de 32.000 morts dans la péninsule. Confinés



depuis le 10 mars et autorisés à se déplacer uniquement dans leur commune d'appartenance seulement pour des motifs de santé et de travail, les Italiens pourront de nouveau se déplacer librement à partir du 18 mai à l'intérieur de leur région, selon le communiqué du gouvernement.

En ce qui concerne les activités économiques et commerciales, le gouvernement se limite à fixer des principes généraux de sécurité à respecter à partir du 18 mai, sans mentionner de secteur spécifique ou de mesure précise. "Les activités

économiques, productives et sociales doivent se dérouler dans le respect" des principes aptes "à réduire le risque de contamination dans le secteur en question", indique simplement le communiqué.

Selon les médias nationaux, ce lundi 18 mai verra la réouverture de toute une série de petits et grands commerces non alimentaires, de même que des centres de beauté, des coiffeurs ou des bars et restaurants dont la réouverture avait initialement été annoncée pour le 1er juin.

INDE

Au moins 24 morts dans un accident dans le nord du pays

Au moins 24 personnes sont mortes et plus de 35 blessées samedi, dans la collision de deux camions dans le nord de l'Inde, ont rapporté des médias, citant des responsables locaux.

L'accident a eu lieu dans le district d'Auraiya situé dans l'Etat de l'Uttar Pradesh (nord), vers 3h30 heure locale (vendredi 22h30 GMT), a-t-on indiqué de mêmes sources. Selon un haut responsable de l'administration du district sous couvert de l'anonymat a confié que "24 corps ont été récupérés sur place et plus de 35 blessés ont été transportés dans divers hôpitaux".

D'après des médias, toutes les victimes sont des travailleurs migrants circulant à bord d'un même camion qui se rendaient chez eux dans les Etats du Bihar, du Jharkhand et du Bengale occidental (est), sur fond de confinement imposé pour contrôler l'épidémie de nouveau coronavirus.

ESTONIE - ANIMAUX

Des ours en liberté dans la capitale estonienne

Mis à part la pandémie, les habitants d'un quartier de Tallinn ont eu une raison de plus, vendredi, de rester chez eux, après avoir appris que des ours erraient en liberté dans la capitale estonienne.

Les animaux, probablement une mère avec un ou plusieurs oursins, ont été repérés pour la première fois jeudi matin, sur des sentiers forestiers de l'arrondissement de Haabersti, et on les a vus ensuite sur le parking d'une école. "Nous demandons aux habitants de Haabersti de faire attention (...), de garder les chiens en laisse et, s'ils aperçoivent un ours, de composer immédiatement le 112", ont écrit vendredi les services de sauvetage sur leur site Facebook.

"Nous poursuivons les recherches", ont-ils déclaré, en ajoutant que les ours ont probablement quitté le quartier. Jeudi, la municipalité avait réorganisé le trafic routier local en n'autorisant que les transports en commun, alors que les services responsables et les chasseurs équipés de drones tentaient de localiser les animaux. Des chiens renifleurs et un vétérinaire ont été dépêchés sur place dans la soirée, sans plus de succès.

SOMALIE

Les inondations font 24 morts et près de 860 000 sinistrés (OCHA)

Au moins 24 personnes ont été tuées et 858.667 autres touchées par des pluies diluviennes et des inondations fluviales depuis le début de la période de fortes précipitations (avril-juin) en Somalie il y a un mois, a déclaré vendredi une agence onusienne.

Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) de l'ONU a affirmé que 330.905 personnes avaient été obligées de se déplacer dans 24 districts du pays alors que les agences humanitaires intensifient leurs interventions pour porter secours aux personnes touchées par les inondations.

"En date du 14 mai, le nombre de personnes touchées par les inondations en Somalie est passé à plus de 858.667, dont 330.905 ont été déplacées et 24 tuées dans 24 districts", a indiqué l'OCHA dans son dernier rapport sur les inondations en Somalie.

Selon l'agence humanitaire de l'ONU, les personnes touchées par les inondations cette année ont doublé par rapport aux pluies de Deyr (octobre-décembre) en 2019 qui ont touché 400.000 personnes.

L'OCHA a indiqué que le district le plus touché est Beledweyne dans la région de Hiran, où les inondations fluviales causées par une forte hausse du niveau de l'eau du fleuve Shabelle ont forcé environ 180.000 personnes à quitter leur maison.

"Les partenaires humanitaires et les autorités intensifient leurs réponses, pour secourir au moins 182.830 personnes qui ont besoin d'une assistance vitale", a-t-il déclaré. "D'autres pluies sont prévues dans les semaines à venir dans les bassins du fleuve Juba et de la Shabelle, alors qu'il y aura une légère réduction dans les régions du nord", a déclaré l'OCHA.

Ces fortes inondations surviennent alors que la Somalie est confrontée à la pandémie de COVID-19 et à une menace d'infestation de criquets pèlerins.

APS

BRÉSIL

38 peuples indigènes touchés par le Covid-19

L'Association des peuples indigènes du Brésil (APIB) a annoncé vendredi que 38 peuples indigènes avaient déjà été touchés par le nouveau coronavirus.

L'association, qui coordonne la lutte de ces populations pour leurs droits, a répertorié 446 cas de contamination et 92 décès parmi les peuples autochtones touchés.

"La vitesse à laquelle le virus est arrivé sur nos territoires indigènes dans tout le pays est effrayante", a dit l'APIB dans un communiqué. La majorité des

contaminations au nouveau coronavirus a été enregistrée en Amazonie brésilienne, où se trouvent de nombreuses tribus isolées. Jeudi, les indigènes de Parque das Tribos, une communauté vivant près de la grande ville de Manaus, ont célébré les funérailles de leur chef, le cacique Messias Kokama, mort à 53 ans du Covid-19.

La cérémonie a été organisée avec le cercueil fermé et entouré de plastique pour éviter toute contamination, selon des médias. L'association a également indiqué que des

cas de contamination avaient été enregistrés dans des tribus du sud du Brésil, dans les Etats de Santa Catarina et Rio Grande do Sul.

Le Brésil voit sa courbe de contamination progresser de manière exponentielle, avec 200.000 cas confirmés et plus de 14.000 décès.

Des chiffres --officiels-- qui pourraient être 15 fois plus élevés en réalité, selon des chercheurs.

La progression du coronavirus a favorisé les incursions dans les terres indigènes de bûcherons et

extracteurs de minerai illégaux, a par ailleurs indiqué vendredi l'ONG Survival International.

L'ONG a ainsi dénoncé des incursions dans quatre localités de quatre Etats d'Amazonie brésilienne, dont celui d'Amazonas, près de la frontière avec le Pérou, où se trouve une grande concentration de populations indigènes isolées.

"Le président (brésilien Jair) Bolsonaro avec son discours raciste et ses mesures anti-indigènes favorise une vague d'invasions", a ajouté l'ONG.

SÉNÉGAL

Reprise des prières collectives en ordre dispersé

Les musulmans sénégalais ont repris les prières du vendredi, mais plusieurs mosquées sont restées fermées par crainte du coronavirus, malgré l'autorisation officielle de rouvrir, ont rapporté les médias.

"Je suis venu prier pour la fin de l'épidémie", a dit Omar Thiombane, cité par l'agence AFP, masqué sur le visage dans une mosquée à Mbao, près de Dakar, lors de la première grande prière hebdomadaire depuis le début du Ramadan il y a trois semaines.

Le président Macky Sall a annoncé le 11 mai un allègement des restrictions liées au coronavirus, dont la réouverture des mosquées. Les autorités ont cependant exigé le respect des règles d'hygiène et de distanciation. Le Sénégal a déclaré

2.310 cas, dont 25 décès. A Dakar, les fidèles ont afflué par milliers à la grande mosquée des mourides, immense bâtisse située entre les quartiers populaires de Bopp et Colobane et un responsable du lieu de culte.

Serigne Mountakha Mbakké, khalife général de cette confrérie très influente, a appelé ses membres à rouvrir les mosquées en respectant les gestes préventifs.

"On a respecté les mesures barrières comme le lavage des mains, le port du masque et la distanciation d'un mètre.

On a été intransigeant", a déclaré un membre de la cellule de communication, cité par l'agence AFP.

A Mbao, une fontaine d'eau et du savon ont été disposés à l'entrée de

la mosquée. La majorité des fidèles portaient un masque et ont observé une distance entre eux. Les portes ont été refermées quand la capacité maximale a été jugée atteinte.

Grande mosquée et de la Mosquée omarienne, deux importants lieux de culte de Dakar.

Les évêques ont eux aussi décidé de ne pas reprendre les messes jusqu'à nouvel ordre.

Les catholiques représentent environ 5% de la population.

Depuis mars, les autorités ont fermé les frontières, les écoles et les lieux de culte, imposé un couvre-feu nocturne et le port du masque dans les services publics, interdit les rassemblements et les déplacements interurbains, et limité l'ouverture des marchés.

SANTÉ - A L G É R I E

SANTÉ - SCORPION Appel à l'intensification des opérations de collecte de scorpions pour baisser le risque d'envenimation scorpionique



L'expert à la Commission nationale de prévention contre l'envenimation scorpionique, Dr.

Mohamed Lamine Saïdani, a appelé à l'intensification des opérations de collecte des scorpions à même de contribuer à la réduction du risque d'envenimation scorpionique qui cause souvent la mort.

«Une baisse sensible des cas d'envenimation scorpionique, et par conséquent de décès, a été enregistrée au niveau de certaines wilayas qui organisent des opérations de collecte de scorpions», a fait savoir l'expert dans une déclaration à l'APS.

Dr. Saïdani a appelé à favoriser les opérations de collecte entre 18h et minuit, à l'aide de rayons ultraviolets à l'intérieur des maisons et ce durant la période allant de fin avril jusqu'au mois de septembre, à savoir: la période de reproduction de cet insecte durant laquelle il s'introduit dans les zones rurales en quête de nourriture.

Les accidents inhérents aux envenimations scorpioniques se multiplient entre les mois de juin et d'août notamment au niveau des régions du sud du pays marquées par des températures caniculaires, a-t-il précisé, ajoutant que le scorpion s'introduit dans les maisons, à la recherche de l'humidité. Les enfants et les personnes âgées sont les plus exposés aux piqûres scorpioniques, et par conséquent à la mort, a-t-il relevé.

De son côté, Dr Fariha Aliane, chargée du programme Scorpions au ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, a fait état d'un total de 46.000 piqûres scorpioniques et 39 décès dus à l'envenimation scorpionique enregistré en 2019. Les wilayas du Sud enregistrent le plus grand nombre de piqûres scorpioniques, dont El-Oued (plus de 6.000 piqûres), Biskra (près de 5.000 piqûres), Adrar (4.600 piqûres), M'sila (3.759 piqûres) et Djelfa (3.648 piqûres).

Même les wilayas des Hauts plateaux et côtières ne sont pas à l'abri de ces attaques, à l'instar de la wilaya d'El Bayadh (2.304 piqûres), Médéa (1.004 piqûres), Batna (1.429 piqûres) et Mostaganem (115 piqûres), a-t-elle indiqué.

Il y'a lieu de souligner que la wilaya de Biskra vient en tête, en terme du nombre de décès avec 7 morts, suivie de Ouargla (5), Adrar (4), Batna, Tamanrasset et Ghardaïa (03 morts chacune), Laghouat, Djelfa, Msila et Illizi (02 morts chacune).

Dans le même sillage, Dr. Aliane a indiqué que 70% des cas de décès sont des enfants âgés de 1 à 15 ans. Se disant satisfaite de la disponibilité, en nombre suffisant pour répondre à la demande nationale, du sérum anti-venin de scorpion et d'autres médicaments indispensables ainsi que de l'actualisation du guide référentiel de prévention et de ciblage des zones exposées à ce risque, Dr Aliane a souligné que "la protection des envenimations scorpioniques nécessite l'implication de tous les secteurs afin d'améliorer la situation".

Rappelant l'élaboration du plan national de lutte contre les envenimations scorpioniques 2019-2023 par le ministère de la Santé, Dr Aliane a expliqué que la hausse du nombre des cas d'envenimations s'explique par l'absence de l'éclairage public, le jet anarchique de déchets ménagers et les constructions illicites sur les foyers des scorpions, outre l'insouciance des citoyens en dépit des campagnes de sensibilisation.

A rappeler que plusieurs wilayas procèdent à l'extraction du venin scorpionique pour la production de l'antidote, notamment M'sila et Ouargla.

CORONAVIRUS 187 nouveaux cas, 113 guérisons et 7 décès en Algérie durant les dernières 24h

Cent-quatre-vingt-sept (187) cas confirmés au coronavirus, 113 guérisons et 7 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a indiqué vendredi à Alger le porte-parole du comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Djamel Fourar.

M. Fourar a précisé, lors du point de presse quotidien de suivi de l'évolution de la pandémie, que le nombre de cas confirmés s'élève ainsi à 6629, celui des décès à 536, alors que le total des patients guéris passe à 3271.

Les nouveaux cas de décès ont été recensés dans les wilayas de Constantine (2 cas) Mascara (1), Mila (1), Alger (1), Sidi Bel Abbès (1) et Djelfa (1).

Par tranches d'âge, les personnes âgées entre 25 et 60 ans représentent 57% du total des cas confirmés, alors que les personnes âgées de 65 ans et plus représentent 67% des cas de décès.

Selon le même responsable, 22 wilayas n'ont recensé aucun nouveau cas positif au coronavirus ce vendredi, tandis que 15 wilayas ont enregistré entre un et cinq cas et 11 autres ont enregistré plus de cinq nouveaux cas. Les wilayas d'Alger, Oran, Sétif, Constantine et Adrar ont enregistré le plus grand nombre de nouveaux cas durant ces dernières 24 heures.

M. Fourar a indiqué, en outre, que le nombre de patients ayant bénéficié du traitement s'élevait à



11246, dont 4812 cas confirmés selon des tests PCR et 6434 cas suspects selon les indications de l'imagerie et du scanner, alors que 21 patients sont actuellement en soins intensifs.

Enfin, le même responsable a estimé que la décision de prolonger la période de confinement était

nécessaire en cette étape de la situation sanitaire, affirmant que le soutien des citoyens aux efforts des pouvoirs publics pour faire face à la pandémie est un "devoir national" et une "obligation morale" pour préserver la santé des citoyens et la sécurité du pays.

PRÉVENTION

Le Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie recommande le report des circoncisions collectives

Le Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie Covid-19 a recommandé le report des circoncisions collectives organisées habituellement au 27e jour de Ramadhan, Leïlat el Qadr (ou nuit du destin), en raison des mesures sanitaires en vigueur pour éviter une éventuelle propagation du virus, a indiqué vendredi à Alger le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid.

A quelques jours de la fête de l'Aïd El-Fitr, le Comité scientifique a mis l'accent sur l'impératif d'annuler également les visites collectives dispensées par des associations ou des citoyens aux malades dans les hôpitaux, tel que souligné par le ministre avant le point de presse quotidien de suivi de l'évo-

lution de la pandémie. Par ailleurs, le Comité scientifique a préconisé le port des bavettes comme "moyen de soutien à la stratégie nationale de lutte contre l'épidémie et de maintien des résultats positifs récemment réalisés", a-t-il indiqué.

De ce fait, le Gouvernement "et à sa tête le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a décidé d'approvisionner le marché national de façon hebdomadaire en 7 millions de masques, à mettre à la disposition des citoyens au niveau des pharmacies, en vue de l'obligation du port des bavettes dans les lieux publics et les lieux de travail", a indiqué le ministre.

Pour ce faire, il a été décidé de mobiliser tous les moyens nationaux disponibles pour augmenter la production de ces masques

et assurer leur disponibilité en quantité suffisante sur le marché national.

Dans le cadre de cette démarche, le Comité scientifique a souligné l'impératif de respecter "les bons gestes en utilisant ces masques pour une meilleure efficacité" et ce à travers "le lavage des mains avant le port du masque devant couvrir le nez et la bouche".

Rappelant "la nécessité d'éviter de toucher la bavette et l'importance de la désinfecter", le ministre a affirmé, que « les moyens de protection et de prévention sont parfaitement inutiles si les mains ne sont pas correctement et régulièrement lavées ».

M. Benbouzid a indiqué que grâce à l'engagement de l'Etat et aux recommandations des spécialistes, experts et membres du

Comité scientifique, la stratégie actuelle adoptée dans la lutte contre cette pandémie « a donné des résultats très positifs qui augurent de l'optimisme pour une sortie de crise avec le moins de dégâts possible » à condition que cet optimisme soit agrémenté « de prudence, de vigilance et de responsabilité ».

La baisse du nombre de malades dans les services de réanimation et des soins intensifs, placés sous respiration artificielle et la hausse du nombre des cas guéris quotidiennement sont tous des indices positifs « qui nous amènent à dire que nous sommes sur la bonne voie de maîtrise de cette pandémie, à condition de faire preuve de plus de responsabilité et de respect strict des mesures de prévention », a conclu le ministre.

ILLIZI - COVID-19

Un pavillon d'un hôtel mis à la disposition du staff d'isolement sanitaire

Un pavillon d'un hôtel à Illizi a été mis à la disposition du staff médical et paramédical opérant à l'isolement sanitaire des victimes du nouveau coronavirus, au niveau de l'établissement public hospitalier EPH-d'Illizi, a-t-on appris jeudi des responsables de l'EPH.

Menée dans le cadre des mesures préventives contre la propagation du Covid-19, en coordination avec le propriétaire de l'hôtel et les autorités

locales, cette action de solidarité a permis de mettre des chambres individuelles de l'hôtel à la disposition du corps médical en contact avec les malades atteints du Covid-19, eu égard à la proximité de la structure hôtelière de l'hôpital, a expliqué le directeur de l'hôpital d'Illizi, Mouloud Naim.

L'opération, pour laquelle ont été mobilisés les moyens de confort nécessaires pour le maintien du staff

médical près de l'hôpital, intervient en application des mesures préventives et de prise en charge du personnel en première ligne de la lutte contre Covid-19.

Les services de la Santé de la wilaya d'Illizi ont fait état jusqu'ici de deux (2) cas confirmés d'atteinte du coronavirus, actuellement sous traitement au niveau de l'établissement public hospitalier d'Illizi.

P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

BILAN DANS LE MONDE

Le nombre de victimes de coronavirus évalué à 304.619 morts

La pandémie du nouveau coronavirus a fait au moins 304.619 morts dans le monde depuis son apparition en décembre en Chine, selon un bilan médiatique établi à partir de sources officielles vendredi à 19H00 GMT.

Plus de 4.491.730 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués dans 196 pays et territoires depuis le début de l'épidémie. Ce nombre de cas diagnostiqués ne reflète toutefois qu'une fraction du nombre réel de contaminations, un grand nombre de pays ne testant que les cas nécessitant une prise en charge hospitalière.

Parmi ces cas, au moins 1.571.100 sont aujourd'hui considérés comme guéris.

Depuis le comptage réalisé la veille à 19H00 GMT, 4.981 nouveaux décès et 96.039 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.

Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès sont les Etats-Unis avec 1.759 nouveaux morts, le Brésil (844) et le Royaume-Uni (384).

Les Etats-Unis, qui ont recensé leur premier décès lié au coronavirus début février, sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 86.744



décès pour 1.429.990 cas.

Au moins 246.414 personnes ont été déclarées guéries.

Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Royaume-Uni avec 33.998 morts pour 236.711 cas, l'Italie avec 31.610 morts (223.885 cas), la France avec 27.529 morts (178.870 cas jeudi, les autorités n'ayant pas fourni de bilan complet vendredi), et l'Espagne avec 27.459

morts (230.183 cas). Parmi les pays les plus durement touchés, la Belgique est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 77 décès pour 100.000 habitants, suivi par l'Espagne (59), l'Italie (52), le Royaume-Uni (50), et la France (42).

La Chine (sans les territoires de Hong Kong et Macao), où l'épidémie a débuté fin décembre, a officiellement dénombré au total 82.933 cas (4 nouveaux entre jeudi et vendredi), dont 4.633 décès (0 nouveaux), et 78.209 guérisons.

L'Europe totalisait vendredi à 19H00 GMT 164.137 décès pour 1.848.598 cas, les Etats-Unis et le Canada 92.386 décès (1.504.523 cas), l'Amérique latine et les Caraïbes 25.690 décès (454.107 cas), l'Asie 11.696 décès (336.428 cas), le Moyen-Orient 7.983 décès (262.778 cas), l'Afrique 2.601 décès (76.941 cas), et l'Océanie 126 décès (8.363 cas). Ce bilan a été réalisé à partir de données collectées par l'agence AFP auprès des autorités nationales compétentes et des informations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

En raison de corrections apportées par les autorités ou de publications tardives des données, les chiffres d'augmentation sur 24h peuvent ne pas correspondre exactement à ceux publiés la veille.

ETATS-UNIS

1.680 morts supplémentaires aux Etats-Unis en 24 heures (Johns Hopkins)

Les Etats-Unis ont comptabilisé 1.680 morts liées au coronavirus entre 20H30 vendredi et la même heure la veille, un chiffre légèrement supérieur aux bilans quotidiens - plutôt stables - des quatre derniers jours, selon le comptage en continu

de l'université Johns Hopkins, qui fait référence. Au total, 87.493 décès dus au coronavirus ont été enregistrés aux Etats-Unis, de loin le pays le plus endeuillé en valeur absolue (mais pas en valeur relative), depuis le début de l'épidémie. En ce qui

concerne les nouveaux cas, 26.396 personnes ont été testées positives au Covid-19 dans les dernières 24 heures, pour un total de 250.747 cas officiellement recensés (un chiffre bien inférieur à la réalité en raison de la difficulté d'accès aux tests).

FRANCE

104 nouveaux décès, plus de 27.500 au total

La France a enregistré 104 nouveaux décès en 24 heures dus à l'épidémie de coronavirus, mais le nombre de patients en réanimation continue de baisser, selon un bilan officiel vendredi soir.

Le Covid-19 a fait au moins 27.529 morts depuis le 1er mars, dont 118 dans les hôpitaux, mais la pression sur les services de réanimation continue de se réduire, avec 2.203 cas graves et un solde négatif de 96 malades par rapport à jeudi, a précisé la Direction générale de la santé (DGS). Depuis le 1er

mars, le nombre de décès Covid dans les hôpitaux atteint 17.342. Dans les établissements sociaux et médico-sociaux dont les Ehpad (Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes), 10.187 morts ont été comptabilisés depuis le début de la crise, chiffre qui a dû être révisé à la baisse depuis jeudi (-14 décès) en raison de corrections apportées par plusieurs établissements de la région parisienne, précise la DGS. A ce jour, 19.861 personnes sont toujours hospitalisées pour

Covid avec 438 nouvelles admissions enregistrées en 24 heures.

Depuis le début de l'épidémie en France, 98.492 personnes sont passées par les hôpitaux, dont plus de 17.000 en réanimation, mais 60.448 personnes sont rentrées à domicile. Par ailleurs, la DGS revient sur le décès d'un enfant de 9 ans à Marseille (sud) et note que "144 signalements de maladies systémiques atypiques pédiatriques" ont été effectués depuis le 1er mars. "En France et dans d'autres pays,

des cas de syndrome apparenté à la maladie de Kawasaki" ont été relevés, qui touchent des enfants plus âgés que normalement affectés par ce mal: dans les cas mentionnés, les enfants touchés ont entre 5 et 20 ans, raison pour laquelle la DGS préfère parler de "pseudo-maladie de Kawasaki".

"En cas de fièvre élevée et durable, de manifestations inflammatoires (ganglions, éruptions) chez l'enfant, il convient de demander rapidement un avis médical" rappelle-t-elle.

France: pas de vaccin avant 18 mois

Un éventuel vaccin contre la maladie du Covid-19 ne sera sans doute pas disponible avant 18 mois, a jugé samedi le ministre française de la Recherche Frédéric Vidal, après que le président américain Donald Trump a estimé que c'est possible d'ici la fin de l'année.

"Ce que nous disent les laboratoires, les chercheurs, c'est que l'accélération qu'on a vue dans le développement des essais cliniques nous laisse espérer un vaccin à l'horizon de 18 mois, mais ça n'est pas raisonnable de penser qu'on puisse aller plus vite que ça, sauf à mettre en danger la sécurité des gens", a déclaré le ministre Frédéric Vidal sur la radio Europe 1. Elle était interrogée sur des affirmations de Donald Trump qui avait

espéré quelques heures plus tôt "avoir (un vaccin) d'ici la fin de l'année, peut-être avant", comme il l'avait déjà déclaré début mai. De son côté, l'Agence européenne du médicament (EMA) avait évoqué jeudi un délai d'un an, mais selon un scénario "optimiste".

"La recherche sur le vaccin, tout le monde en est bien conscient, est quelque chose qui prend habituellement plusieurs années", a souligné Mme Vi dal.

Par ailleurs, comme l'exécutif français l'a martelé ces derniers jours, elle a jugé "inacceptable (...) de réserver un vaccin à un pays plutôt qu'à un autre pour des raisons péculaires", faisant référence à la polémique provoquée par le géant pharmaceutique français, ayant

suscité l'indignation en Europe en annonçant cette semaine qu'il distribuerait un éventuel vaccin en priorité aux Etats-Unis, qui ont investi 30 millions de dollars pour soutenir ses recherches.

Le président Emmanuel Macron a réclamé qu'un vaccin ne soit pas soumis "aux lois du marché" tandis qu'un porte-parole de la Commission européenne a estimé qu'il "doit être un bien d'utilité publique et son accès doit être équitable et universel". Plus de 100 projets de vaccin existent dans le monde et une dizaine d'essais cliniques sont déjà en cours.

En France, l'Institut Pasteur démarra des essais cliniques pour son projet de vaccin le plus avancé en juillet et espère des premiers résultats en octobre.

OMS - TRAITEMENT

Des centaines d'essais cliniques en cours pour tester l'efficacité de traitements pour le Covid-19

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a noté vendredi que des centaines d'essais cliniques étaient en cours pour voir si certains médicaments et certaines thérapies sont sûrs et efficaces contre le Covid-19.

"Il y a des centaines d'essais cliniques qui sont en cours et la raison pour laquelle nous devons attendre les résultats de ces études est qu'ils évaluent comment ces médicaments fonctionnent pour empêcher l'infection, empêcher quelqu'un de développer des maladies graves et éviter la mort, et combien ils sont sûrs, s'ils ont des effets secondaires", a indiqué Maria Van Kerkhove, responsable technique du programme d'urgence sanitaire de l'OMS, lors d'un point de presse à Genève.

"A l'heure actuelle, l'OMS a lancé l'Essai de solidarité" qui est un essai clinique concentré sur certains médicaments, certaines thérapies, pour voir s'ils sont sûrs et efficaces face au Covid-19. Il y a plus de 2.500 patients impliqués dans cet essai clinique multilatéral", a-t-elle précisé. "Et ça prendra du temps avant que nous ne puissions avoir des réponses détaillées sur les traitements qui fonctionnent, mais pour l'instant nous n'avons aucun traitement approuvé pour le Covid-19", a-t-elle ajouté.

Michael Ryan, directeur exécutif du programme d'urgence sanitaire de l'OMS, a souligné l'importance du processus approprié pour garantir la sécurité. "Il est très important que nous encourageons l'innovation. Nous encourageons les gens à chercher les solutions, mais dès que celles-ci deviendront potentiellement disponibles, nous devons les soumettre au processus approprié au nom de la sécurité et de l'efficacité et dans le but de s'assurer en premier de ne pas nuire", a-t-il indiqué.

ETATS-UNIS

Un revêtement anti-microbes capable d'éliminer le coronavirus pour 90 jours

Un revêtement anti-microbes serait en mesure d'éliminer le coronavirus de surfaces pour jusqu'à 90 jours en une seule application, selon une étude préliminaire publiée vendredi.

Des chercheurs de l'université d'Arizona, dont les travaux n'ont pas encore été soumis à la validation de pairs, ont trouvé que la proportion de virus sur les surfaces revêtues de ce produit diminuait de 90% en 10 minutes et de 99,9% en deux heures.

"Je pense que c'est surtout important pour les surfaces très utilisées comme les métros et les bus, parce que vous pouvez les désinfecter mais les prochaines personnes qui viendront les recontamineront", a indiqué Charles Gerba, l'auteur principal de l'étude, cité par l'agence AFP. L'équipe de l'université de l'Arizona a testé un revêtement spécifiquement conçu pour agir contre le virus développé par la société Allied BioScience, qui a également financé leur étude.

Le scientifique a qualifié la technologie de "nouvelle avancée dans le contrôle des infections". "Cela ne remplace pas un nettoyage et une désinfection régulière", a prévenu M. Gerba, "mais cela vous couvre entre la désinfection et le nettoyage".

La substance incolore est pulvérisée sur les surfaces, et doit être réappliquée tous les trois ou quatre mois. Le revêtement dénature les protéines du virus et attaque sa couche protectrice. Les chercheurs ont effectué leurs tests sur le coronavirus humain 229E, dont la structure et la génétique sont similaires à celles du SRAS-CoV-2, mais qui ne provoque que des symptômes bénins du rhume et est donc plus sûr à utiliser.

OBÉSITÉ INFANTILE LES ANTÉCÉDENTS FAMILIAUX EN CAUSE

Divers antécédents médicaux familiaux sont facteurs de risque de surpoids sévère chez les enfants.

Les antécédents familiaux d'obésité et de tension artérielle élevée pourraient augmenter le risque majeur dans le développement de l'obésité sévère chez les jeunes enfants, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale *Front. Endocrinol.* Les chercheurs de l'université de Messine en Italie ont mené une étude avec 260 enfants obèses ou en surpoids âgés de 2 à 17 ans. L'étude impliquait des mesures de taille et de poids, des échantillons de sang pour analyser la glycémie et les taux de lipides, ainsi que des informations sur l'histoire d'obésité et diverses maladies cardiovasculaires et métaboliques des parents, des frères et sœurs et même des grands-parents.

LES ANTÉCÉDENTS FAMILIAUX, FACTEURS DE RISQUE D'OBÉSITÉ

En accord avec les études précédentes, les chercheurs ont montré que les antécédents familiaux d'obésité augmentaient le risque d'obésité infantile. Si les parents, les frères et sœurs et les grands-parents souffraient de maladies cardiovasculaires et métaboliques, cela augmentait la probabilité et la gravité de l'obésité chez les enfants. Les chercheurs ont également constaté que les enfants de moins de 8 ans étaient les plus gravement touchés. «Notre recherche suggère un lien entre l'obésité infantile et les antécédents familiaux d'obésité et de maladies cardiovasculaires et métaboliques, notamment l'hypertension, les taux élevés de lipides sanguins, le diabète de type 2 et les maladies coronariennes», explique le Dr Domenico



Corica à l'université de Messine, en Italie. «Nous montrons également que le problème de l'obésité infantile n'est pas simplement lié à une augmentation du nombre de diagnostics, mais aussi à la gravité de l'obésité chez les jeunes enfants. Si cette obésité persiste au fil du temps, ces enfants présen-

tent un risque accru de développer une maladie cardiovasculaire, et les complications métaboliques chez les jeunes adultes. Nous avons remarqué chez la plupart des enfants en obésité sévère, même chez les très jeunes, une résistance à l'insuline. C'est une découverte très importante qui montre la

nécessité d'un programme d'intervention précoce de la part des médecins, des écoles et des institutions concernées, avant tout de façon à modifier le mode de vie des enfants obèses et de leurs familles (habitudes alimentaires, activité physique, temps passé devant les écrans)».

L'OBÉSITÉ PROVOQUE DES MALADIES DU FOIE DÈS 8 ANS

Une étude américaine démontre l'impact du surpoids et notamment d'un tour de taille trop élevé sur la santé du foie des enfants. Réunis en congrès à Paris il y a un an, les hépatologues du monde entier avaient déjà tiré la sonnette d'alarme : le surpoids et l'obésité n'augmentent pas seulement le risque de maladie du foie chez les adultes mais aussi chez les enfants. Une nouvelle étude de l'université de Columbia (États-Unis) vient confirmer la crainte des médecins et précise même que le risque de maladie du foie gras (ou stéatose hépatique non alcoolique) apparaît dès l'âge de 8 ans. La stéatose hépatique se traduit par l'accumulation trop importante de lipides à l'intérieur des cellules du foie, ce qui déclenche une inflammation puis une maladie du foie. Comme la maladie se développe silencieusement, elle peut ensuite dégénérer en cirrhose, voire en cancer du foie.

UN TAUX ÉLEVÉ D'ENZYMES HÉPATIQUES DANS LE SANG

Pour cette étude, les chercheurs ont mesuré le taux d'une enzyme hépatique (appelée ALT) qui est un marqueur de lésions hépatiques dans le sang de 635 enfants du Massachusetts. Les résultats montrent que 23% des enfants de 8 ans (soit quasiment un sur quatre) présentent des taux d'ALT élevés. Et que ce sont les enfants qui présentent un tour de taille élevé à l'âge de 3 ans et ceux ayant des gains de



poids plus importants entre 3 et 8 ans qui sont les plus susceptibles d'avoir des niveaux d'enzyme hépatique élevés.

«De nombreux parents savent que l'obésité peut mener au diabète de type 2 et à d'autres troubles métaboliques,

mais il y a moins de prise de conscience sur le fait que l'obésité peut également mener à la maladie hépatique, y compris chez de jeunes enfants» souligne le Dr Jennifer Woo Baidal, pédiatre et principal auteur de l'étude.

7 mai 2020

La vitamine D pendant la grossesse contre l'obésité des enfants

La carence en vitamine D chez les femmes enceintes pourrait augmenter le risque d'obésité chez les bébés pendant leur enfance et à l'âge adulte. Les enfants de 6 ans de mères ayant de très faibles niveaux de vitamine D pendant leur premier trimestre de grossesse avaient un tour de taille plus grand et un poids plus élevé que ceux dont les mamans n'étaient pas carencées, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale *Pediatric Obesity*. Les chercheurs de l'Université de Californie du Sud (USC) aux États-Unis ont réalisé une étude avec 532 couples mère-enfant en Grèce. Les concentrations maternelles en vitamine D ont été mesurées lors de la première visite prénatale. La santé et le poids de l'enfant ont été mesurés à 4 et 6 ans.

LA VITAMINE D CONTRE L'OBÉSITÉ

Les résultats de l'étude ont montré qu'à 6 ans, les enfants nés de mères carencées en vitamine D pendant leur premier trimestre de grossesse avaient des tours de tailles plus grands d'environ un centimètre et demi en moyenne, et 2% de plus de graisse corporelle que les autres enfants. "Ces augmentations peuvent ne pas sembler importantes, mais un centimètre de plus d'augmentation du tour de taille est un gros problème, surtout si vous prévoyez ce surplus de graisse à travers leur durée de vie", a expliqué Vasiliki Lida Chatzi, auteure principale de l'étude et professeure agrégée de médecine préventive.

"Il est possible que les enfants de mères ayant une faible teneur en vitamine D aient un indice de masse corporelle et une graisse corporelle plus élevés parce que la vitamine D semble perturber la formation de cellules grasses", a déclaré la chercheuse. Avant d'émettre des recommandations de prescriptions de vitamine D pendant la grossesse, des essais cliniques doivent être mis en place pour confirmer ses résultats et déterminer le dosage de la supplémentation.

"Les niveaux élevés de vitamine D pendant la grossesse pourraient protéger contre l'obésité infantile, mais plus de recherches sont nécessaires pour confirmer nos résultats. Les suppléments de vitamine D en début de grossesse pourraient être une solution facile pour protéger les générations futures."

En espérant...

L'obésité infantile serait liée à la pollution

Respirer un air pollué dès leur plus jeune âge ferait prendre davantage de poids aux enfants. C'est ce qu'ont découvert des chercheurs américains, qui suggèrent que le dioxyde de carbone a un rôle dans l'épidémie mondiale d'obésité infantile.

Du 30 octobre au 1er novembre se tenait la première conférence internationale sur ce sujet de la pollution atmosphérique. Un « appel à une action urgente » contre « le plus grand risque environnemental pour la santé », organisé par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Et selon l'institution, 90 % des enfants dans le monde respirent un air de mauvaise qualité. Les taux de pollution seraient tels dans les villes d'Europe et du monde qu'ils seraient responsables de problèmes de santé physique et mentaux chez les plus jeunes. Et l'obésité en serait l'un d'entre eux.

UNE SURCHARGE PONDÉRALE LIÉE À L'AIR TOXIQUE

L'OMS s'est appuyée sur une étude de l'Université de Californie du Sud (États-Unis), publiée le 14 septembre 2018 dans la revue *Environmental Health*. Au total, 2 318 enfants y ont participé. Les résultats ont montré qu'à l'âge de 10 ans, les enfants fortement exposés au dioxyde d'azote - principalement par les moteurs diesel - au début de leur vie pesaient un kilo de plus que ceux exposés à de faibles niveaux. Pour être le plus précis possible, les chercheurs ont pris en compte d'autres facteurs, comme le sexe,



l'éducation parentale, l'origine ethnique ou le régime alimentaire.

Ils en ont finalement conclu qu'aucune de ces variantes ne pouvait expliquer le lien entre obésité et pollution de l'air. Ces recherches confirment des travaux antérieurs, qui avaient désigné cette pollution atmosphérique comme un facteur majeur de risque du

développement du surpoids chez les plus jeunes. « Nous invitons les parents à savoir où leurs jeunes enfants passent leur temps, en particulier si ces zones sont situées à proximité de routes principales, a déclaré la directrice de l'étude Jennifer Kim, citée par *The Guardian*. La première année de la vie est une période de développement rapide de divers systèmes dans le

corps [et] peut stimuler le développement futur du corps. » À mesure que la recherche révèle les dommages à long terme, l'impact de l'air toxique sur la santé des enfants inquiète. La pollution est déjà associée aux malformations congénitales ou aux morts prématurés. Des particules inhalées par la femme enceinte ont même été retrouvées dans le placenta.

LES ENFANTS SOUS-ESTIMENT LEUR CORPULENCE

Une étude norvégienne montre que les enfants, et plus particulièrement les garçons, ont tendance à sous-estimer leur corpulence. Ce déni peut devenir un frein à la perte de poids dans les cas d'obésité infantiles.

Plus un enfant est en surpoids, plus il sous-estime sa propre taille. C'est ce que montre une nouvelle étude réalisée par des chercheurs de l'Université norvégienne de sciences et de technologie. Les résultats ont été publiés dans la revue en ligne *Frontiers in Psychology*.

Il est connu que les personnes très maigres, notamment celles souffrant d'anorexie, ne se voient pas telles qu'elles sont, bien au contraire. Mais le problème inverse est aussi rencontré chez des individus en surpoids qui se voient bien plus minces. L'équipe de chercheurs a voulu savoir si ce phénomène se retrouvait également chez les enfants. Ils ont basé leur étude sur les données d'un projet de recherche norvégien

examinant les facteurs de risque et de protection dans la santé psychologique et sociale des enfants. Près d'un millier d'enfants et leurs parents ont été suivis tous les deux ans depuis leurs 4 ans.

LE DÉNI, UN MÉCANISME DE DÉFENSE

Les scientifiques ont étudié comment les enfants estimaient leur taille à l'âge de 6 ans, 8 ans et 10 ans. Sept photos de filles et de garçons, avec un IMC (indice de masse corporelle) connu, leur ont été montrées. Ils devaient sélectionner l'image qui leur ressemblait le plus. Résultats, bien que la majorité des estimations soient justes, les enfants ont plus souvent sous-estimé que surestimé leur corpulence. Les garçons, et notamment ceux avec un IMC élevé, étaient plus susceptibles que les filles de faire une sous-estimation. À 8 ans, 38% des garçons sous-estimaient leur



corpulence par rapport à 24% de fille, et à 10 ans ce chiffre passait de 58% contre 31%. Les auteurs expliquent que ce comportement peut être associé à un mécanisme de défense. En effet, les jeunes en surpoids, ou obèses, qui ont une perception correcte de leur corpulence sont plus sujets à des problèmes

psychologiques comme la dépression. Cependant, le déni peut aussi être un obstacle à la mise en place de changements nécessaires. Il est donc primordial, selon les chercheurs, que les parents se rendent compte du problème afin de faire les ajustements nécessaires pour la santé de leur enfant.

LIBERIA Monrovia abandonne les poursuites contre le fils de l'ex-présidente Sirleaf

Le Liberia a abandonné les poursuites contre quatre anciens responsables de la Banque centrale (CBL), dont un fils de l'ex-présidente Ellen Johnson Sirleaf, inculpés dans un retentissant scandale touchant à l'impression de dizaines de millions d'euros de billets.

Charles Sirleaf, ancien vice-gouverneur de la CBL, ainsi que quatre de ses ex-collègues, Milton Weeks, Dorbor Hagba, Richard Walker et Joseph Dennis, ont été inculpés en 2019 pour "blanchiment", "complot criminel" et "sabotage économique" dans une affaire liée à une commande de billets par la Banque centrale entre 2016 et 2018.

Ces cinq hommes, dont le fils de l'ex-présidente (au pouvoir de 2006 à 2018) sont considérés comme faisant partie des plus influents du pays.

La commande portait sur quelque 16 milliards de dollars libériens (74,6 million d'euros au cours actuel), selon un audit indépendant.

Elle aurait été passée sans appel d'offres et sans accord préalable du Parlement auprès d'une société américaine qui a fait imprimer les coupures en Suède.

L'audit dressait un tableau accablant des pratiques de la Banque centrale dans l'un des pays les plus pauvres du monde, sur une période correspondant à l'entrée et sortant de la CBL.

Les cinq hommes avaient été inculpés à la suite de sa publication.

L'accusation leur reprochait d'avoir détourné l'équivalent de millions d'euros.

Arrêtés avant d'être libérés sous caution à des dates différentes, ils avaient tous plaidé non coupables à leur procès.

Le ministre de la Justice, Musa Dean, a indiqué jeudi soir devant le tribunal qu'il abandonnait les charges contre quatre d'entre eux. Seul l'ancien gouverneur de la CBL, Milton Weeks, reste inculpé.

En raison de l'inflation, la valeur de la commande était plus proche de 90 millions d'euros quand le scandale a éclaté.

L'argent avait initialement été présenté comme ayant disparu, ce qui a ensuite été démenti.

Les soupçons de mauvaise gestion de l'ancienne direction de la Banque centrale sont apparus après l'arrivée à la présidence, en janvier 2018, de George Weah, élu sur un programme de lutte contre la pauvreté et la corruption.

L'administration Weah est elle-même critiquée pour avoir ensuite conduit de manière hâsardeuse en 2018, pendant plusieurs mois, une opération monétaire censée enrayer l'inflation due à la chute de la monnaie nationale face au dollar américain.

APS

SAHARA OCCIDENTAL La Fondation R. Kennedy et Freedom Now appellent le Maroc à libérer tous les prisonniers politiques sahraouis

La Fondation américaine RF Kennedy pour les droits de l'Homme et Freedom Now ont exhorté vendredi les autorités marocaines à libérer immédiatement tous les prisonniers politiques sahraouis, à la lumière de la propagation croissante de la pandémie de COVID-19 dans les prisons marocaines.

"Des experts des Nations Unies ont appelé tous les gouvernements à libérer les prisonniers politiques et à réduire les populations carcérales à la lumière de l'impact mortel attendu de la pandémie dans les prisons surpeuplées et insalubres", ont rappelé les deux organisations de défense des droits de l'Homme, dans un communiqué commun.

Elles ont également soutenu, dans leur texte, que la Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'Homme, Michelle Bachelet, et la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, Agnes Callamard, ont appelé à prendre des mesures urgentes pour réduire le nombre de personnes détenues, en particulier celles détenues "sans fondement juridique suffisant" pour avoir exercé leur droit à la liberté d'expression.

"Des dizaines de procédures spéciales de l'ONU ont également appelé tous les gouvernements à fournir un soutien approprié aux personnes détenues à la suite de la crise du COVID-19 et à prendre des mesures supplémentaires pour protéger ceux qui risquent le plus d'être affectés de manière disproportionnée par la crise", ont-elles ajouté.

Dans leur communiqué, les deux organisations américaines ont abordé le cas du journaliste et militant sahraoui, Mohamed Al-Bambary, qui avait dénoncé les violations des droits humains commises par le gouvernement marocain dans les territoires occupés du Sahara occidental "avant son arrestation en 2015".

"Il a été torturé, privé de ses droits fondamentaux à un pro-

cès équitable et condamné à six ans de prison en violation du droit international", ont-elles dénoncé en substance.

Malgré une décision du Groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire en 2018 demandant sa libération, ajoutent les deux organisations, "M. Al-Bambary continue d'être détenu arbitrairement dans des conditions qui mettent sa vie et sa sécurité en danger".

"Les conditions de surpopulation et d'insalubrité auxquelles M. Al-Bambary fait face dans la prison d'Ait Melloul présentent un risque dangereux pour une épidémie de COVID-19", ont alerté les organisations de défense des droits de l'Homme.

Elles ont indiqué qu'"actuellement, il est détenu avec environ 45 autres prisonniers dans une cellule de 8 mètres sur 6 mètres, ne laissant à chaque prisonnier qu'un mètre carré d'espace".

"Dans de telles conditions, une distance physique pour empêcher la propagation du COVID-19 est impossible", ont-elles relevé, expliquant que "la prison elle-même est surpeuplée à 113% de sa capacité.

Il n'y a qu'un seul médecin disponible pour les quelque 800 personnes détenues dans le complexe avec lui".

"Le gouvernement du Maroc reconnaît que la pandémie de COVID-19 aura probablement un impact dévastateur sur les personnes en détention", ont ajouté les organisations, rappelant à cet égard que "le 5 avril 2020, le roi Mohammed VI du Maroc a gracié 5 654 prisonniers pour, âge, santé fragile, temps passé en prison et bonne conduite". Cependant, remar-



quent les deux organisations, "les prisonniers politiques et les personnes détenues sur la base de l'exercice de leur droit à la liberté d'expression n'ont pas reçu de priorité de libération". De plus, les mesures limitées que la prison d'Ait Melloul a prises en réponse à la pandémie mondiale sont insuffisantes pour protéger M. Al-Bambary et les autres détenus d'une épidémie anticipée", ont dénoncé encore les organisations.

"Compte tenu de ces risques accrus pour la vie et la santé posés par la pandémie de COVID-19, le gouvernement du Maroc doit agir de toute urgence pour libérer Mohamed Al-Bambary conformément à la décision du Groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire et pour libérer tous les prisonniers politiques", ont elles exigé.

Le Maroc continue sa répression au Sahara occidental

Dans son rapport annuel (2019) sur la situation des droits de l'Homme dans le monde, le Département d'Etat américain a noté, que selon le rapport du Secrétaire général de l'ONU d'avril 2019, le Haut Commissariat de l'ONU aux droits de l'Homme (HCDH) a continué à recevoir des communications d'avocats, de membres de fa-

mille des Sahraouis arrêtés lors du démantèlement du camp de Gdeim Izik en 2010, ajoutant que plusieurs d'entre eux ont été soumis à la torture, à une mise à l'isolement prolongée et à d'autres mauvais traitements.

En outre, le rapport du Département d'Etat américain a appelé à l'ouverture d'une enquête pour condamner les personnes impliquées dans des violations des droits de l'Homme dans les territoires occupés du Sahara occidental, soulignant que l'absence d'enquêtes et de poursuites contre les personnes impliquées dans ces violations a contribué à l'expansion de l'impunité.

Par ailleurs, dans son rapport annuel de 2019 sur les droits de l'Homme présenté au mois de janvier dernier, l'ONG américaine de défense des droits de l'Homme, Human Rights Watch, a enregistré "la détention continue de 23 Sahraouis par le Maroc après avoir été condamnés à la suite de procès inéquitables en 2013 et 2017 sur la base d'aveux forcés, sans enquête sur leur torture physique dans les postes de police et de la gendarmerie, après les affrontements qui avaient éclaté suite au démantèlement violent et sanglant par les autorités marocaines du camp de la dignité, Gdeim Izik, près d'El-Ayoune occupée, en 2010".

Mahfouda Lefkir retrouve sa liberté et inscrit son nom en lettres d'or dans l'Histoire de la résistance

Le ministère de la Terre occupée et de la Diaspora sahraouie a affirmé que les maltraitances et méthodes de torture pratiquées par les autorités coloniales sur la détenue sahraouie Mahfouda Lefkir Bamba ne l'avaient aucunement dissuadé de poursuivre son combat décisif, estimant que la militante a inscrit son nom en lettres d'or dans l'Histoire de la résistance.

Le ministère de la Terre occupée et de la Diaspora sahraouie a fait cette déclaration suite à la libération, vendredi, par les autorités d'occupation marocaine de la détenue sahraouie Mahfouda Lefkir Bamba après avoir purgé une peine inique de 6 mois d'emprisonnement à la "Carcel Negra" (Prison Noire) d'El-Ayoune occupée, selon des médias sahraouis.

"Mahfouda Bamba Lefkir quitte aujourd'hui victorieuse la prison. Ni la maltraitance ni les méthodes de torture psychologique et physique n'ont dissuadé l'héroïne de renoncer à ses positions malgré les tentatives des autorités d'occupation marocaine de briser sa détermination, par laquelle elle a donné un exemple parmi tant d'autres femmes sahraouies, symbole

de don de soi, de patience et de sacrifice", a précisé le ministère dans un communiqué. "Après une détention arbitraire de 6 mois de prison, les autorités d'occupation marocaine libère l'activiste de la Intifada et l'une des militantes du Front populaire pour la libération de Sakia El Hamra et de Oued Eddahab", a ajouté la même source. La militante Mahfouda Bamba Lefkir inscrit son nom en lettres d'or dans l'Histoire de la résistance, à l'instar des milliers de patriotes parmi les martyrs, les disparus ou encore les enterrés vivants, les précipités des avions et les libérés des géoles marocaines que les héros du peuple sahraoui ont érigé en écoles où ils ont donné à l'occupant des leçons de défi, de courage, de détermination dans la défense acharnée du droit inaliénable du peuple sahraoui à la liberté, à l'indépendance et au parachèvement de la souveraineté, l'ironie encore dans le communiqué.

Le ministère de la Terre occupée et de la Diaspora a également vanté "les héros du peuple sahraoui partout dans le monde qui donnent les meilleures images de don de soi et de dévouement au service de la

patrie. Parmi ces héros figurent des combattants en première ligne, les résistants et résistantes dans les camps de la dignité, au sein des communautés à l'étranger et sur la Terre occupée, ainsi que tout le prolongement de l'entité sahraouie, qui aujourd'hui salue une de ses héroïnes et la félicite pour sa volonté de fer qui a fait plier le colonisateur marocain et a résisté à ses méthodes viles", ajoute le communiqué. Plusieurs vidéos de la militante Lefkir quittant la prison ont été publiées sur les réseaux sociaux suscitant des commentaires de félicitations de ses concitoyens.

La détenue sahraouie civile Mahfouda Lefkir Bamba avait été arrêtée, le 15 novembre 2019 au siège du tribunal de première instance dans la ville sahraouie occupée d'El-Ayoune, où elle était venue soutenir un détenu civil, en l'occurrence Mansour Othmane Bouzid Elmoussaoui.

Le tribunal marocain a prononcé le 12 décembre passé une peine de 06 mois de prison ferme, se vengeant de sa position politique revendiquant le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination.

PALESTINE- PLAN D'ANNEXION ISRAËLIEN EN CISJORDANIE L'UE discute une éventuelle réponse contre Israël

Les ministres des Affaires étrangères des pays membres de l'Union européenne (UE) discutent vendredi à Bruxelles d'un éventuel "mécanisme d'imposition de sanctions" contre Israël au cas où il mette à exécution son plan d'annexion des terres palestiniennes, au moment où les Palestiniens commémoreraient la 72e anniversaire de la Nakba-catastrophe, ont rapporté des médias.

Selon l'agence de presse palestinienne (Wafa), les ministres des Affaires étrangères des Etats membres de l'UE discuteront cet après-midi lors d'une vidéoconférence des derniers développements du conflit au Moyen-Orient et des intentions israéliennes d'annexer des colonies en Cisjordanie et la vallée du Jourdain.

Vendredi, le ministre luxembourgeois des Affaires étrangères, Jean Asselborn, a appelé à "une sévère condamnation" des plans israéliens visant à annexer des terres palestiniennes.

"Lorsqu'une personne annexe une terre qui ne lui appartient pas, il s'agit d'une violation grave du droit international", a déclaré Asselborn, dans des déclarations à l'Agence de presse allemande à Bruxelles.

Il a ajouté: "Nous devons maintenant adopter une position préventive et faire pression", soulignant qu'"Israël devrait craindre des mesures punitives de grande envergure".

Une source européenne, citée récemment par l'agence Wafa a affirmé que ces dernières semaines "un mouvement intense a eu lieu au sein de l'Union européenne afin de discuter des moyens de faire face aux plans israéliens" qui, s'ils venaient à être réalisés,



"signifient la fin de la solution à deux Etats et l'échec du projet politique soutenu par l'UE dans la région".

"Toute décision prise au sein de l'Union doit être approuvée par les 27 membres", a indiqué la source.

Et à fin d'éviter le veto de certains pays, l'UE aura recours, selon la même source, à d'autres mesures, telles que le gel du programme Horizon 2027, via lequel les instituts de recherche israéliens reçoivent des milliards de dollars, en plus de la possibilité de suspendre l'accord de partenariat israélo-européen.

La source a souligné que "l'UE poursuivrait ses efforts

pour faire pression sur Israël pour l'empêcher de prendre des mesures unilatérales par la voie diplomatique et politique", indiquant que "la prise de toute mesure par Israël lui nuira également à long terme".

En janvier, l'administration américaine a présenté un supposé plan censé régler le conflit entre Palestiniens et Israéliens, qui proposait notamment l'annexion des colonies israéliennes et des zones de Cisjordanie, rejeté en bloc par les Palestiniens.

Depuis 1967, la Cisjordanie est occupée illégalement par Israël.

La réunion des chefs de diplomatie des pays membres

de l'UE, intervient au moment où les Palestiniens commémoreraient le 72e anniversaire de la Nakba.

La "Nakba" désigne la "catastrophe" que fut pour les Palestiniens la création d'Israël en 1948 sur les trois quarts de la Palestine poussant plus de 760.000 Palestiniens, aujourd'hui plus de 5 millions avec leurs descendants, à se réfugier dans des pays voisins.

La catastrophe de la Nakba fut aussi la destruction entre 1947 et 1949, de plus de 500 villages palestiniens, dont le plus connu est Deir Yassine, avec ses 250 habitants massacrés par les forces d'occupation.

YÉMEN L'émissaire de l'ONU regrette la lenteur des négociations politiques

L'envoyé de l'ONU au Yémen, Martin Griffiths, a fait part de ses frustrations au Conseil de sécurité face aux lenteurs des négociations politiques alors que le pays est toujours confronté, au quotidien, aux hostilités et à la menace de la Covid-19.

"C'est frustrant", a reconnu jeudi l'Envoyé spécial des Nations Unies pour le Yémen alors que le pays n'est pas épargné par la pandémie de Covid-19, ni par ses conséquences socio-économiques mondiales.

Mais il a émis l'espoir de pouvoir montrer aux membres de l'organe onusien chargé de la paix et de la sécurité internationale "que la fin des combats au Yémen est à portée de main".

"Les Nations Unies ont fourni une feuille de route. Il appartient à ceux qui disposent des armes et du pouvoir de prendre les décisions pour la faire réussir", a dit M. Griffiths aux 15 membres du Conseil.

Suite à l'appel à un cessez-le-feu mondial du Secrétaire général de l'ONU, son Envoyé spécial s'est engagé dans d'intenses négociations avec les parties au conflit au Yémen, s'efforçant de trouver des points de convergences entre elles et de proposer des compromis.

La dernière version des propositions faites par l'ONU était un "ensemble équilibré et réaliste", a estimé M. Griffiths. "Nous avons constaté des progrès importants dans ces négociations, en particulier en



ce qui concerne le cessez-le-feu. C'est l'élément le plus important.

Il répond directement aux appels du peuple yéménite, qui a désespérément besoin de calme pour retourner dans sa vie", a-t-il dit.

Mais le cessez-le-feu à lui seul ne suffit pas, souligne l'envoyé onusien, précisant que des divergences persistent sur le volet humanitaire et économique.

Les mesures socioéconomiques de tout accord sont nécessaire pour aider le Yémen à affronter la crise du Covid-19, insiste M. Griffiths. Nul ne sait vraiment le taux d'infection réel, vu le faible nombre de tests.

Autre point de discordance entre les parties,

la question de la libération des prisonniers qui n'est pas mise en oeuvre. M. Griffiths estime toutefois que le gouvernement yéménite et les Houthis se sont engagés de façon "constructive, sérieuse et positive" sur les propositions faites par l'ONU.

"Mais le peuple du Yémen a le droit de se sentir frustré par le rythme lent des négociations. Nous espérons que ces négociations se concluront bientôt sur un succès", a-t-il dit.

Car sur le plan militaire, la situation au Yémen demeure extrêmement préoccupante.

Les hostilités se poursuivent à Marib et des combats intenses ont eu lieu dans les gouvernorats d'Al-Bayda et d'Al-Dali. A Hodeïda, les violations du cessez-le-feu continuent. La situation dans le sud du pays est également extrêmement préoccupante où M. Griffiths craint qu'une "tempête parfaite soit sur le point de fermenter".

"Le résultat à venir est dans les mains des parties", a dit M. Griffiths. "Et ce Conseil (de sécurité) a un rôle vital à jouer pour les soutenir, et de façon plus importante le peuple yéménite, sur le chemin vers la paix".

Depuis 2014, la guerre au Yémen oppose les rebelles Houthis qui contrôlent le nord du pays, dont la capitale Sanaa-- aux forces gouvernementales appuyées militairement depuis 2015 par une coalition arabe conduite par l'Arabie saoudite.

ETATS-UNIS Trump a licencié un inspecteur du gouvernement qui enquêtait sur Pompeo

Le président américain, Donald Trump, a licencié un inspecteur du gouvernement qui avait ouvert une enquête sur le secrétaire d'Etat Mike Pompeo, ont indiqué le Département d'Etat et un élu démocrate.

Le Département d'Etat a confirmé le licenciement de l'inspecteur général Steve Linick dans la nuit de vendredi à samedi, sans donner de raison, après que l'élu démocrate Eliot Engel, à la tête de la commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants, ait déclaré avoir appris que M. Linick avait ouvert une enquête sur Mike Pompeo.

"Le fait que M. Linick ait été licencié au milieu d'une telle enquête suggère fortement qu'il s'agit d'un acte de représailles illégal", a ajouté M. Engel.

Un assistant démocrate au Congrès, s'exprimant sous couvert d'anonymat, a déclaré que M. Linick enquêtait sur des plaintes selon lesquelles M. Pompeo aurait abusé des services d'une personne nommée par le pouvoir politique pour accomplir des tâches personnelles pour lui et son épouse.

Le chef de la diplomatie américaine voyage fréquemment dans le monde entier dans l'avion du gouvernement en compagnie de son épouse, Susan Pompeo, qui n'a aucun rôle officiel.

La présidente de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, a déclaré que M. Linick avait été "puni pour avoir honorablement rempli son devoir de protection de la Constitution et de notre sécurité nationale".

"Le président doit rompre avec cette habitude d'exercer des représailles et de se venger contre les fonctionnaires qui travaillent au service de la sécurité des Américains, en particulier en ces temps d'urgence mondiale", a ajouté Mme Pelosi.

Procureur de longue date, M. Linick a été nommé en 2013 par le prédécesseur de M. Trump, Barack Obama, pour superviser les 70 milliards de dollars que pèse la diplomatie américaine.

Selon un porte-parole du Département d'Etat, le nouvel inspecteur général sera Stephen Akard, un ancien assistant du vice-président Mike Pence. Depuis l'année dernière, M. Akard dirige le Bureau des missions étrangères du Département d'Etat qui s'occupe des relations avec les diplomates aux Etats-Unis.

Mike Pompeo, 56 ans, est un très proche collaborateur de Donald Trump entré en fonction le 26 avril 2018 pour succéder à Rex Tillerson qui entretenait des relations houleuses avec Donald Trump.

APS

CINÉMA

Les JCC 2020 auront lieu sans compétition officielle

Les 31^e Journées cinématographiques de Carthage (Jcc) auront lieu, "sans la compétition officielle", pour cause de pandémie du coronavirus, annonce un communiqué publié, mercredi, sur le site du festival.

Faisant part de sa décision de "reporter la compétition officielle" tout en gardant les inscriptions des films "ouvertes" pour toutes les catégories, le bureau directeur annonce que les films inscrits sur la plateforme des JCC "seront pris en considération pour la prochaine édition de 2021".

L'édition exceptionnelle de 2020, qui reste tributaire de l'évolution de la situation sanitaire mondiale, devrait se dérouler du 7 au 12 novembre prochains, et sera exclusivement réservée à "une sélection de films africains et arabes", primés et non primés, qui "ont marqué l'histoire de cette manifestation de 1966 à 2019", précisent les organisateurs.

Le comité directeur des Jcc présidé par Ridha Behi, évoque "une édition exceptionnelle pour une année exceptionnelle" en cette période de crise sanitaire et de confinement général en Tunisie comme dans la plupart des pays du monde.

Toutes les nouveautés concernant cette édition seront dévoilées ultérieurement, indique la même source.

Créées en 1966, les Jcc sont une manifestation cinématographique annuelle d'envergure régionale qui oeuvre à offrir une visibilité aux films du continent africain et des pays arabes, avec, depuis peu, une ouverture sur les cinémas du monde.

En 2019, l'acteur et réalisateur algérien Lyes Salem avait décroché le Prix du meilleur acteur pour son rôle dans le film "Abou Leila" d'Amine Sidi Boumediene.

Le salon du livre de Turin en version numérique

L'édition 2020 du Salon international du livre de Turin en Italie se tiendra exceptionnellement cette année en version numérique en se déplaçant chez le lecteur du monde entier, du 14 au 17 mai grâce à une diffusion en streaming et sur les réseaux sociaux, annoncent les organisateurs sur le site Internet de l'événement.

Avec cette version adaptée aux mesures de lutte et de prévention contre le coronavirus il est possible de suivre un riche programme d'événements en streaming et d'interagir avec les invités nationaux et internationaux qui ont répondu à l'appel via les canaux sociaux du salon (Facebook, Instagram, Twitter) et des chaînes de radio qui retransmettent tous les événements en direct.

Cette manifestation annonce 140 invités du monde entier et plus de 60 rencontres transmises sur les ondes et le net.

Organisée en collaboration avec 82 instituts culturels italiens dans le monde, ce salon vise à atteindre les lecteurs, étudiants de cours d'italien, amateurs de livres et de culture italienne de manière généralisée de partout dans le monde.

L'Italie gravement touchée par la pandémie souhaite "dépasser les frontières de l'urgence sanitaire et ouvrir au monde par la culture", indiquent les organisateurs.

APS

SITUATION DE L'ARTISTE

Seconde consultation internationale sur la situation de l'artiste aux temps des crises

C'est par un communiqué des services du Secrétariat d'État de la production culturelle que l'on a appris la tenue, hier de cet événement, organisé sous la présidence du Secrétaire d'État chargé de la production culturelle, Slim Dada, organisé e parallèlement à la célébration de la « Journée internationale du vivre ensemble en paix », instituée par l'Organisation des Nations Unies ONU en décembre 2017, à l'initiative de l'Algérie pour assurer la promotion de la paix et de la réconciliation au plan international. Cette fois-ci, la consultation inclura "des artistes algériens de renommée internationale dans les domaines des arts plastiques, les arts numériques, le cinéma, la chorégraphie, le design, le théâtre et le management culturel, et sera organisé en partenariat avec



l'UNESCO, à travers le mouvement culturel mondial « ResiliArt »", inidugent ces services. Tenues dans le cadre de la diversité culturelle, qui est un axe majeur de la politique de l'Unesco, qui encourage la diversité des expres-

sions culturelles dans le monde ces rencontres virtuelles évoquent « divers points liés à la Culture de paix, de partage, d'altérité et d'échange universel et pluriel en faveur des droits de l'artiste », selon la même source. Aux

côtés de Slim Dada, secrétaire d'État à la production culturelle et aussi musicologie, prendront part à cette seconde édition des artistes homme de lettre et de culture ainsi que des entrepreneurs culturels.

PRODUCTION AUDIOVISUELLE

"Dechra", une œuvre amateur sur les réseaux sociaux

"Dechra", une série humoristique produite par des jeunes cinéastes amateurs de Grarem Gouga (Mila) et diffusée depuis le début du ramadhan sur les réseaux sociaux, a réussi à fidéliser une large audience.

Selon le réalisateur et le scénariste de cette série, Fateh Mezhoud, l'œuvre malgré sa simplicité a eu bonne cote auprès des utilisateurs des réseaux Facebook et Youtube de Mila, de Jijel et de plusieurs autres wilayas et même auprès de la communauté nationale à l'étranger avec un total de plus de 200.000 vues pour chaque épisode.

Huit (8) épisodes ont été diffusés à ce jour, selon la même source qui a indiqué que la série suscite quotidiennement des réactions positives des fans. L'accent dialectale propre aux localités du Nord de Mila et des localités voisines de Jijel sciemment utilisés par les jeunes comédiens a été un facteur

de succès de la série en rappelant aux auditeurs la série Inspecteur Tahar du défunt Hadj Abderrahmane, a ajouté Fateh.

Ce choix linguistique qui permet de valoriser un élément de l'histoire et du patrimoine est en outre en adéquation avec les sites de tournages qui sont des campagnes des communes de Grarem Gouga et Hamala (Mila) et de Sidi Maarouf (Jijel), a soutenu le jeune réalisateur. "Au début, nous n'avions pas l'intention de réaliser plusieurs épisodes et nous avons même été très surpris par la large audience qui nous a amenés à relever le défi de produire d'autres épisodes en tentant



d'y incruster une certaine chronologie dans les événements", a-t-il dit.

La conjoncture sanitaire qui a imposé à la majorité des gens de rester chez eux a contribué certainement à augmenter l'audience de la série qui, à son tour, contribue à divertir les gens durant le confinement, est-il relevé.

BATNA

Mohamed Benmedouar, le guide touristique et la mémoire des balcons de Ghoufi n'est plus

Le plus célèbre des guides touristiques des balcons de Ghoufi dans la commune de Ghessira (Batna), Mohamed Benmadouar est décédé dans la nuit de jeudi à l'hôpital d'Arris, à l'âge de 65 ans suite à une crise cardiaque, a appris l'APS, vendredi auprès de sa famille.

Surnommé Harouda, Benmadouar était considéré comme la mémoire vivante du site Ghoufi et ses balcons,

Aït Mimoune, Aït Mansour, Aït Yahia et Aït Slimane et leur architecture typiquement berbère. Né le 14 août 1955 à Thachantourt à Adar N'tasilt, à Kef Laârous dans la commune de Ghessira, Benmadouar que les professionnels du tourisme appellent "l'encyclopédie de Ghessira" a consacré sa vie à faire connaître aux visiteurs nationaux et étrangers le site de Ghoufi, son histoire et sa

particularité. Le défunt a également créé une association locale culturelle et touristique à travers laquelle il a œuvré à promouvoir le tourisme à Ghoufi, encourageant les artisans locaux à relancer les métiers artisanaux, la poterie et le tissage des tapis notamment. Beaucoup d'internautes de Ghessira et T'kout ont salué sur les réseaux sociaux, à l'annonce de la mort de Benmedouar,

l'enfant de la région, le guide de Ghoufi et le passionné de l'histoire des Aurès. Le défunt était également le guide de l'APS, pendant de nombreuses années en l'accompagnant dans ses enquêtes sur terrain pour découvrir la région de Ghassira, les balcons de Ghoufi et les petits villages des alentours jusqu'à Kef Laârous. Le défunt sera inhumé à son village natal à Kef Laârous à Ghessira.

ALLEMAGNE

Décès du célèbre dramaturge Hochhuth

Le dramaturge et écrivain allemand Rolf Hochhuth est décédé mercredi à l'âge de 89 ans, ont annoncé jeudi des médias allemands.

M. Hochhuth s'était fait connaître en 1963 en dénonçant dans le "Vicaire" le silence au sujet des crimes du nazisme. Né le 1^{er} avril 1931, M. Hochhuth a grandi en Hesse, dans le centre de l'Allemagne.

Les crimes nazis étaient devenus le centre de son oeuvre. "Vicaire", qui

avait inspiré en 2002 le film "Amen" de Costa-Gavras, avait suscité des manifestations devant les théâtres où il était représenté.

Dans les années 70, il publie le roman "Un amour en Allemagne" qui décrit l'histoire d'amour entre un Allemand et un prisonnier de guerre polonais durant la Seconde guerre mondiale.

En 2004, M. Hochhuth avait fait à nouveau scandale avec une pièce de théâtre, "McKinsey arrive", qui prend

les patrons en ligne de mire et cherche, selon des organisations patronales, à cautionner l'assassinat comme moyen d'action politique.

En cinq actes, l'écrivain s'attaquait à la "dictature de l'économie mondiale" et aux licenciements de masse dans le cadre des "restructurations" préconisées aux grands patrons par le s puissants consultants privés, d'où le titre inspiré de la multinationale de conseil en entreprise McKinsey.

PIRATAGE INFORMATIQUE Russie : Lavrov nie l'existence de preuves de piratage russe qui aurait ciblé le Parlement allemand en 2015

Le ministre des Affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov, a déclaré qu'"aucun fait concret" ne prouve l'existence de tentatives de piratage russes qui auraient visé le Parlement allemand en 2015, ont rapporté vendredi des médias.

"Cinq ans sont passés. Mais aucun fait concret (appuyant la thèse d'un piratage russe) n'a été fourni", a affirmé le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov dans un entretien avec le média russe RBK. La Chancelière allemande Angela Merkel avait déclaré mercredi avoir des "preuves" de tentatives "scandaleuses" de piratage russes, faisant référence à des cyber-attaques ayant visé en 2015 la chambre des députés et la chancellerie.

Celle du Bundestag (parlement allemand) avait été attribuée au GRU, le renseignement militaire russe.

Des hackers s'étaient procurés, en parallèle de cette cyber-attaque, selon des médias allemands, des données personnelles sur une messagerie de la chancellerie sur la période allant de 2012 à 2015.

"Il n'y a aucun fait témoignant contre la Russie", a insisté de son côté M. Lavrov vendredi. Cette affaire avait provoqué des tensions entre l'Alle-

magne et la Russie: deux membres de l'ambassade russe, auxquels le gouvernement allemand reprochait de ne pas "coopérer" à l'enquête, avaient dû quitter le territoire allemand le 4 décembre 2019.

FRANCE — Une loi pour mieux lutter contre la haine sur internet

L'Assemblée nationale française a définitivement adopté mercredi la proposition de loi "visant à lutter contre les contenus haineux sur internet", qui prévoit notamment la création d'un parquet dédié et des sanctions contre les géants du secteur. Alors que la France sort de deux mois de confinement lié à l'épidémie de coronavirus, période propice à une suractivité sur les réseaux sociaux, le gouvernement a souligné l'importance d'une régulation en la matière. "Pendant ces deux mois, la haine a augmenté sur fond de complotisme, d'antisémitisme, de xénophobie et

d'homophobie. Ce fléau a contribué à renforcer le sentiment d'isolement de certaines victimes, tandis que les auteurs de ces contenus haineux se sentaient toujours, et plus que jamais, intouchables", a déclaré dans l'hémicycle le secrétaire d'Etat chargé du Numérique, Cédric O. La ministre de la Justice, Nicole Belloubet, a elle aussi émis le souhait que ce texte, qui inquiète les défenseurs des libertés individuelles, contribue à faire ralentir le débit du flot de haine en ligne. "Quiconque sait qu'il devra, avec une probabilité élevée, répondre de ses actes, réfléchit bien sou-

vent à deux fois avant de franchir la ligne rouge", a-t-elle dit. La proposition de loi requiert la coopération des leaders du secteur qui sont notamment Facebook, Twitter et YouTube. Les sites auront 24 heures pour supprimer les messages "manifestement illicites". Le retrait devra se faire dans l'heure pour les contenus à caractère terroriste et pédopornographique. En cas de manquement, une sanction administrative d'un montant maximum de 4% du chiffre d'affaires mondial des plateformes pourra être prononcée par le Conseil supérieur de l'audiovisuel. Le texte prévoit

de simplifier les procédures de signalement des contenus haineux via l'instauration d'un bouton unique. Sont aussi annoncés la création d'un parquet numérique spécialisé et d'un observatoire de la haine en ligne. "Pour une large partie, ces obligations seront inapplicables et inutiles", a estimé lundi dans un communiqué l'association de défense des libertés individuelles sur internet Quadrature du Net (QDN), pour qui le législateur aurait dû cibler "le modèle économique des géants du Web". La QDN juge en outre "irréaliste" le retrait en une heure de certains contenus.



RECHERCHE SCIENTIFIQUE — L'OMS va lancer une banque de partage scientifique sur le nouveau coronavirus

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) va lancer une plateforme de partage de données et de licences de droits de propriété intellectuelle pour assurer l'accès du plus grand nombre aux découvertes médicales et technologiques réalisées dans la lutte contre le nouveau coronavirus, a annoncé vendredi son directeur général.

Avec les présidents du Costa-Rica, Carlos Alvarado, et du Chili, Sebastian Piñera, Tedros Adhanom Ghebreyesus a appelé un maximum de pays et d'acteurs de la recherche à participer de façon "volontaire" à la création de cette plateforme coopérative.

Il s'agit selon eux de mettre sur pied "une banque de données de technologie médicale pour des vaccins, des médicaments, des diagnostics et tout autre instrument" de lutte contre la maladie Covid-19 qui a fait plus de 300.000 morts depuis son apparition en Chine fin 2019.

Sur cette plateforme pourront être partagés gratuitement "de la connaissance, des données et des droits de propriété intellectuelle sur des instruments existants ou nouveaux", ont-il précisé.

"Dans ces circonstances extraordinaires nous devons libérer la pleine puissance de la science, pour apporter des innovations évolutives, utilisables et qui profitent à tous, partout, en même temps", a déclaré Tedros Adhanom Ghebreyesus, lors d'une conférence de presse virtuelle.

L'OMS, l'ONU, les ONG humanitaires et un certain nombre de pays pauvres ou en développement s'inquiètent depuis le début de la pandémie des risques d'inégalité dans l'accès aux futurs vaccins ou traitements alors que les Etats les plus riches cherchent d'ores et déjà



à s'assurer un approvisionnement prioritaire.

Plus de 100 projets ont été lancés dans le monde et une dizaine d'essais cliniques sont en cours pour tenter de trouver un remède contre la maladie.

Les enjeux financiers potentiels sont colossaux et plusieurs grands groupes pharmaceutiques sont entrés dans une course contre la montre avec l'espoir d'être le premier à mettre un vaccin sur le marché.

Le géant pharmaceutique français Sanofi a provoqué l'indignation cette semaine en Europe en annonçant qu'il distribuerait un éventuel vaccin en priorité aux Etats-Unis, qui ont investi 30 millions de dollars pour soutenir ses recherches.

Cette inégalité dans l'accès s'est déjà rencontrée à l'occasion de précédentes épidémies, comme au début de l'épidémie de HIV et de celle du H1N1 en 2009.

"Les modèles classiques du marché ne peuvent suffire à satisfaire les besoins de la planète entière. La solidarité dans les pays et entre les pays avec le secteur privé est essentielle", a martelé M. Tedros vendredi.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE STIF

DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS

NIF : 060219015002263

Tel : 036/62/16/48

CITE ADMINISTRATION T'BINET SETIF

AVIS DE PROROGATION DE DELAI D'UN

AVIS D'APPEL D'OFFRE OUVERT

AVEC EXIGENCE DES CAPACITES MINIMALES

N° 036/2020

La Direction des équipements publics de la wilaya de Stif informe les ENTREPRISES intéressées par l'avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence des capacités minimales N° 036/2020 paru au quotidien national EL MOHTARIF en date du 27/04/2020 et quotidien DK NEWS en date du 28/04/2020 pour projet:

REALISATION D'UNE ECOLE PRIMAIRE TYPE DI A AIN OULMIENE

LOT 01: BLOC PEDAGOGIQUE + BLOC ADMINISTRATION + EQUIPEMENT CHAUFFAGE CENTRALE + EQUIPEMENT BACHE A EAU + LOCAUX TECHNIQUES + LOGEMENTS DE FONCTION

LOT02: CONTINE SCOLAIRE

LOT03: TRAVAUX RESEAUX DIVERS + ELCLAIRAGE PUBLIC + MUR EXTERIEUR

Le délai de préparation des offres est prorogé e (07) sept jours à compter du : 18/05/2020 jusqu'au : 24/05/2020.

Les autres conditions de l'appel d'offre demeurent inchangées

DK NEWS

Anep : 2025001923 du 17/05/2020

Programme de la soirée

TF1 21:05

After Earth



Mille ans après l'évacuation de la Terre, l'humanité vit sur Nova Prime, protégée par les rangers. Le plus valeureux d'entre eux, Cypher Raige, rentre de mission pour apprendre que son jeune fils, Kitai, a échoué à devenir un ranger à son tour. Pour renouer avec l'adolescent, affecté, il l'emmène avec lui en mission. Mais leur vaisseau, endommagé, s'écrase sur la Terre. Cypher, blessé, ne peut en sortir. Il charge alors Kitai de partir à la recherche d'une balise de détresse, qui s'est écrasée très loin d'eux.

france 2 21:05

Ce qui nous lie



Jean revient dans sa Bourgogne natale après dix ans passés à faire le tour du monde. Viticulteur en Australie, où il a femme et enfant, le jeune homme a tout laissé pour rentrer en France, voir son père, gravement malade. Il retrouve également sa soeur Juliette et son frère, Jérémie, qui travaillent avec le fidèle Marcel dans l'exploitation familiale. Alors que les vendanges approchent, Juliette ne cache pas sa joie de retrouver Jean. Mais Jérémie, jeune papa, lui en veut toujours d'être parti sur un coup de tête et de ne plus jamais avoir donné de nouvelles.

france 3 21:05

Commissaire Dupin



Sophie Bandol, une comédienne à la retraite, découvre le corps sans vie de l'Ecosais Ryan McKenzie, un grossiste en fruits de mer. Sur la scène supposée du crime, le commissaire Dupin récupère une chaînette avec un pendentif représentant un symbole druidique. Peu avant sa disparition, la victime s'était rendue chez un ostréiculteur, Baptiste Kolenc. Louann, sa fille, raconte que leur visiteur s'était battu la veille au soir avec un certain Pierre Delsard lors d'une fête. Puis la dépouille d'un autre Ecosais, Seamus Smith, est retrouvée sous un pont.

CANAL+ 20:05

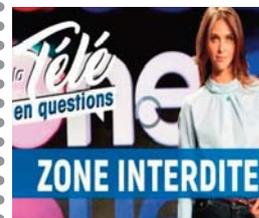
Hostiles



En 1892, le taciturne capitaine Blocker est chargé de convoier un chef cheyenne emprisonné jusqu'aux terres de ses ancêtres, pour qu'il puisse y mourir en paix. Blocker a beaucoup de mal à accepter la situation, car il a participé aux guerres indiennes et considère le chef Yellow Hawk comme un ennemi. En route, Blocker et ses hommes tombent sur Rosalie, une femme qui semble avoir perdu la tête depuis que sa femme a été incendiée, et que sa famille a été massacrée par des Comanches. Décidé à l'accompagner jusqu'à une ville où elle pourra se réfugier, Blocker lui donne un cheval.

6 21:05

Zone interdite



Rénovation du sol au plafond, ouverture d'hôtel, nouvelles attractions : pour fêter ses 30 ans, le Parc Astérix a mis les petits plats dans les grands. Pour les équipes, le challenge est de taille. En première ligne, le directeur, Sébastien, 49 ans, un homme exigeant formé notamment au Puy du Fou. Ici, il est sur tous les fronts, entre les bugs de la nouveauté 4D "Attention menhir" ou les pannes sur certains de ses attractions, il doit en plus gérer l'arrivée d'une kyrielle de VIP : Sophie Thalmann, Philippe Candeloro, Benjamin Castaldi ou Arnaud Ducret. Il peut compter sur Yun, une chorégraphe sud-coréenne. Cette spécialiste des arts mariaux va devoir orchestrer une bagarre mémorable entre Romains et Gaulois dans les arènes du parc.

Jeux

Samourai-Sudoku n°2465

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.

5		6			8	2		
6			7		3			
	3			9				
	3					1		
	6				9			
8				5				
		9			1			
	6		1		4			
1	7			5		3		

6			5				7	3
2				8			1	
	3				2			
		1						4
		4					2	
		8					9	
				6				9
					6		3	
							7	
								6

2		4			9	8		4	5		1			8	2
7			8		5		9			2		5		9	
	6			5						1			4		
		1								5					4
	8					7								3	
6				4						6				1	
			9			5									
		7		3											9
8	5			1											7

6			5				7	3
2				8			1	
	3				2			
		1						4
		4					2	
		8					9	
				6				9
					6		3	
							7	
								6

5		6			8	2		
6			7		3			
	3			9				
	3					1		
	6				9			
8				5				
		9			1			
	6		1		4			
1	7			5		3		

Horizontalement:
Verticalement:

- 1 - Echassier brasseur de galets
 - 2 - Quitter la collectivité - Ni vous, ni nous
 - 3 - Blanchies par le temps - Il peut nous faire rêver
 - 4 - Soupe - Endommageras
 - 5 - But de croisière - Prise d'eau - Parcours
 - 6 - Phase de satellite - Glorifiera
 - 7 - Estomac en version originale - Elimine - On arrose son premier
 - 8 - Subtilités de langage
 - 9 - Donc bien appris - Envahit - Elle met les caractères bien en vue
 - 10 - Fraise - Rêves de quinziste
- A - Nerveuse
B - Blé du milieu - Rayons bronzants
C - Travaille dur - Symbole de société
D - Violente envie - Parties ardentes
E - Dit le contraire - Poisse
F - Faire prendre un ordinateur pour un autre - On l'entend comme un do
G - Il vous montre le poids des mots
H - Ancienns mais toujours mauvais conseils - Trou de contrebasse
I - Prête à galoper
J - Ile atlantique - Zone de rudes combats - Se couvert d'humidité
K - Fit preuve de finesse - Bruyant coup de baguettes - Négation
L - Réelles

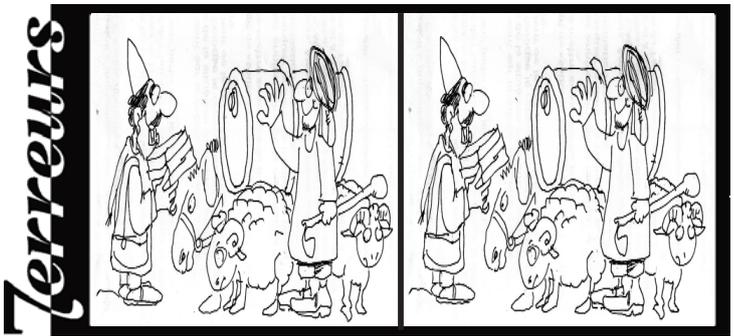
"La démocratie c'est la liberté de dire qu'on en manque."

Grégoire Lacroix



Mots croisés n°2465

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												



Mots fléchés géants de force 1 à 3 n°1165

presque toujours pas obligatoire	capables de procréer	collège anglais ex-unité italienne	soustrait donner l'alarme	haqard	désiré	mesures de troncs course d'obstacle
					vieux service arrivera au rivage	
bricole				erreur		
boite à munitions			décaper	hommes de main		
			mal reçue	piet-de-veau		
fait feu			donne la liste			
on la dit têtue		os de l'oreille préposition			écrit après	
					troublée	
domaine de Hamlet la joie du stade					faute juridique ver parasite	morceau d'écorce
		forcerez à l'excès				
		diviser				
déchiffrés		personnel		deviendra support de fleur		très importantes
vendirent		attaque rapide			astrologues résuisais en poudre	
s'exprime confusément	quittera les lieux genre de polypier				orient	
					fera parvenir	
			troublée par l'âge chef d'état			
point cardinal			réplique			
cheminés			strophe de poésie			boite à votes
			direction		arrivé	
			recueil pour rire		huppottise	
moi chez le psy	nantie					tour abrégé
	sinque d'Asie					devinette
		jeunes filles ne trouva pas			rognon espèces suédoises	
absurdes					parée	
trou du moulin					partie du squelette	
				matière de récif propulsée		vieux bison
		cri d'effort				
marqua d'un signe	de nuit elle est longue le cuivre		début de compte		répandre	bonne colle article de souk
dites délicatement					blesse	

Solution

Sudoku n°2465

6	1	9	6	3	4	7	8	2
6	8	4	1	7	2	3	5	9
2	3	7	5	8	9	1	4	6
4	9	3	7	5	8	6	2	1
7	6	5	3	2	1	4	9	8
8	2	1	4	9	6	5	3	7
3	4	2	9	6	7	8	1	5
9	5	6	8	1	3	2	7	4
1	7	8	2	4	5	9	6	3
3	5	9	4	8	6	7	2	1
4	8	7	1	2	3	6	9	5
2	3	5	4	6	7	1	9	8
7	9	4	1	8	2	5	3	6
1	6	8	3	9	6	7	4	2
3	5	9	4	8	6	7	2	1
9	4	1	7	2	3	6	8	5
5	8	2	6	1	4	9	7	3
6	7	3	8	5	9	4	2	1
3	1	6	9	7	8	2	5	4
4	2	7	5	3	6	8	1	9
8	5	9	2	4	1	3	6	7

Mots Croisés n°2465

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1	T	O	U	R	N	E	P	I	E	R	R	E
2	E	S	S	A	I	M	E	R		E	U	X
3	N	E	I	G	E	U	S	E	S		S	I
4	D	I	N	E		L	E	S	E	R	A	S
5	I	L	E		G	E	L		L	U		T
6	N	L		A	U	R	E	O	L	E	R	A
7	U	E	S	T	I	T	U	E		A	N	
8	E		A	R	G	U	T	I	E	S		T
9	S	U		E	N	T	R	E		U	N	E
10	E	V	A	S	E		E	S	S	A	I	S

Grille géante n°1165

.	H	A	C	P	E	O	I	F	V	.
F	B	L	I	N	A	T	A	F	A	B
G	I	B	E	R	E	A	B	A	B	O
M	T	I	R	E	E	R	E	A	B	O
M	L	S	E	N	E	R	E	D	D	E
O	L	A	S	S	U	R	E	M	A	R
C	E	D	E	R	S	E	M	E	N	T
B	E	G	M	P	A	I	R	E	A	T
A	T	R	E	S	T	R	E	A	T	O
E	G	O	R	A	T	I	F	A	S	E
I	B	E	S	A	N	A	S	C	O	O
A	B	O	C	H	A	N	C	E	S	E
C	O	C	H	A	N	C	E	S	E	L

TENNIS-SERBIE

Le Serbe Djokovic croit pouvoir battre le record de victoires en Grand Chelem

Record de victoires en Grand Chelem, record de longévité à la première place du classement mondial, Novak Djokovic a encore de grandes ambitions, comme il l'a confié dans une émission de télévision américaine.

"Je pense que j'ai toujours des choses à faire dans ce sport. Je crois que je peux gagner plus de Grands Chelems et battre le record de longévité en tant que N.1 mondial. Ce sont mes objectifs", a-t-il expliqué dans l'émission "In Depth with Graham Bensinger" diffusée jeudi.

Djokovic affiche à son palmarès 17 titres du Grand Chelem et se situe donc à trois longueurs du Suisse Roger Federer (20), talonné lui-même par son grand rival espagnol Rafael Nadal (19).

Le Serbe a passé un total de 282 semaines sur le trône du tennis mondial et n'est plus qu'à quelques encablures du record de Federer (310 semaines). L'optimisme de "Djoko" est nourri par l'âge avancé de Federer qui aura 39 ans en août, tandis que le Serbe aura 33 ans le 22 mai, soit un an de moins que Nadal. D'autant que le vainqueur de l'Open d'Australie 2020 se voit jouer jusqu'à ses 40 ans.

"Je ne crois pas aux limites. Je veux jouer longtemps (...). Je ne serai plus capable de jouer avec cette intensité sur autant de tournois avec autant de voyages pendant longtemps. Je jouerai peut-être encore à 40 ans, mais je me concentrerai plus sur les plus gros tournois et ceux qui sont les plus importants pour moi", a confié Djokovic.

HANDI-BASKET (MONDIAUX-2026)

Lancement de la procédure de candidature pour l'organisation de l'événement

La Fédération internationale de basketball en fauteuil roulant (IWFB) a annoncé le lancement officiel de l'opération de candidature pour l'organisation de l'édition 2026 des Championnats du monde de handi-basket (messieurs et dames).

"L'IWFB a ouvert, officiellement, la procédure de candidature pour accueillir les Mondiaux (messieurs et dames) de l'année 2026", a indiqué l'instance internationale sur son site officiel, invitant les Fédérations nationales de handi-basket à soumettre leurs demandes à l'instance.

L'instance internationale a précisé que les candidatures peuvent être formulées pour les deux tournois (messieurs et dames), ou pour l'un d'entre eux, selon l'intérêt du pays candidat. Les championnats du monde de handi-basket dont la dernière édition (13e) s'est déroulée à Hambourg en Allemagne en 2018, se tiennent chaque quatre années, depuis 1973. L'Algérie chez les messieurs a pris part à deux éditions: la 11e à Birmingham (Angleterre/2010) et à la 12e à Incheon en Corée en 2014, et à chaque fois la sélection nationale avait terminé à la 16e et dernière position.

Chez les dames, la sélection algérienne avait participé à la dernière édition (2018) à Birmingham terminant à la 12e et dernière place. Le championnat du monde handi-basket (messieurs) regroupe seize (16) pays dont le champion d'Afrique en titre, et douze (12) équipes en dames dont la championne d'Afrique.

NATATION / ALGÉRIE

Il faut commencer à préparer la nouvelle saison le plus tôt possible

La décision de mettre fin à la saison sportive 2019-2020 de natation a incité certains techniciens de la discipline à "anticiper la préparation de la saison suivante", en appelant dès maintenant à élaborer un plan de travail dans cette perspective, en prenant compte les nageurs d'élite.

La décision de mettre fin à la saison en cours a été prise par le Bureau fédéral mercredi, après que l'Etat ait annoncé un prolongement du confinement jusqu'au 29 mai courant.

Un arrêt qui concerne toutes les compétitions nationales, en bassin, eau libre et water-polo.

"Si la décision de mettre fin à la saison a été prise pour d'autres considérations, j'aurais été très déçu.

Mais puisqu'il s'agit d'une mesure préventive contre le coronavirus, je ne peux qu'y adhérer" a déclaré à l'APS le sélectionneur national, Anouar Boutebina, en insistant cependant sur le nécessité de penser dès maintenant à l'avenir.

"Je pense qu'on doit vite élaborer une stratégie, pour assurer une bonne reprise à nos athlètes, particulièrement ceux de l'élite nationale, qui après la fin du confinement auront besoin d'au moins huit semaines de préparation, pour retrouver leur meilleur niveau.

La Fédération doit donc penser et travailler intelligemment pour bien les accompagner".

De son côté, l'entraîneur du Groupement Sportif des Pétroliers, Mohamed Galdem a considéré qu'"il aurait peut-être été plus judicieux



de temporiser un peu avant de prendre cette décision radicale de mettre carrément fin à la saison, car les choses auraient peut-être évolué positivement au cours des prochains jours permettant ainsi de reprendre les entraînements et la compétition" a-t-il espéré.

Le coach du GSP a cité l'exemple de plusieurs autres fédérations sportives, en Algérie et à l'étranger, qui ont évité de s'aventurer un peu trop vite à annoncer une fin de saison prématurée, car l'espoir d'une reprise est encore permis.

"On aurait pu, tout au moins, ne pas se montrer aussi catégorique, en procédant à l'arrêt de toutes les compétitions.

A mon avis, on aurait pu mettre fin aux compétitions des jeunes catégories, en maintenant les Championnats "Open", car ils pour-

raient très bien se dérouler en août ou en septembre, si les choses rentrent dans l'ordre par rapport à la pandémie du nouveau coronavirus" a-t-il suggéré.

L'ancien nageur du Club "Sahel Nautique d'El Biar" a incité au passage les différents acteurs de la discipline à "se tenir prêts", pour reprendre le travail dès que l'Etat annoncera la fin du confinement et le retour progressif à la vie normale.

Selon lui, la natation algérienne a déjà perdu plus de deux mois, et il faudra les rattraper.

Ouverture des bassins pour les nageurs internationaux durant le confinement

Concernant les nageurs des différentes sélections nationales concernés par les compétitions internationales, Anouar Boutebina,

qui est également entraîneur du club de Ain Turc (Oran), a exigé leur prise en charge.

"Suite à l'arrêt définitif de la saison à cause des mesures de confinement, la Fédération devrait faciliter le retour des nageurs internationaux vers les bassins, même si de nombreux nageurs ont continué de s'entraîner à la maison, ou dans les eaux libre (mer), mais ça reste insuffisant", a-t-il assuré. Dans le même sillage, Mohamed Galdem, a suggéré l'ouverture des bassins aux nageurs internationaux durant le confinement, afin qu'ils puissent garder la forme en vue des prochaines compétitions internationales, notamment celles prévues en début de saison. La Fédération algérienne de natation (FAN) a été la 1ère instance sportive nationale à mettre fin à la saison sportive 2019-2020, suite à la prolongation du confinement sanitaire jusqu'au 29 mai en raison de la pandémie du COVID-19. Concernant les nageurs d'élite, "l'instance fédérale fera le nécessaire en collaboration avec la commission médicale fédérale pour faciliter l'accès aux différents bassins, tout en assurant les mesures sanitaires strictes pour lutter contre le COVID-19", avait promis la FAN.

TAEKWONDO

Le Championnat national de Poomsee du 21 mai au 29 juin

Le Championnat national 2020 de taekwondo, spécialité Poomsee, se déroulera du 21 mai au 29 juin "à partir de chez-soi", en raison de la pandémie du nouveau coronavirus, a-t-on appris samedi auprès de la Fédération algérienne de la discipline.

S'agissant en effet d'une compétition "Kata", les athlètes n'auront pas besoin de défier un adversaire direct, mais juste à réaliser un vidéo, chez-eux, qu'ils transmettront par la suite à la Fédération, où des arbitres se chargeront de l'évaluer et de lui attribuer une note.

"Les résultats seront dévoilés le 4 juillet prochain.

Les quatre premiers, dans chaque

catégorie d'âge, auront droit à des médailles alors que les athlètes classés entre la 5e et la 8e place se verront attribuer des diplômes d'encouragement", a-t-on encore appris de même source.

Huit catégories d'âge (messieurs et dames) seront engagées dans cette compétition, à savoir : Benjamins (9-10 ans), Minimes (11-12 ans), Cadets (13-14 ans), Juniors (15-17 ans), Seniors I (18-30 ans), Seniors II (31-40 ans), Master I (41-50 ans) et Master II (51 ans et plus).

Les vétérans des Masters I et II seront les premiers à présenter leurs vidéos d'exhibition, du 21 au 25 mai.

Puis ce sera au tour des Seniors (I

et II), qui concourront du 28 au 31 du même mois avant de laisser place aux Juniors qui, eux, devront présenter leurs vidéos entre le 4 et le 7 juin.

Puis ce sera au tour des Cadets de faire leur entrée en lice, du 11 au 15 juin, avant de laisser place aux Minimes et aux Benjamins, respectivement du 18 au 21 juin et du 25 au 29 juin.

"Le dernier délai pour confirmer les engagements a été fixé au 20 mai courant et les athlètes devront le faire au nom de leur club", a encore expliqué la Fédération concernant les règles de participation à cette compétition, qui se déroulera entièrement à distance, en raison de la pandémie de COVID-19.

FORMULE 1

Le Grand Prix de Belgique pourra se tenir à huis clos

Le GP de Belgique de Formule 1 pourra se tenir à huis clos le 30 août sur le circuit de Spa-Francorchamps, malgré l'interdiction des événements de masse jusqu'au 31 août dans le pays en raison de la pandémie de Covid-19, ont annoncé les autorités locales vendredi.

Le ministre-président wallon Elio Di Rupo a indiqué que le Grand Prix pouvait "se tenir à huis clos, ainsi

que tous les entraînements préalables nécessaires".

Cette mesure n'est valable "qu'à condition de respecter strictement les mesures de distanciation entre personnes et les mesures d'hygiène et sanitaires", précise-t-il dans un communiqué.

Maintenant que les autorités belges ont donné leur accord, Spa Grand Prix, organisateur de l'événement, va devoir négocier avec Li-

berty Media, chargé de la promotion mondiale de la F1, pour couvrir le manque à gagner que va entraîner l'absence des spectateurs (selon l'agence de presse Belga, près de 165.000 billets avaient été vendus).

Si aucune date de reprise n'a été officialisée par les instances dirigeantes de la catégorie reine du sport automobile, les plans prévoient un retour en piste en Au-

triche, sur le circuit de Spielberg, à huis clos le 5 juillet.

La crise du coronavirus a bouleversé complètement la saison de F1 qui aurait dû débuter le 15 mars.

Au total, les dix premiers Grands Prix ont été annulés (Australie, Monaco et France) ou reportés à une date indéfinie (Bahreïn, Chine, Vietnam, Pays-Bas, Espagne, Azerbaïdjan, Canada).

CAN-2019

Mbaye Niang : «L'Algérie a amplement mérité le titre

L'international sénégalais Mbaye Niang a reconnu que l'Algérie avait méritait son sacre lors de la dernière Coupe d'Afrique des Nations de football (CAN-2019), remportée en finale face au Sénégal (1-0).

"La finale, ils l'ont moins dominée mais ils ont fait un meilleur tournoi. Il ne faut pas être mauvais et dire qu'on était au-dessus de l'Algérie, j'entends plein de trucs", a indiqué Niang, sur Instagram avec BeIn Sport, ajoutant que "la finale tu la gagnes lors du premier match de poule. Eux ils ont mérité de gagner tout au long du tournoi".

Près de 10 mois après la défaite du Sénégal, l'attaquant de Rennes (Ligue 1 française), a tenu à dire des vérités sur cette finale, perdue, créant une situation très difficile à vivre pour les Lions de la Terraga.

Pour Niang (25 ans) cette finale perdue logiquement, est une leçon qui doit servir pour le futur. "Certains



prennent le football tellement à cœur qu'ils oublient que c'est un jeu. Il y a de très bons joueurs dans les deux équipes et il y aura sûrement un gagnant et un perdant lors d'une finale.

Après tu repenses à quelques scènes du match et même de la CAN et tu te dis qu'est-ce que tu n'as pas fait à un certain moment.

Mais tu te dis, tu as

perdu devant qui ? Et tu réalises qu'ils l'ont mérité", a tenu à souligner le buteur sénégalais, concluant que la finale doit booster l'équipe pour aller gagner la prochaine en 2021.

ALGÉRIE (CORONAVIRUS)

Damerdjji sceptique sur une éventuelle reprise du championnat

Le président de la commission médicale de la Fédération algérienne de football (FAF) Djamel Eddine Damerdjji, s'est montré vendredi sceptique quant à une éventuelle reprise de la Ligue 1, suspendue depuis miamars en raison de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19).

"Si nous voulons parler de la reprise de la compétition, il doit y avoir impérativement la levée du confinement, ce qui n'est pas le cas actuellement. Autre chose très importante, l'épidémie du virus doit disparaître, ce qui est difficile et nécessite un grand travail", a-t-il indiqué.

Pour discuter d'une éventuelle reprise de la saison, une réunion s'est

tenue dimanche dernier au siège du ministère de la Jeunesse et des Sports, en présence d'un représentant de la FAF, du président de la Ligue de football professionnel (LPF) Abdelkrim Medouar, ainsi que d'un représentant du Centre national de la médecine du Sport (CNMS).

Aucune décision n'a été prise sur une possible reprise du championnat. Tous les intervenants étaient unanimes à dire que tout sera tiré au clair après le déconfinement.

"Si les deux conditions citées plus haut seront réalisées, nous aurons donc besoin de beaucoup de temps.

Le dernier mot reviendra aux autorités", a-t-il ajouté sur les ondes

de la radio nationale. L'ensemble des championnats et manifestations sportives sont suspendus depuis le 16 mars en raison du Covid-19.

Selon le dernier bilan établi jeudi, l'Algérie a enregistré 6442 cas de contamination au coronavirus et 529 décès.

Avant la suspension du championnat de Ligue 1, le CR Belouizdad occupait la tête du classement avec 40 points, à trois longueurs de ses deux poursuivants directs l'ES Sétif et le MC Alger. Le Chabab et le "Doyen" comptent un match en moins. En Ligue 2, l'Olympique Médéa domine la compétition avec 42 points, à deux unités de son dauphin la JSM Skikda.

USM ORAN

Le Doyen des clubs oranais en quête de résurrection

Le Doyen des clubs oranais de football, l'USMO, est à la recherche de son lustre d'antan pour enclencher sa résurrection.

Ayant passé plusieurs années au purgatoire, il fonde ses espoirs sur l'enfant du club, Benyoucef Boudkhil, bien parti pour prendre sa présidence.

Certes, l'élection, début mars dernier de cet ancien joueur du MC Oran aussi et qui a fait les beaux jours de cette formation en compagnie de Cherif El Ouzzani, Meziane, Sebbah et d'autres, n'a pas été validée par la Direction locale de la jeunesse et des sports (DJS), mais pour Boudkhil, "ce n'est que partie remise".

"La DJS a formulé des réserves sur le mode d'élection, étant donné que l'opération s'est faite à main levée, vu que j'étais le seul candidat pour la présidence, alors que les règlements stipulent que le vote doit se faire par les urnes", précise-t-il.

En fait, l'ancien milieu de terrain des "Hammaraoua" n'a pas attendu la tenue de l'assemblée générale de l'USMO, l'un des plus vieux clubs du pays (fondé en 1926), pour afficher ses ambitions de l'aider à retrouver la place qui était la sienne avant de sombrer, puisqu'il s'est chargé de lancer la machine dès l'intersaison.

"C'est à l'USMO que j'ai fait mes premiers pas dans le football.

C'est dans ce club aussi que j'ai fait toutes mes classes avant de rejoindre le MCO.

C'est donc cette formation qui m'a permis de me forger un nom dans le monde du football, et à laquelle je me sens redevable, d'où l'engagement que j'ai pris sur moi de l'aider à retrouver son lustre d'antan", explique Boudkhil.

Il a également appelé les anciens joueurs de l'USMO à adhérer à sa démarche en lui prêtant main forte pour atteindre les objectifs qu'il a tracés.

En s'investissant avant même qu'il ne soit officiellement plébiscité à la tête du club, cet ancien joueur a déjà réussi son premier objectif, en évitant, de surcroît prématurément, la relégation à l'USMO.

Une dette envers le Doyen des clubs oranais

En effet, avant neuf journées de la clôture du championnat de la Régionale 1, gelé depuis deux mois à l'instar de toutes les autres activités sportives pour cause de pandémie de coronavirus, l'USMO occupe la sixième place au classement, tout en se mettant à l'abri de toute mauvaise surprise.

"L'USMO n'est pas à sa véritable place. Il s'agit quand même d'un club prestigieux qui a une grande histoire.

Mais la traversée du désert qu'il a entamée depuis quelques années a fini par l'envoyer jusqu'en Régionale 1", a-t-il expliqué.

"Les raisons sont multiples, ce qui m'a vraiment affecté. Du coup, je ne pouvais pas rester les bras croisés et assister à une mort programmée de l'USMO, c'est ce qui m'a poussé à m'impliquer depuis quelques mois, tout en fixant comme premier objectif de stopper l'hémorragie et éviter au club une nouvelle relégation", a-t-il encore dit.

La prochaine étape de Benyoucef Boudkhil, comme il a tenu lui-même à s'engager, sera de "monter une équipe compétitive en vue de réussir des accessions successives pour au moins atteindre le deuxième palier dans les prochaines années".

La feuille de route de l'intéressé comporte également "deux démarches importantes : récupérer les biens du club et le restructurer", a-t-il promis, tout en ambitionnant aussi de relancer les autres disciplines dissoutes, depuis plusieurs années, à l'image du handball, basket-ball et volley-ball. Le chemin s'annonce long et difficile, mais la volonté est bien là chez Benyoucef Boudkhil.

Son initiative est saluée par les observateurs à Oran surtout qu'elle dénote d'une "fidélité envers un patrimoine footballistique de la région qui mérite bien d'être prise comme modèle par tous les anciens joueurs dont les clubs sont menacés de disparition".

APS

CAN-2021 (CORONAVIRUS)

Le président de la Fécafoot évoque un possible report du tournoi

Le président de la Fédération camerounaise de football (Fécafoot) Seydou Mbombo Njoya, a lié le maintien de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021 prévue au Cameroun à sa date initiale (9 janvier-6 février), à la reprise des qualifications en septembre prochain.

"La CAN est prévue en janvier 2021, mais si nous n'arrivons pas à disputer les qualifications en sep-

tembre, il est fort probable que cette date soit repoussée", a indiqué le patron de la Fécafoot, cité vendredi par les médias locaux.

En raison de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19), la Confédération africaine de football (CAF) a reporté les qualifications de la CAN-2021 qui devaient se poursuivre en mars dernier (seules deux journées sur six ont été disputées, nldr), ainsi

que la phase finale du Championnat d'Afrique des nations CHAN-2020 au Cameroun, prévu initialement en avril.

"Aujourd'hui, personne n'est en mesure de dire qu'est-ce qui se passera dans les prochains jours, comment va évoluer la maladie.

Ce qui est certain c'est que, pour le CHAN, nous pensons qu'il est extrêmement compliqué, le per-

sonnel de la CAF est confiné, les transports aériens n'ont pas repris, les disparités des mesures sanitaires varient d'un Etat à un autre", a-t-il ajouté.

Si plusieurs figures du football africain plaident pour un "report" à l'image de l'ancien buteur camerounais Samuel Eto'o, d'autres refusent "d'y toucher" par manque de "créneaux libres".

LIGUE DES CHAMPIONS D'AFRIQUE (CORONAVIRUS)

Vers la délocalisation de la finale

La Confédération africaine de football (CAF), a lancé des consultations pour préparer un plan B dans l'objectif de trouver un stade pour abriter la finale de la Ligue des Champions africaine, prévue initialement au stade Japoma à Douala (Cameroun), rapporte vendredi le site Africa Top Sports.

"Suite à l'arrêt de la saison footballistique au Cameroun à cause de

la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19), ce pays semble de moins en moins apte à accueillir la finale dans son stade de Japoma.

Le Maroc et le Rwanda font maintenant office de grands favoris pour la réception de la finale", indique la même source.

Les finales de la Ligue des champions et de la Coupe de la confédération (CAF), programmées initiale-

ment en mai, ont été reportées sine die en raison de la propagation de Covid-19 dans le continent.

La ville portuaire camerounaise de Douala avait été choisie pour accueillir la finale de la Ligue des champions le 29 mai.

Quant à la finale de la Coupe de la confédération, elle devait se jouer le 24 mai au stade Prince Moulay Abdallah à Rabat (Maroc).

CHAMPIONNAT DE TUNISIE

La fédération veut imposer un quota de joueurs tunisiens

La Fédération tunisienne de football (FTF) serait en train de réfléchir à mettre en place une nouvelle règle qui imposera un minimum de cinq joueurs tunisiens par équipe durant les rencontres, selon le président de l'instance fédérale, Wadi El Jari.

Le premier responsable de la FTF a indiqué dans une déclaration à la Radio tunisienne IFM que le bureau fédéral allait étudier cette proposition lors de sa prochaine réunion.

Cette nouvelle initiative de la fédération a pour but de favoriser les joueurs locaux et fortifier l'équipe nationale tunisienne.

Depuis que les joueurs de l'Union Nord-Africaine de football (UNAF) ne sont plus considérés comme des joueurs étrangers, les formations tunisiennes ont beaucoup recruté chez les voisins surtout en Algérie, notamment l'Espérance de Tunis qui compte dans ses rangs sept joueurs algériens.

NFL

Les équipes pourront rouvrir leurs installations la semaine prochaine

La Ligue nationale de football américain (NFL) a annoncé vendredi que ses équipes pourraient rouvrir leurs installations la semaine prochaine, mais dans le respect des consignes sanitaires strictes liées au coronavirus et si les autorités locales le permettent, selon un média spécialisé américain.

"Les franchises peuvent rouvrir leurs installations à partir du (mardi) 19 mai si elles y sont autorisées, en vertu des réglementations nationales et locales en vigueur", a déclaré le patron de la Ligue, Roger Goodell, cité par NFL Network qui s'appuie sur une note adressée aux directeurs généraux des 32 franchises.

Toutefois, la réouverture ne sera possible que si elles se mettent en conformité "avec toutes les exigences de santé publique dans leur juridiction et avec la mise en oeuvre des protocoles développés (par le médecin-chef de la NFL) et distribués à toutes les équipes le 6 mai", ajoute le média.

Dans cette première phase, les équipes ne peuvent avoir que 50% de leur personnel dans l'établissement à la fois et pas plus de 75 personnes.

Les joueurs sont, eux, interdits d'accès à ux installations de l'équipe sauf pour un traitement médical ou une rééducation.

Leur accès ne sera autorisé que dans une seconde phase. La NFL avait prolongé mercredi de deux semaines la période d'entraînements à distance de ses joueurs durant l'actuelle pré-saison, repoussant une ouverture possible des centres d'entraînement au 29 mai au plus tôt.

APL

ES SÉTIF

Le Conseil d'administration rejette les accusations contre Halfaya

Les membres du conseil d'administration de l'ES Sétif ont rejeté les accusations proférées contre le directeur général, Fahd Halfaya, concernant le marchandage de matchs de Ligue 1 de football.

Les membres du CA se sont réunis vendredi pour évoquer l'histoire de l'enregistrement téléphonique qui a circulé sur la toile et qui met le club dans l'embarras avec cette histoire de matchs arrangés.

"Halfaya a nié toutes les accusations à son encontre.", indique un communiqué signé par le président du conseil d'administration, Azzedine Arab, tout en insistant sur le fait que "cet enregistrement est montée de toutes pièces pour nuire à sa personne et à l'équipe de l'ES Sétif".

Halfaya est accusé d'avoir sollicité un manager connu dans le milieu du football pour arranger des rencontres et favoriser par conséquent son équipe afin qu'elle remporte le titre de champion d'Algérie au détriment des autres concurrents.

Pour le directeur général de l'ESS, "des personnes malintentionnées ont essayé de lui coller cet enregistrement qui n'est pas le sien pour nuire au club et mettre un brin de soupçon sur les résultats enregistrés par l'Aigle noir, notamment après l'intronisation du technicien tunisien Nabil



Kouki. Le conseil d'administration de l'ESS est arrivé à la conclusion qu'aucune décision ne sera prise par ses membres sans que l'enquête menée par les instances du football (FAF et LFP) ne soit achevée.

Mercredi, le ministre de la Jeunesse et des Sports (MJS), Sid Ali Khaldi, avait réagi à l'enregistrement sonore, tout en s'engageant à combattre la corruption dans le milieu sportif. "Les réseaux sociaux

ont repris un enregistrement sonore qui n'a aucun lien avec l'esprit sportif et les valeurs morales. En attendant l'issue de l'enquête sur les dessous de cette affaire et l'authenticité de l'enregistrement, je dénonce avec force ce genre de comportements qui enfreint les lois de la discipline sportive et porte un coup à l'intégrité et à l'image du sport algérien", a-t-il indiqué. La Fédération algérienne de football (FAF) avait également réagi à cet en-

registrement, soulignant qu'elle s'était saisie de l'affaire.

"La FAF tient à informer qu'elle s'est saisie d'un document sonore relatif à une conversation téléphonique où deux individus échangent sur un éventuel arrangement d'une rencontre de football.

En attendant l'authentification de ce support, la FAF dénonce avec vigueur ces pratiques condamnables", a écrit l'instance fédérale sur sa page officielle Facebook.

La Bundesliga allemande redémarre samedi à huis clos

La Bundesliga allemande sera samedi la première ligue majeure à redémarrer à huis clos avec le coup d'envoi des cinq premiers matches de cette 26e journée, la première depuis début mars.

Pour convaincre les pouvoirs publics allemands, les équipes ont accepté de se soumettre à des mesures sanitaires draconiennes, et dû notamment s'isoler du monde toute cette semaine.

Deux entraîneurs ont déjà été exclus des matches de ce week-end pour avoir violé cette quarantaine.

Heiko Herrlich, d'Augsbourg, coupable d'être sorti de l'hôtel pour aller acheter

du dentifrice en ville. Et Urs Fischer, son collègue de l'Union Berlin, qui a volontairement quitté son groupe pour un deuil familial.

Les joueurs devront renoncer aux effusions collectives pour célébrer leurs buts. Remplaçants et entraîneurs porteront des masques.

Le protocole convivial d'avant-match, accompagnement par des enfants, poignées de mains et photos, sera supprimé.

"Le monde entier regarde maintenant vers nous.", a constaté vendredi l'entraîneur du Bayern Munich, Hansi Flick. L'Italie, l'Espagne et l'Angleterre, les trois

autres grands championnats envisagent de reprendre avant l'été, mais doivent encore convaincre leurs gouvernements.

D'autres, comme la France, les Pays-Bas ou la Belgique depuis vendredi, ont déjà décidé de mettre un terme définitif à la saison.

Samedi, l'affiche de la 26e journée opposera justement Dortmund, deuxième du classement, à son voisin Schalke, dans le prestigieux "derby de la Ruhr", à huis clos pour la première fois de l'histoire.

Le leader Munich et ses stars n'entreont en piste que dimanche à Berlin, sur la pelouse de l'Union.

ESPAGNE

Toni Kroos se voit terminer sa carrière au Real Madrid

Le milieu international allemand du Real Madrid Toni Kroos aimerait terminer sa carrière au Real Madrid, son club depuis 2014, a-t-il confié dans un entretien à Eurosport Allemagne durant lequel il assure n'avoir jamais regretté d'avoir quitté le Bayern Munich.

"J'ai pour objectif d'être lors des trois saisons à venir un joueur du Real Madrid", a expliqué le champion du monde 2014, dont le contrat avec le club espagnol expire en 2023.

"J'aurai alors 33 ans et cela sera le bon moment pour se demander: comment te sens-tu physiquement, es-tu encore motivé, as-tu encore envie de continuer ? Et là, on verra ce qu'il se passe", a-t-il poursuivi.

"Trois ans dans le football, c'est long.

Trois ans au Real Madrid, c'est encore plus long", a reconnu le joueur formé au

Hansa Rostock, en ex-RDA.

Kroos, 30 ans, est revenu brièvement sur son départ du Bayern Munich en 2014 qui avait donné lieu à un bras de fer avec les dirigeants bavarois.

"Avec le recul, les uns et les autres (au Bayern) ont pu certainement regretter de n'avoir laissé partir, mais ce n'est pas du tout mon cas", a assuré Kroos.

"J'avais mes convictions, le Bayern avaient les siennes, il n'y avait pas d'autre issue que la séparation", a ajouté le joueur aux 96 sélections en équipe d'Allemagne.

Kroos a également voulu clarifier des propos qu'il avait tenus au début de la pandémie du coronavirus à propos d'une baisse éventuelle des salaires des joueurs, une mesure qu'il avait critiquée.

"La déclaration a été faite à un moment où nous n'étions même pas en discussion avec



le Real au sujet d'une baisse de salaire (...). Je préfère prendre l'intégralité (de son salaire) et l'utiliser pour faire quelque chose pour ceux qui en ont encore plus besoin.

Mais quand le club nous a approchés, il est devenu évident que nous devions renoncer à une partie de notre salaire pour aider les employés du club", a-t-il expliqué.

"Tant que le club ne vient pas nous dire qu'il en a besoin pour payer les employés, il n'est pas nécessaire pour moi de renoncer à mon salaire", a voulu mettre au clair le milieu madrilène.

Début avril, le Real Madrid s'est finalement mis d'accord avec ses joueurs pour réduire leurs salaires d'au moins 10% cette année.

LUCAS TORREIRA SUR LE DÉPART ?

D'après son agent, Lucas Torreira pourrait quitter Arsenal pour retourner en Italie. Blessé à la malléole début mars, l'Uruguayen se remet doucement. Bourlingué à différents postes par l'ancien entraîneur Unai Emery, Lucas Torreira évolue régulièrement à son poste favori de milieu relayeur avec Mikel Arteta. Mais le numéro 11 des Gunners ne serait pas pleinement satisfait de sa situation et, selon les propos de son agent Pablo Bentancur rapportés par TuttoMercatoWeb, envisagerait un transfert. L'international uruguayen (23 sélections) "adorerait rejouer en Italie" a-t-il affirmé tout en reconnaissant que le joueur a été très bien traité à Arsenal. Torreira connaît bien le championnat pour y avoir évolué durant 3 saisons entre 2015 et 2018. Durant sa dernière saison en Serie A à la Sampdoria, il avait été élu meilleur récupérateur du championnat.



CHIELLINI : «MON GENOU? A 90% DE SES CAPACITÉS»

Dans un direct Instagram avec Christian Vieri, Giorgio Chiellini a parlé de la reprise des entraînements et de sa forme actuelle: "Nous avons repris il y a dix jours. Mon genou est à 90%; quand j'ai joué en février, je boitais encore un peu". **Son rôle de défenseur:** "J'ai eu l'honneur d'avoir Cannavaro comme maître. Lui et Legrottaglie. Je suis très différent. Fabio était d'un autre niveau, mais cette attention et ce soin du défenseur pur qui s'est un peu perdu, je les ai pris de lui".

La Juventus: "Nous avons su partir d'un groupe de joueurs italiens qui a formé la base sur laquelle d'autres joueurs sont venus se greffer. La planification du club sur dix ans est fondamentale. Maintenant il y a Ronaldo, avant Tveze, Dybala... ils servent et ils aident. Nous avons également su profiter du bloc italien qui a formé le noyau dur de l'équipe. Créer un groupe de 25 joueurs est difficile, mais si tu as un noyau déjà formé il est alors plus facile de les intégrer".

La Ligue des Champions: "Nous sommes toujours passés tout près de la Coupe ces dernières années et nous avons toujours perdu face à de grandes équipes. L'année dernière, c'était un peu plus de notre faute. Sortir face au Barça ou au Real peut passer, mais contre l'Ajax... même s'ils avaient de grands joueurs. C'est un vrai regret car si tu veux remporter la Ligue des Champions tu dois battre l'Ajax".

KROOS A FIXÉ LA TENDANCE SUR SON AVENIR

Le milieu de terrain du Real Madrid, Toni Kroos, est sorti du silence au sujet de sa situation avec le club merengue.

Interviewé par nos confrères d'Eurosport Germany, l'international allemand de 30 ans a fait savoir qu'il ne comptait pas quitter la Maison Blanche. "Je prévois définitivement d'être avec le Real pendant ces trois années. C'est un bon moment à 33 ans pour se demander : à quoi je ressemblerai physiquement ? Serais-je motivé ? Est-ce que j'aurai toujours envie de continuer ? Si quelque chose arrive et que vous dites : 'D'accord, encore un an ici car vous êtes juste bon et que vous avez toujours envie', je ne l'exclurai pas. Mais un départ en Angleterre, au jeu très physique, je ne peux pas l'imaginer à 33 ans." Sous contrat jusqu'en juin 2023, le champion du monde 2014 porte le maillot madrilène depuis juillet 2014. Avant la suspension de la saison 2019-2020 liée à la crise du coronavirus, l'ancien sociétaire du Bayern Munich avait pris part à 33 rencontres toutes compétitions confondues, pour 5 buts.



EMERY CRITIQUE LE COMPORTEMENT D'ÖZIL

"Au bout du compte, il doit se regarder dans une glace. Par rapport à son attitude et son engagement. J'ai fait de mon mieux pour l'aider. Tout au long de ma carrière, j'ai toujours protégé les joueurs les plus talentueux et ils ont joué de leur mieux ou presque avec moi. J'ai toujours été positif avec lui en ce qui concerne sa volonté de s'impliquer, mais l'attitude qu'il a adoptée et le niveau d'engagement, eh bien, ils n'étaient pas suffisants", a expliqué le manager espagnol pour le Daily Mail.

DAVID SILVA SOUHAITERAIT PROLONGER

Le milieu espagnol des Citizens voudrait poursuivre l'aventure avec son club avec un nouveau contrat. David Silva voudrait prolonger son bail à Manchester City. Selon The Times, le milieu espagnol serait prêt à signer un nouveau contrat avec les Citizens. Le contrat du joueur de 34 ans arrive à son terme en juin prochain. David Silva suscite un intérêt particulier en MLS, de la part du club de David Beckham, l'Inter Miami. Son ancien club, Valencia, serait aussi intéressé à l'idée de rapatrier de son ancien joueur. Toujours selon le quotidien anglais, David Silva voudrait terminer la campagne européenne avec Manchester City. Les Citizens avaient battu le Real au match aller (1-2) avant l'arrêt de toutes compétitions européennes en raison de la pandémie du coronavirus.



Klopp relance le dossier Aouar !

Jürgen Klopp, coach de Liverpool, semble déterminé à s'attacher les services d'Houssein Aouar. Le Paris Saint-Germain apprécie le milieu de 22 ans, mais doit notamment faire face à la concurrence de la Juventus. Selon nos informations, les Bianconeri souhaitent en effet miser sur Aouar afin de remplacer Miralem Pjanic, courtois par le PSG et le FC Barcelone. Le principal acteur de ce dossier devrait pourtant être Liverpool. Ce jeudi, Il Corriere dello Sport confirme l'intérêt de la Juventus, ainsi que de Manchester City et du Paris Saint-Germain pour Houssein Aouar, mais les Reds semblent décidés à rafter la mise. D'après les informations du quotidien italien, Jürgen Klopp souhaiterait absolument avoir le milieu de l'Olympique Lyonnais sous ses ordres la saison prochaine.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL DK NEWS

Directeur général, responsable de la publication **Abdelmadjid CHERBAL**

Directeur de la rédaction **A. CHERBAL**

RÉDACTION ADMINISTRATION
«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00»
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

MOUDJAHIDINE-DÉCÈS

Le moudjahid Abdeslam Bouchareb n'est plus

Le moudjahid Abdeslam Bouchareb est décédé, jeudi, à l'âge de 85 ans, a-t-on appris vendredi auprès du ministère des moudjahidine et des ayants-droit.

Né en 1935 à Ain Oulmene (w. Sétif) dans une famille algérienne modeste, le défunt a rejoint, à un jeune âge, l'école coranique où il a appris les fondamentaux de la religion et de la langue. Le défunt a adhéré à l'action politique en tant que militant dans le mouvement national. Suite aux événements survenus en Algérie, particulièrement après les massacres du 8 mai 1945, Abdeslam Bouchareb était convaincu qu'il fallait procéder autrement pour changer la situation du pays. Après le déclenchement de la Révolution du 1er Novembre 1954, le regretté a rejoint les rangs de l'Armée de libération nationale (ALN) dans la troisième région de la première zone de la wilaya historique I. Il a créé le groupe d'Elite de l'Armée de l'ALN, a participé à plusieurs opérations et assumé plusieurs responsabilités, dont celle de premier responsable de la quatrième région de la wilaya historique I. Après l'indépendance, le défunt a poursuivi son parcours militaire dans les rangs de l'Armée nationale populaire (ANP) et était parmi les cadres ayant participé à la guerre d'octobre 1973 en Egypte.



A son retour, il assume plusieurs postes, dont celui de chef de bataillon de la 6e région de Tamansrasset, chef de bataillon du secteur opérationnel de Tébessa, chef de bataillon du secteur opérationnel de Annaba puis directeur de la communication et de l'information au ministère de la Défense nationale avant d'être promu au grade de Général-major.

Face à cette douloureuse cir-

constance, le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Tayeb Zitouni a présenté ses sincères condoléances à la famille du défunt et à ses compagnons d'arme, priant Dieu Tout-Puissant d'accorder au défunt sa sainte miséricorde, de l'accueillir en Son vaste Paradis et d'assister les siens en cette pénible épreuve. Le défunt sera inhumé vendredi au cimetière d'El Alia à Alger.

Le Président de la République présente ses condoléances à sa famille

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a adressé, vendredi, un message de condoléances et de compassion à la famille du moudjahid, Général-Major à la retraite, Abdeslam Bouchareb décédé, jeudi, a indiqué un communiqué de la présidence de la République. «Suite au décès du moudjahid, Général-Major à la retraite, Abdeslam Bouchareb, le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a adressé

un message de condoléances et de compassion à la famille du défunt, rappelé auprès de Dieu en ces dix derniers jours de ce mois sacré», lit-on dans le communiqué. Le Président Tebboune a salué la loyauté et le dévouement du défunt, que Dieu ait son âme, lorsqu'il était moudjahid dans les rangs de l'Armée de libération nationale (ALN) puis officier supérieur dans l'Armée nationale populaire (ANP), des qualités

l'ayant érigé en modèle pour les moudjahidine fidèles et les nationalistes intègres qui ont servi leur patrie, jusqu'à ce que la mort qui n'épargne personne, l'ait emporté. Le Président de la République a présenté ses condoléances à la famille et aux proches du défunt, priant le Tout-Puissant d'apaiser leur souffrance et d'accueillir le défunt parmi les saints, les martyrs et les pieux aux visages éclairés.

Le ministre de la Communication exprime sa profonde affliction

Le ministre de la Communication, porte parole du Gouvernement, Ammar Belhimer, a exprimé «sa profonde affliction» suite à l'annonce du décès du moudjahid Abdeslam Bouchareb, survenu hier jeudi à l'âge de 85 ans des suites d'une longue maladie. «J'ai appris avec tristesse et une profonde affliction la nouvelle du décès du Général-major à la retraite, le moudjahid Abdeslam Bouchareb, qu'Allah ait son âme», a tweeté le ministre de la Communication sur son compte Twitter. Il a rappelé que le défunt avait occupé le poste de directeur de la communication, de l'information et de l'orientation au ministère de la Défense nationale. Né en 1935 à Ain Oulmene (Sétif), au sein d'une famille modeste, le défunt a rejoint, dès son tendre âge, l'école coranique où il a appris les

principes et fondamentaux de la Religion et de la langue. Le défunt a adhéré à l'action politique en tant que militant dans le mouvement national. Suite aux événements survenus en Algérie, particulièrement après les massacres du 8 mai 1945, le défunt moudjahid Abdeslam Bouchareb était convaincu qu'il fallait procéder autrement pour changer la situation du pays. Après le déclenchement de la Révolution du 1er Novembre 1954, le regretté a rejoint les rangs de l'Armée de libération nationale (ALN) dans la troisième région de la première zone de la wilaya I historique. Il a créé le groupe d'Elite de l'Armée de l'ALN. Il a participé à plusieurs opérations et assumé plusieurs responsabilités, dont celle de premier responsable de la quatrième région de la wilaya I historique.

DÉCÈS DE CHEDLI KLIBI

Le ministre des Affaires étrangères adresse un message de condoléances à son homologue tunisien

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum a adressé un message de condoléances à son homologue tunisien ainsi qu'à la famille de feu Chedli Klibi, ancien Secrétaire gé-



néral de la Ligue des Etats Arabes, décédé mercredi à l'âge de 94 ans, dans lequel il a loué les qualités et hauts faits du défunt, indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

"En cette douloureuse circonstance, je tiens à vous exprimer ainsi qu'à la famille du défunt nos condoléances les plus attristées ainsi que notre profonde compassion, priant Dieu Tout-Puissant d'entourer le défunt de Sa sainte miséricorde, de l'accueillir en Son vaste Paradis et d'assister les siens", a écrit M. Boukadoum

dans son message. Louant les qualités du défunt qui a consacré sa carrière au service de la Tunisie, pays frère, avec dévouement et haute compétence dans les différents postes qu'il a occupés, le ministre des Affaires étrangères a souligné, en outre, "la sagesse, la perspicacité et la maîtrise dont il a fait preuve dans la direction de l'action interarabe lorsqu'il avait assuré la fonction de Secrétaire général de la Ligue des Etats arabe ainsi que son abnégation au service des causes arabe justes".

"Les générations montantes tunisiennes et arabes garderont à jamais le souvenir du défunt et s'inspireront de son riche parcours pour servir leur présent et leur avenir", a conclu M. Boukadoum.

ALGÉRIE-ACADÉMIE-ETATS UNIS Meriem Merad : "très touchée" par le message du président de la République

Le professeur Meriem Merad s'est dit, vendredi, "très touchée" par le message du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, la félicitant pour son élection au sein de la prestigieuse Académie américaine des sciences.



"J'ai été très touchée par le message du président de la République, qui dénote de l'intérêt qu'il porte à la Science et à tous les scientifiques algériens dans divers domaines et de par le monde", a indiqué Mme Meriem Merad dans une déclaration à la chaîne de télévision privée Ennahar. L'immunologiste algérienne établie à New York, a estimé que le message du président de la République intervient au bon moment, car il coïncide avec la pandémie du Coronavirus, précisant qu'avec cette crise le monde "a besoin de l'apport et du concours des scientifiques". "De nos jours, le grand danger ne provient pas des guerres mais des virus de ce genre qui peuvent décimer des sociétés toutes entières et c'est cela le message du Président", a-t-elle ajouté.

Mme Merad a, en outre, rappelé qu'il y a beaucoup de scientifiques algériens à travers le

monde", citant notamment Yasmine Belkaid, élue au sein de la même Académie en 2019 ou encore le chercheur Elias Zerhouni qui exerce également aux Etats-Unis d'Amérique.

"Toutes mes félicitations, professeur Meriem Merad pour ton élection à la prestigieuse Académie américaine des sciences en reconnaissance à tes contributions dans la recherche médicale, biologique et d'immunologie. Nous sommes fiers de toi et de tout l'Algérie innovateur où qu'il soit. Ce couronnement honore la femme algérienne persévérante et rehausse la présence de l'Algérie au sein des instances scientifiques internationales", avait écrit le président Tebboune dans un message de félicitations publié sur les réseaux sociaux.

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Opération de ratissage à Ain Defla : un autre terroriste abattu

Un autre terroriste a été abattu vendredi dans la continuité d'une opération de ratissage en cours menée dans la wilaya de Ain Defla par des unités de l'Armée nationale populaire, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"Dans le cadre de la lutte antiterroriste et dans la continuité de l'opération de ratissage et de fouille dans la commune de Zeddine, wilaya d'Ain Defla/ièreRM, où un terroriste a été abattu le 12 mai 2020, un détachement de l'Armée Nationale Populaire

a abattu, aujourd'hui 15 mai 2020, un (01) autre terroriste et saisi un (01) pistolet mitrailleur de type Kalachnikov, (03) chargeurs de munitions, une (01) grenade et un (01) téléphone portable".

"Cette opération, toujours en cours, réi-

tere encore une fois la détermination des unités de l'Armée Nationale Populaire à traquer les criminels jusqu'à leur totale éradication et faire régner la sécurité et la quiétude à travers tout le territoire national", ajoute le communiqué du MDN.